

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ENTRE CONCEPT ET MISE EN ŒUVRE
LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE À LA CROISÉE DES CHEMINS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
KARIM-ANDRÉ LAZ

JANVIER 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier les personnes et les institutions qui m'ont aidés tout au long du processus scolaire menant à la rédaction de ce mémoire. Notamment Stéphane Roussel pour son support et ses encouragements en tant que directeur de recherche ; Alex Macleod, directeur du centre d'étude des politiques étrangères et de sécurité (CEPES), pour m'avoir orienté dans les premiers instants de la confection de ce mémoire ; David Morin candidat au Doctorat, pour avoir suivi l'évolution de ce mémoire et l'avoir à maintes reprises corrigé ; la Fondation Simmons pour sa contribution financière sous forme de bourse et la reconnaissance de la pertinence d'un tel mémoire ; Marie-Pierre Corriveau, Claire Rivest, Maxime Grignon, Chantal Robichaud et Jean Karam qui ont d'une façon ou une autre contribué à me donner la détermination pour mener ce projet à terme.

TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLES DES MATIÈRES	iii
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
Le réalisme en relations internationales	4
Les études critiques de la sécurité	7
1 ^{ère} PARTIE	
LE CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	10
CHAPITRE I	
ÉVOLUTION ET DÉFINITION	
DU CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	11
1.1 L'évolution historique du concept de désarmement nucléaire	11
1.2 Le concept de maîtrise des armements	22
1.3 Le concept de désarmement nucléaire	23
1.4 Conclusion	25
CHAPITRE II	
L'ÊTRE HUMAIN ET L'ARME NUCLÉAIRE	27
2.1 La dissuasion nucléaire et l'être humain	27
2.2 L'arme nucléaire et le développement humain	30
2.3 L'arme nucléaire et les droits humains	33
2.4 Conclusion	36

CHAPITRE III

LE CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE ET LES ÉTUDES CRITIQUES DE LA SÉCURITÉ	38
3.1 L'idéal pacifique et la notion d'utopie	39
3.2 Les acteurs, leur rôle et la pratique politique émancipatrice	42
3.3 L'émancipation de l'être humain et les notions humanitaires	43
3.4 Conclusion	46

2^{ème} PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE DE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	48
--	----

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	49
4.1 La construction des arsenaux	49
4.2 La phase de maîtrise des armements	58
4.3 La phase de réduction des arsenaux nucléaires	62
4.4 L'abandon des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire	65
4.5 Conclusion	68

CHAPITRE V

L'ÉTAT ET LES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	70
5.1 Les motivations et les impératifs stratégiques	71
5.2 Les motivations et les impératifs économiques	76
5.3 Les motivations et les impératifs sécuritaires	80
5.4 Conclusion	83

CHAPITRE VI	
LE RÉALISME ET LES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE	85
6.1 L'État et ses soit disant « intérêts nationaux ».	86
6.2 L'État et ses capacités militaires	88
6.3 La méfiance des États et la notion de <i>saue qui peut</i>	90
6.4 Conclusion	92
CONCLUSION	93
BIBLIOGRAPHIE	99

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

1	Comparaison des vecteurs nucléaires stratégiques Américains et Soviétiques/Russes entre 1945 et 1995	96
2	Évolution historique du nombre d'ogives nucléaires au sein des arsenaux des cinq puissances nucléaires de 1947 à 2002	97
3	Évolution des traités de maîtrise des armements et de réduction des armements	98

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABM	<i>Anti Ballistic Missile</i> Missile anti-balistique
AEIA	l'Agence internationale de l'Énergie atomique
CIJ	Cour Internationale de Justice
CTBT	<i>Comprehensive Test Ban Treaty</i> Traité d'interdiction des essais nucléaires
FNI	Forces Nucléaires Intermédiaires
ICBM	<i>Intercontinental Ballistic Missile</i> Missile intercontinental
IDH	Indice de Développement Humain
IDS	Initiative de Défense Stratégique
KAL	<i>Korean Air Lines</i> Lignes Aériennes Coréennes
MAD	<i>Mutual Assured destruction</i> Destruction Mutuelle Assurée
MIG	Mikoyan Gurevich (désignation d'avion de combat russe)
MIRV	<i>Multiple Re-entry Vehicles</i> Missiles à têtes multiples et indépendantes
MOAB	<i>Massive Ordnance Air Blast</i>
NMD	<i>National Missile Defence</i> Défense anti-missile nationale
NPR	<i>Nuclear Posture Review</i> Revue de la doctrine nucléaire (américaine)
NSC	National Security Council <i>Conseil National de Sécurité</i>

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
RDA	République Démocratique d'Allemagne
RFA	République Fédérale d'Allemagne
SALT	<i>Strategic Limitation Talks</i> Discussions sur les limitations stratégiques
SLBM	<i>Submarine Launched Ballistic Missile</i> Missile lancée d'un Sous-marin
SORT	Strategic Offensive Reduction Treaty le traité sur les armes stratégiques offensives
START	<i>Strategic Arms Reduction Treaty</i> Traité de réduction des armes stratégiques
TNP	Traité de Non Prolifération Nucléaire
TNT	Trinitrotoluène
UNESCO	<i>United Nation Educational, Scientific and Cultural Organization</i> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

Le présent mémoire de recherche s'interroge sur les caractéristiques et les fondements de l'échec relatif du désarmement nucléaire au cours des trente cinq dernières années. En évaluant à la fois les parallèles existant entre le concept de désarmement nucléaire et les études critiques de la sécurité et ceux entre la mise en œuvre du désarmement et la pensée réaliste en relation internationale, cette analyse en arrive à la conclusion que la vision traditionnelle de la sécurité que semblent partager les acteurs impliqués dans le processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, limite leurs capacités et leur volonté d'abolir ce type d'armement. En d'autres termes, la vision critique de la sécurité possédant des fondements théoriques similaires au concept de désarmement nucléaire n'est pas partagée par les puissances nucléaires, ce qui explique que la mise en œuvre du désarmement nucléaire tel qu'envisagée par la théorie nous semble impossible. Ainsi, l'opérationnalisation des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, sous la tutelle des puissances nucléaires, s'apparente davantage à une forme de réduction opportuniste sacralisant le soi disant «intérêt national» de l'État participant, qu'à une réelle volonté de se défaire de ce type d'armement.

Divisé en deux parties, ce mémoire explore les fondements théoriques du concept de désarmement nucléaire ainsi que les fondements pratiques de la mise en œuvre des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Chacune de ces deux parties, subdivisées en trois brefs chapitres explorant concept et mise en œuvre de façon historique et théorique, s'apparente à une analyse comparée de deux théories majeures en relations internationales, soit les études critiques de la sécurité et le réalisme.

Désarmement nucléaire, armement nucléaire, sécurité, théories des relations internationales, études critiques de la sécurité.

INTRODUCTION

La Guerre froide s'est achevée sur l'hypothèse d'une restructuration des relations internationales. La fin des grands débats sur l'équilibre stratégique nucléaire et les risques d'une confrontation entre l'Est et l'Occident laissait, en effet, planer les slogans d'un nouvel ordre mondial et d'une «fin de l'histoire»¹. À bien des égards, ce bouleversement aurait pu (dû ?) constituer une rupture entre le passé et l'avenir. Les conditions semblaient réunies pour mettre un frein à la folie de la «destruction mutuelle assurée» et à la vision dominante d'une sécurité essentiellement étatique. Dix ans plus tard, cependant, force est de constater que les caractéristiques dominantes de la Guerre froide se sont transposées dans la conduite contemporaine des relations internationales et continuent largement d'influencer l'actualité.

Bien que l'arme nucléaire et la terreur qu'elles suscitaient soient plus ou moins tombées dans l'oubli, le désarmement nucléaire n'a pas répondu aux attentes et espoirs placés en lui. L'essoufflement notable des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, vers la fin du millénaire, pose de sérieux doutes sur la volonté réelle des grandes puissances de se débarrasser de leur capacité atomique. Malgré le constat selon lequel le rôle politique et stratégique de cette arme pour les grandes puissances avait peut-être été surévalué et qu'«en définitive, l'atome n'avait pas empêché les guerres sauf la leur»², l'arme nucléaire demeure une des composantes dominantes du paysage de la sécurité internationale. Si tout semblait en place pour une transformation des outils de politiques étrangères, les récents événements au sein du système international prouvent le contraire. Le conflit entre les États-Unis et l'Irak, les essais indiens et pakistanais, le bras de fer entre la Corée du Nord et la communauté internationale, ainsi que l'apparente volonté de plusieurs autres États de se procurer des armes nucléaires, démontrent que l'engouement des États pour cette arme est toujours bien vivant. En somme, il semble que le chemin à parcourir pour espérer l'élimination de ce type d'armement soit encore long.

¹ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Macmillan Inc., New York, 1992.

² Philippe Delmas, *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, Paris, 1995.

Force est de constater que la mise en œuvre de la maîtrise des armements et du désarmement nucléaire a donné des résultats mitigés puisque, malgré les trente-cinq années écoulées depuis la première signature du traité de Non-Prolifération nucléaire (TNP), les États détenteurs de l'arme absolue n'ont pas souscrit à leurs engagements. Ce mémoire de recherche vise ainsi à identifier les fondements de l'échec relatif des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

Par ailleurs, «alors que la Guerre froide s'est achevée sur des débats théoriques autrement plus aiguisés que ceux qui marquèrent ses débuts»³, les approches positivistes et la pensée traditionnelle en matière de sécurité demeurent dominantes. Malgré la (re)conceptualisation dont la «sécurité» a fait l'objet dans les années qui suivirent la fin de l'empire soviétique, elle continue néanmoins d'être interprétée dans des termes strictement nationaux. De nouveaux concepts ont bel et bien émergé de cette période, mais ils sont encore, pour la plupart, méconnus. Certains d'entre eux, comme ceux de «sécurité humaine» ou de «sécurité globale», ont fait l'objet de tentatives de transposition de la théorie à la pratique. Toutefois, les résultats de ces mises en œuvre expérimentales n'ont pas engendré de consensus assez concluant pour secouer les bases traditionnelles des relations internationales.

Ce sont les fondements de ces concepts «critiques» de la sécurité, forts contestés par le courant «réaliste», qui serviront de vecteur afin d'orienter ce mémoire de recherche. Les concepts de «sécurité globale» et de «sécurité humaine», tels qu'envisagés par l'école critique des études de la sécurité et en particulier par Ken Booth, désignant l'ensemble des idées et des pratiques mises de l'avant par une multitude d'acteurs internationaux (société civile, organisations internationales et États) dans le but de permettre un degré acceptable d'émancipation des individus, serviront ici de référent, par opposition au concept de «sécurité traditionnelle», afin de déterminer à quelle vision de la sécurité se rattache le concept de désarmement nucléaire, ainsi que les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

³ Bertrand Badie, «Les grands débats théoriques de la décennie». *La revue internationale et stratégique*, no. 41. printemps 2001. pp. 47-54.

Il s'agit de s'interroger sur les caractéristiques et les fondements de l'échec relatif du désarmement nucléaire. Par conséquent, nous évaluerons les parallèles existant entre le concept de désarmement nucléaire et les études critiques de la sécurité. Cette analyse portera également sur la mise en oeuvre des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire en démontrant ce qui les rattache à une vision traditionnelle de la sécurité dominée par la pensée réaliste en relations internationales.

Notre hypothèse stipule que la vision traditionnelle de la sécurité, que semblent partager les acteurs impliqués dans le processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, limite leurs capacités et leur volonté d'abolir ce type d'armement. En d'autres termes, la vision critique de la sécurité possédant des fondements théoriques similaires au concept de désarmement nucléaire n'est pas partagée par les puissances nucléaires. Par conséquent, la mise en œuvre du désarmement nucléaire tel qu'envisagée par la théorie nous semble impossible. L'opérationnalisation des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, sous la tutelle des puissances nucléaires, s'apparente davantage à une forme de réduction opportuniste sacralisant le soi disant «intérêt national» de l'État participant, qu'à une réelle volonté de se défaire de ce type d'armement. Ainsi, l'apparent lien théorique entre le désarmement nucléaire et les visions critiques de la sécurité est purement et simplement ignoré par les acteurs de sa mise en œuvre. Ceci explique, en partie, qu'après plus de trente-cinq ans, il n'y ait pas plus de désarmement nucléaire, qu'il n'y ait d'espoir que ce dernier s'accomplisse dans un avenir rapproché.

Le mémoire se divise en deux parties. La première explore les fondements théoriques du concept de désarmement nucléaire. La seconde partie examine, quant à elle, les fondements pratiques de la mise en œuvre des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Chacune de ces deux parties est subdivisée en trois bref chapitres explorant concept et mise en œuvre de façon historique et théorique. La conclusion présentera quelques pistes de réflexions pouvant servir une recherche plus poussée sur le sujet.

La démarche proposée ici s'appuie sur une analyse comparée de deux théories majeures en relations internationales. La première, le réalisme, a largement orienté le débat stratégique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À ce titre, son influence sur les questions de sécurité, et plus particulièrement de désarmement nucléaire, est déterminante. La seconde théorie recouvre en partie, ce qu'il est convenu d'appeler les études critiques de la sécurité. Ces dernières ont, pour leur part, des fondements similaires à ceux ayant servi à l'élaboration de concept de désarmement nucléaire lui-même. Les lignes qui suivent ont pour but de présenter brièvement le contenu de chacune de ces approches et de les replacer dans le cadre plus général de la théorie des relations internationales.

LE RÉALISME EN RELATION INTERNATIONALE

Malgré la diversité et la pertinence des écrits proposant une alternative aux thèses positivistes, nous constatons «une remarquable continuité dans la référence aux paradigmes classiques comme cadre d'analyse dans la littérature sur les relations internationales»⁴.

Le paradigme «rationaliste», qui constitue encore, et de loin, un pan majeur de la théorie des relations internationales, est littéralement dominé par les approches dites «réalistes» et «néoréalistes». Comme l'ensemble des autres théories des relations internationales, le «réalisme» et le «néoréalisme» reposent largement sur un amalgame de références historiques et contemporaines. Au premier rang de celles-ci, nous retrouvons des ouvrages aussi anciens que connus, tels que *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide, *Le Prince* de Machiavel ou encore *Le Léviathan* de Hobbes. La littérature «réaliste» contemporaine, particulièrement riche en regard des autres théories des relations internationales, s'articule quant à elle autour d'ouvrages aussi célèbres que *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939* de E.H. Carr, *Politics Among Nations* de Hans Morgenthau, *Paix et guerres entre les nations* de Raymond Aron et *The Theory of International Politics* de Kenneth Waltz. En somme, le nombre d'analyses des relations internationales ayant utilisé la lunette «réaliste» ou «néoréaliste» est impressionnant. C'est d'ailleurs cette quantité incommensurable d'articles et d'ouvrages spécialisés qui

⁴ Houchang Hassan-Yari, «Une relecture des relations internationales de post-guerre froide», *Études Internationales*, Vol. XXXIV, no. 2, juin 2003, p.282.

permet à leurs détracteurs de prétendre que la profondeur de ces deux théories est plus quantitative que qualitative.

Le Réalisme en relations internationales repose avant tout sur une série de postulats interreliés. Le premier suppose que les États sont les unités de base du système international. Aucune autre unité, comme les organisations internationales ou encore les organisations non gouvernementales (ONG) ne possèdent la pertinence et l'impact qu'ont les États. En fait, certains «réalistes» vont jusqu'à prétendre que l'État est la seule unité devant être considérée dans l'étude des relations internationales car elle est la seule possédant le droit de faire la guerre.

Le second postulat réaliste qualifie d'anarchique le système international. Toutefois, cette anarchie n'est pas nécessairement synonyme de chaos ou de désordre⁵. L'anarchie qui caractérise le système international est plutôt le reflet de l'absence d'autorité suprême. En somme, ces auteurs mettent l'accent sur le «faible niveau d'intégration institutionnelle»⁶ du système international. Les États qui composent ce système sont tous souverains. Par conséquent, il n'existe aucune structure pouvant subordonner leur volonté. Selon les réalistes, l'ordre du système international est défini par la puissance relative de chacun des États. Ces derniers s'opposent les uns aux autres en raison de leurs différents intérêts nationaux.

Le troisième postulat réaliste repose sur la notion de *self help* ou «sauve-qui-peut»⁷. L'incertitude d'un État quant aux intentions des autres est très importante au sein de la pensée réaliste.⁸ Le contexte anarchique du système international, qui ne permet pas les certitudes existant dans un environnement régulé, fait en sorte qu'un État ne dispose que de sa puissance pour se protéger des intentions potentiellement hostiles des autres gouvernements. Ainsi, l'objectif principal présumé des États est leur survie. Cet objectif est primordial, car sans souveraineté tout autre objectif devient inatteignable.⁹ Le climat d'incertitude et de

⁵ John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton, 2001, p.30.

⁶ Pierre de Senarclens, «La politique internationale », Armand Colin, Paris, 2002 (4^e édition), p. 21.

⁷ *Ibid*, p.26

⁸ John J Mearsheimer, *op. cit.*, p.31.

⁹ *Ibidem*

méfiance entre États qui caractérise le troisième postulat mène directement à la notion de sécurité et l'importance que le réalisme lui accorde.

Ainsi, l'État est perpétuellement en quête de sécurité, avant tout comprise en termes militaires, puis économiques : «La force fait le droit»¹⁰. La quête de sécurité, centrale dans la pensée réaliste, amène les États à accroître leur capacité militaire : «Un État ne peut maintenir sa position absolue de sécurité que s'il maximise sa puissance»¹¹. Cette capacité militaire est l'ultime outil dont disposent les États afin d'acquérir de la puissance ou encore de maintenir celle-ci.

Si le réalisme met de l'avant le besoin qu'ont les États de se sécuriser, il conçoit également la quête de sécurité chez les uns comme une cause d'insécurité pour les autres. Ainsi un cinquième postulat fait référence à l'existence d'un éternel «dilemme de sécurité» qui détermine le comportement des États. En cherchant à se sécuriser, c'est-à-dire en s'armant, les États provoquent chez leurs voisins ou leurs ennemis un sentiment d'insécurité. Cela expliquerait, selon les «réalistes», la multitude de courses aux armements survenues dans l'histoire contemporaine.

Le dernier postulat des études réalistes en relations internationales renvoie aux notions de morale et d'éthique. Celles-ci sont confinées à la limite de ce qui les rendrait préjudiciable à la réalisation de l'intérêt national. L'État, d'abord préoccupé par sa survie, n'agit en fonction d'une éthique générale ou encore d'une morale humaine que s'il peut se le permettre. Ceci dit, il arrive que les États coopèrent. Toutefois, cette coopération est plus souvent le résultat d'une projection des intérêts nationaux ou d'une volonté de survie que d'une préoccupation pour le bien-être de l'ensemble de l'humanité.

¹⁰ Pierre de Senarclens, *op.cit.* p.21

¹¹ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix, Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de sciences Po, 2000, p.38.

LES ÉTUDES CRITIQUES DE LA SÉCURITÉ

En plein cœur du « troisième débat » théorique, les approches critiques des relations internationales vont naître des cendres de la théorie « marxiste » en posant un ensemble de questions d'ordre épistémologique et ontologique. Les fondements de ces approches critiques remontent jusqu'au siècle des Lumières, puis dans les œuvres de Marx, Hegel et Kant¹². Si ce courant fort diversifié, composé entre autres des études post-moderniste, féministe et constructiviste, a pris forme avec les contributions d'Habermas, d'Horkheimer et d'Adorno¹³, ce n'est qu'à partir de 1980 qu'il atteint une réelle maturité. En 1990, l'auteur Ken Booth définit une approche critique des études plus spécifiques à l'égard de la sécurité centrée sur le concept d'émancipation de l'être humain, c'est précisément ce raisonnement que nous utiliserons, parmi la multitude d'approches critiques.

L'une des principales caractéristiques de cette approche est le rejet des conceptions théoriques traditionnelles. Celles-ci, contrairement à Ken Booth, empruntent régulièrement aux sciences naturelles une démarche positiviste qui opère, entre autres, une division entre sujet et objet.¹⁴ À l'opposé, l'approche critique de Booth prétend qu'il est difficile, voire impossible pour le sujet, de se retirer du monde pour l'analyser objectivement.¹⁵ Par conséquent, les croyances idéologiques et les opinions sont, pour cette école de pensée, une partie intégrante et incontournable des théories des relations internationales. Parallèlement, cette théorie critique en relations internationales, tout comme les autres théories critiques, « conçoit la pensée, les concepts et les normes comme le produit d'un contexte historique, largement déterminé par le mode et les relations de production »¹⁶. Ainsi, le monde serait « le produit du travail des hommes »¹⁷ ce qui sous entend qu'il est une construction sociale et historique.

¹² Richard Devetak, « Critical Theory », in Scott Burchill *et al.*, *Theories of International Relations 2nd edition*, New York, Palgrave, 1996, p.154-156.

¹³ *Ibidem*

¹⁴ *Ibid*, p.157.

¹⁵ *Ibidem*

¹⁶ Frédérick Guillaume Dufour, « Théorie critique » dans Alex Macleod, Evelyne Dufaut et Frédérick Guillaume Dufour, *Relations Internationales, Théories et concepts*, Montréal, Co-édition Athéna et CEPES, 2002, p.30.

¹⁷ *Ibid*, p. 31.

Les écoles critiques des relations internationales ont une vocation fondamentalement normative en comparaison des prétentions objectives des théories traditionnelles. Le but des tenants des écoles critiques est par conséquent le changement : «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, l'objectif c'est de le changer»¹⁸. Parce que l'état des choses en matière de relations internationales est socialement construit, les «critiques» sont catégoriques à l'égard de la possibilité d'un changement.¹⁹ L'école critique contrairement aux approches plus traditionnelles, vise une refonte de la pratique des relations internationales dans laquelle l'existence humaine sera privilégiée en abolissant toute forme d'injustice.²⁰

Pour effectuer ce changement dans les relations internationales, l'approche de Booth s'appuie à la fois sur une «méthodologie émancipatoire» et sur la volonté de rendre «l'émancipation» de l'être humain une réalité. En somme, l'émancipation se révèle une notion capitale pour quiconque cherche à comprendre la démarche critique.²¹ L'approche critique définit la «pratique émancipatoire» comme étant un moyen de s'opposer au monopole exercé par les «soi-disant experts en la matière»²². Tous devraient pouvoir participer aux réflexions en matières de relations internationales puisque tous en sont le sujet.

En ce qui a trait à l'émancipation de l'être humain, les critiques veulent transformer les relations internationales de façon à ce que les conditions dans lesquelles vivent les êtres humains soient dénuées de contraintes physiques ou psychologiques. Ces dernières sont justement ce qui met un frein au libre développement de l'individu. Pour l'auteur critique Ken Booth, il faut libérer l'être humain des barrières qui limitent ses actions²³. Ces contraintes à l'émancipation de l'être humain sont, selon les différentes positions critiques, de

¹⁸ Richard Devetak, *op.cit.*, p.156.

¹⁹ Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde, *Security, A New Framework For Analysis*, London, Lynne Rienner Publishers Inc., 1998, p. 34.

²⁰ Richard Devetak, *op.cit.*, p.157.

²¹ *Ibid*, p.155.

²² Richard Wyn Jones, *Security, Strategy and Critical Theory*, London, Lynne Rienner Publishers Inc., 1999, p. 147.

²³ Richard Devetak, *op.cit.*, p.163.

véritables constructions sociales de la réalité qui peuvent être décomposées conformément à leur échafaudage initial.²⁴

²⁴ *Ibidem*

1^{ÈRE} PARTIE :

LE CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

La première partie du mémoire se consacrera à l'analyse du concept de désarmement nucléaire. Dans cette section, nous donnerons une définition de ce concept ; nous survolerons sa conception tout comme son évolution ; nous analyserons, enfin, les arguments qui le supportent et rattacherons ces derniers à une vision particulière de la sécurité.

CHAPITRE I

ÉVOLUTION ET DÉFINITION DU CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Afin de bien comprendre ce qu'est le concept de désarmement nucléaire, nous survolerons dans ce chapitre les étapes historiques de son évolution. Parallèlement, nous nous efforcerons de différencier les concepts de contrôle des armements et de désarmement nucléaire afin qu'au terme de la première partie de notre mémoire, nous puissions bien évaluer les fondements théoriques et conceptuels sur lesquels reposent le concept de désarmement nucléaire.

1.1. L'évolution historique du concept de désarmement nucléaire

Paradoxalement, l'idée d'un désarmement nucléaire voit le jour avant même que les grandes puissances ne développent leurs arsenaux. C'est le physicien Niels Bohr²⁵, participant au projet Manhattan, qui, en juillet 1945, allait le premier exprimer ses réticences à l'égard de ce type d'armement. Selon Bohr, l'arme atomique était trop dévastatrice. En succombant à la tentation d'en garder le secret, les États-Unis légitimaient son existence. Une fois l'existence de cette arme légitimée, rien n'empêcherait moralement une autre nation, notamment l'URSS, de chercher à l'expérimenter²⁶. À leur tour, les États-Unis seraient alors menacés par son existence. Afin d'empêcher l'éventualité d'avoir à faire face à une bombe atomique étrangère, Bohr recommande au président Roosevelt une forme de tutelle internationale de l'atome. Plus sécuritaire que la possession d'une telle arme, cette mise sous contrôle

²⁵ John Lewis Gaddis, *We Now Know, Rethinking Cold War History*, Oxford University Press, 1997, p. 94.

²⁶ À cet égard, Richard Rhodes rapporte que M. Bohr concevait la protection du secret atomique comme une menace à la sécurité des États-Unis. Voir : Richard Rhodes, *The Making of The Atomic Bomb*, Touchstone, New York, 1986, p. 562.

international était, selon lui, une nécessité. Toutefois, cette idée n'allait pas être retenue par Roosevelt ni par Truman, son successeur.

Les scientifiques participant au projet Manhattan se questionnèrent tout au long du processus quant à la moralité de l'arme qu'ils fabriquaient. Certains étaient convaincus que «l'expérimentation de la bombe, puis son utilisation dans la guerre, servirait à faire peur autant à leur propre gouvernement qu'aux Soviétiques, les conduisant de ce fait, à rejeter l'essence même de la guerre»²⁷. D'autres, comme M. Frank, croyaient, à l'instar de Niels Bohr, que l'utilisation de la bombe était immorale et par conséquent, le gouvernement américain devait placer sous l'autorité mondiale le résultat des recherches du projet Manhattan²⁸. Toutefois, ces scientifiques travaillant à la confection de la bombe étaient probablement les seuls à saisir toute la portée de celle-ci. En effet, les politiciens sont «très loin d'avoir compris toutes les implications militaires, politiques et psychologiques de la nouvelle arme»²⁹. Par conséquent, la volonté d'en finir avec le Japon sans avoir à sacrifier trop de vies américaines (tout en impressionnant les Soviétiques) conduit l'administration du président Truman à opter, une fois le succès de l'explosion test *Trinity* confirmé³⁰, pour l'utilisation de la bombe contre le Japon.

Pour l'opinion publique qui apprend *post facto* l'existence de la bombe, c'est un moindre mal. Pendant quelques années encore, celle-ci est leurrée par le fait que cette arme semble effectivement avoir mis fin à la plus meurtrière des guerres. Or, le tableau est différent pour les scientifiques qui ont travaillé à sa confection. Ceux-ci sont littéralement ébahis par ses effets dévastateurs sur les villes et leurs populations. En effet, le portrait d'Hiroshima et de Nagasaki est foudroyant en comparaison du désert du Nouveau-Mexique, site du test de *Trinity*. En reconnaissant que «les morts de Nagasaki étaient probablement plus chanceux que les survivants»³¹, plusieurs scientifiques ayant participé au projet expriment leur dégoût face

²⁷ John Lewis Gaddis, *op. cit.*, p.88.

²⁸ Joseph Rotblat, «Éliminer les armes nucléaires, Est-ce souhaitable ? Est-ce réalisable ?» *Conférence Pugwash sur la science et les affaires mondiales*, Paris, Éditions Transitions, 1997, p.43.

²⁹ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p.102.

³⁰ *Ibidem*

³¹ Richard Rhodes, *op. cit.*, p. 750.

à l'utilisation sur l'être humain de l'arme qu'ils ont créés. Pour plusieurs, tel le physicien Léo Szilard qui participe au projet Manhattan, l'utilisation de la bombe est «une flagrante violation de nos standards moraux»³².

S'inspirant des idées de Niels Bohr, certains scientifiques profondément affectés par l'utilisation de la bombe contre des civils, forment des groupes de travail qui se penchent sur la question. Ces groupes font ensuite pression sur le Congrès américain afin qu'il constitue un comité chargé d'étudier les répercussions de la découverte de la bombe atomique sur la société. Ce comité est finalement créé et confié à Dean Acheson qui inclut parmi ses membres Robert Oppenheimer. Le rapport «Acheson-Lilienthal» qui est écrit par ce comité recommande au gouvernement américain,

[...]la création d'une agence internationale pour le développement de l'énergie atomique, à laquelle serait confiée toutes les phases du développement et de l'emploi de l'énergie nucléaire, à partir des matières premières, et comprenant la gestion, le contrôle, ou l'exécution de toutes les activités présentant un danger potentiel pour l'humanité³³.

Suite à l'utilisation de la bombe, le sentiment de culpabilité et de responsabilité est également perceptible, dans une moindre mesure, chez les politiciens qui ont décidé de son emploi. «Trop souvent, nous faisons abstraction de la culpabilité qui a envahi, les dirigeants qui optèrent pour l'utilisation de la bombe dans les années subséquentes au bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki»³⁴. L'opportunité de se délivrer de cette culpabilité se présente toutefois rapidement au gouvernement américain. En janvier 1946, la toute première résolution des Nations Unies reprend les idées du rapport «Acheson-Lilienthal» et crée la Commission des Nations Unies pour l'Énergie Atomique qui a pour mandat, entre autres, de faire des propositions spécifiques concernant l'élimination des armes atomiques au sein des arsenaux nationaux³⁵. Dès lors, Bernard Baruch, alors représentant des États-Unis au sein de la commission, formule un plan (connu sous le nom de Plan Baruch³⁶) qui recommande le

³² *Ibidem*

³³ Joseph Rotblat, *op.cit.*, p. 43.

³⁴ John Lewis Gaddis, *op.cit.*, p. 90.

³⁵ Frank Blackbaby, et Tom Milne, *A Nuclear-Weapon-Free World, Steps along the way*, Macmillan Press LTD, New York, 2000, p. 15.

³⁶ Joseph Rotblat, *op.cit.*, p. 44.

démantèlement des armes actuelles (toutes américaines) et la mise en place d'une législation empêchant tout État de se doter d'un arsenal nucléaire. Bien que réelle, la culpabilité du gouvernement américain ne sera toutefois pas perceptible au-delà de la confection unilatérale de ce plan. En effet, «les dirigeants américains ne se sentent pas pour autant liés par ce sentiment de culpabilité à entreprendre de sérieuses négociations avec l'Union Soviétique afin de déterminer les modalités d'application de ce plan de contrôle international de l'atome»³⁷.

La plupart des chefs militaires et des politiciens ne considèrent pas encore que «l'arme nucléaire changeait la nature même de la guerre, et ne plaçaient toujours pas l'atome au cœur de leur stratégie»³⁸. Toutefois, une prise de conscience à l'égard des changements stratégiques et politiques que l'arme nucléaire provoque, émerge dans les sphères universitaires.

[...] certains universitaires comme Bernard Brodie, auteur avec d'autres collègues de *The Absolute Weapon* en 1946 (avec le sous-titre significatif *Atomic Power and World Order*), comprirent certes tout de suite que l'arme nucléaire changeait toutes les données de la stratégie, que la notion d'emploi et de victoire, face à une arme aussi imparable, devait céder la place à celle de la dissuasion³⁹.

Bien que convaincue des modifications que l'arme nucléaire provoque, la majorité des universitaires ne se positionneront pas véritablement en faveur du désarmement nucléaire avant le milieu des années 1980. Le champ des études politiques et internationales se limite à l'analyse des transformations que cette arme impose au système international. Le débat interuniversitaire prend dès lors la forme

[...] d'une argumentation qui durera 45 années entre ceux qui croient que les armes nucléaires ne doivent jamais plus servir dans une guerre et être réservées au bon fonctionnement de la dissuasion et ceux pour qui, la curiosité scientifique, l'ambition carriériste et la ferveur idéologique, les amènent continuellement à chercher un moyen de les faire paraître militairement utilisables⁴⁰.

³⁷ John Lewis Gaddis, *op.cit.* p. 88.

³⁸ Georges-Henri Soutou, *op.cit.*, p.136.

³⁹ *Ibidem*

⁴⁰ Gwynne Dyer, *War*, Random House, Toronto, 2004, p. 294.

Les préoccupations d'ordre humanitaire des scientifiques et celles, plutôt stratégiques, des universitaires n'auront toutefois pas raison sur le politique et après trois années de négociations infructueuses, le premier essai nucléaire soviétique, à la fin de l'été 1949, met un terme aux tergiversations entourant le Plan Baruch. Un nombre croissant d'essais atomiques marque le début des années 1950. Très vite, les Etats-Unis, puis l'Union Soviétique, passent à l'ère thermonucléaire. Les explosions, qui se mesuraient jadis en kilotonnes, se comptent désormais en mégatonnes. L'Est et l'Ouest s'engagent alors dans une course à l'armement exponentielle qui ne laisse guère de place aux discussions sur un éventuel désarmement nucléaire (voir tableau 1 et 2).

Néanmoins, il se développe, au sein de l'opinion publique mondiale, une forme de contestation à l'encontre de l'existence et de l'expérimentation des armes nucléaires. Vers la fin des années 1950, la population américaine «s'alarme des risques pour la santé que les tests atmosphériques d'armes nucléaires occasionnent»⁴¹. Plusieurs manifestations populaires s'organisent alors aux États-Unis pour dénoncer ces tests. Bien que limité géographiquement à l'Occident, «car de toute évidence un minimum d'espace et de liberté d'expression doit être disponible pour que ce genre de manifestation se produise et par conséquent, ce n'est pas encore le cas en URSS ou en Chine»⁴², ces préoccupations populaires vont réussir à mettre une pression sur le gouvernement américain. Parallèlement, le mouvement contestataire des scientifiques se poursuit par le biais de la publication du manifeste «Russell-Einstein»⁴³ qui appelle les scientifiques à se réunir au sein d'une conférence consacrée au danger des armes nucléaires. La première conférence Pugwash sur la science et les affaires mondiales est un véritable plaidoyer pour le désarmement nucléaire et l'éradication de la guerre⁴⁴. Ces conférences Pugwash, qui se réunissent encore de nos jours, deviendront le symbole du mouvement «abolitionniste» contre les armes nucléaires. Se transformant par la suite en véritable mouvement suivi et épaulé par l'UNESCO, ces conférences visent à analyser les risques afférents aux utilisations pacifique et militaire de l'énergie atomique, du contrôle des

⁴¹ Jozef Goldblat, *et al.*, *Nuclear Disarmament*, I.B. Tauris, 2000, p. 186

⁴² Praful Bidwai, et Achin Vanaik, *New Nukes, India, Pakistan and Global Nuclear Disarmament*, Interlink Publishing Group, Inc., New York, 2000, p. 241

⁴³ Frank Blackbaby, et Tom Milne, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁴ *ibidem*

armements nucléaires et de la responsabilité sociale des scientifiques participant aux expériences nucléaires. Caractérisé par un sens du devoir envers l'humanité ce mouvement de scientifiques se questionne essentiellement sur les implications sociales des découvertes scientifiques.

Suite à la peur que provoque la crise des fusées de Cuba, le milieu culturel se mêle également de la nucléarisation des relations internationales. En 1963, Stanley Kubrick met sur grand écran le film *Dr. Strangelove or: How I Learned to Stop Worrying and Love the Bomb*. Ce film dépeint de façon cynique la Guerre froide et les aspirations guerrières des dirigeants militaires américains, contribuant ainsi à éveiller le public face à l'irrationalité de la dissuasion nucléaire⁴⁵.

En 1963, les pressions de l'opinion publique⁴⁶ conduisent le gouvernement américain à s'engager avec d'autres puissances, notamment l'Union Soviétique, dans des discussions limitatives sur les armements nucléaires. Le *Partial Test Ban Treaty* est signé en guise de réponse aux préoccupations écologiques et sanitaires de l'opinion publique. Ce traité marque le début de la phase de maîtrise des armements (*Arms Control*) qui se traduira par une série de traités entre les grandes puissances ayant pour objectif de se prémunir «par des arrangements ponctuels, de certaines situations particulièrement dangereuses»⁴⁷. Cette période est notamment marquée par la signature en 1968 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui instaure, pour la première fois une obligation juridique pour les États nucléaires de s'engager sur la voie d'un désarmement nucléaire général et complet. Toutefois, cette obligation des grandes puissances souscrite au sein de l'article VI du TNP n'est pour le moment qu'une lointaine garantie visant à motiver les pays non nucléaires à signer le traité.

La «détente» entre l'URSS et les États-Unis combinée aux efforts apparents des gouvernements américains et soviétiques dans la phase de maîtrise des armements suffit à calmer les ardeurs de l'opinion publique. À part l'opposition constante de quelques scientifiques et les manifestations publiques ponctuelles en faveur de la paix lors des grandes

⁴⁵ Gwynne Dyer, *op.cit.*, 289.

⁴⁶ Voir le rôle de l'opinion publique dans le contrôle des armements dans Jozef Goldblat, *op.cit.*, p.43.

⁴⁷ Alain Duret, *La nouvelle menace nucléaire*, Le monde éditions, Paris 1996, p. 61.

tensions⁴⁸, il n'existe pas véritablement de coordination de l'opinion publique contre l'arme nucléaire. À l'instar du processus initial de construction des arsenaux au début des années 1950, la période de maîtrise des armements reste sous le contrôle exclusif des gouvernements des États participants, soit les États-Unis et l'URSS.

Le refroidissement des relations entre les États-Unis et l'URSS, suite à l'invasion soviétique d'Afghanistan en 1979, donne toutefois un prétexte pour l'organisation du mouvement contestataire de l'armement nucléaire. Également, plusieurs événements, tels le refus du Sénat américain de ratifier le traité SALT 2, l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan, plus belliqueuse que la précédente, l'instauration du projet *Strategic Defence Initiative (IDS)* connu également sous l'appellation *Star Wars*, la destruction en plein vol d'un Boeing 747 de Korean Air Lines (KAL) par des MIG soviétiques et les différentes recherches sur la confection d'une bombe à neutrons⁴⁹, sont autant d'éléments qui cristallisent les plus grandes peurs de l'opinion publique. La crise des Euromissiles qui éclate en 1981, lorsque les États-Unis projettent d'installer des missiles Pershing 2 en Europe de l'Ouest, afin de contrer l'installation de missiles soviétiques SS-20⁵⁰ en Europe de l'Est, provoque un immense mouvement public en faveur d'un gel du déploiement des armes nucléaires *Nuclear Freeze*. En 1981, des manifestations éclatent dans plusieurs villes d'Europe et d'Amérique. Ces manifestations atteignent des sommets en 1982 et 1983 lorsqu'elles rassemblent parfois plus d'un million de participants⁵¹ préoccupés par l'augmentation des budgets militaires⁵² et encouragés par l'église catholique et protestante chrétienne qui, pour la première fois, prend part au débat⁵³.

⁴⁸ Notamment lors de la guerre du Kippour et lors de l'appui soviétique à l'Éthiopie dans le conflit entre l'Éthiopie et l'Erythrée.

⁴⁹ Marie-Hélène Labbé, *La grande peur du nucléaire*, Presses de sciences po, Paris, 2000, p.70.

⁵⁰ Ces missiles mobiles déployés à partir de 1977 ont 3 têtes nucléaires pouvant toucher des cibles indépendantes partout en Europe de l'Ouest, ce dans un délais de 4 ou 5 minutes de leur mise à feu. Ils étaient considérés par les Américains comme des missiles de première frappe. Voir : JR. Matlock, Jack F., *Reagan and Gorbachev, How The Cold War Ended*, Random House, New York, 2004, p. 38.

⁵¹ Frank Blackbaby, et Tom Milne, *op. cit.*, p. 18.

⁵² JR. Matlock, F. Jack, *op. cit.*, p. 32

⁵³ Marie-Hélène Labbé, *op. cit.*, p.72.

En 1983, R.P. Turco, O.B. Toon, T.P. Ackerman, J.B. Pollack, et Carl Sagan publient une étude intitulée *Global Atmospheric Consequences of Nuclear War*⁵⁴ qui introduit pour la première fois la théorie stipulant qu'un hiver nucléaire, avec des conséquences fatales pour la société humaine, pourrait survenir des suites d'un échange nucléaire généralisé entre l'URSS et les États-Unis. Plus tard dans l'année, le réalisateur Nicholas Meyer met au grand écran le film intitulé *The Day After*⁵⁵. Celui-ci qui peint de façon réaliste les suites d'un échange nucléaire entre l'URSS et les États-Unis contribue grandement à éveiller le public américain à l'horreur d'une guerre nucléaire. En 1984, la BBC World Entreprise reprend le thème du film de Meyer et produit le percutant documentaire fiction intitulé *Threads*⁵⁶ sous la direction de Mick Jackson. En somme, l'étude de Turco et al., le film *The Day After* et le documentaire fictif *Threads* n'excluent pas la possibilité d'une extinction de *l'Homo Sapiens* ou du moins du mode de vie occidental des suites d'un échange nucléaire, ce qui amplifient les peurs de l'opinion publique en Occident. Par conséquent, le mouvement public en faveur d'un gel sur les armes nucléaires se perpétue jusqu'en 1989.

Les pressions de l'opinion publique occidentale se font réellement sentir sur leurs gouvernements respectifs. Alors que plusieurs Européens se sentent pris dans l'étau entre les SS-20 soviétiques et les Pershing 2 américains, la population des États-Unis elle, se sent menacée par la volonté de son gouvernement de déployer son nouveau missile le MX aussi connu sous le nom de *Peacekeeper*. Bien qu'ultimement le premier bataillon de Pershing 2 sera opérationnel en Europe le 30 juin 1984⁵⁷, le mécontentement de l'opinion publique aura réussi en quelque sorte à retarder de deux ans le déploiement de ces missiles. En ce qui a trait aux missiles MX, la peur qu'engendrait leur déploiement en version mobile (c'est-à-dire monté sur des lanceurs constamment en mouvement) oblige le gouvernement américain à finalement les déployer dans des silos fixes⁵⁸.

⁵⁴ Voir le site Atomicarchive.com : <http://www.atomicarchive.com/Movies/Movie6.shtml> qui explique les origines du concept d'hiver nucléaire.

⁵⁵ Meyer, Nicholas, 1983, *The Day After*. Film 35mm, coul., 127 min, ABC & MGM.

⁵⁶ Jackson, Mick, 1984, *Threads*. Film 16mm, coul, 110 min, BBC World.

⁵⁷ Voir la page descriptive sur les missiles Pershing 2 dans le site Globalsecurity.org : <http://www.globalsecurity.org/wmd/systems/pershing2.htm>

⁵⁸ Le déploiement mobile de ses missiles était prévu sur le réseau de chemins de fer Américain et sur leurs autoroutes. Voir : JR. Matlock, F. Jack, *op.cit.*, p.11.

Les campagnes publiques du début des années 1980 ont «des conséquences positives sur l'agenda du contrôle des armements : forçant une mouvance vers des négociations bilatérales intensifiées entre l'URSS et les États-Unis pour une réduction des arsenaux nucléaires»⁵⁹. En 1987, les négociations entre l'URSS et les États-Unis portent leurs fruits et le traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) est signé à Washington. Dès lors, les missiles Pershing 2 et SS-20 sont retirés d'Europe. Ce premier traité de désarmement donne le souffle nécessaire afin de passer, au niveau politique, de la phase de contrôle des armements à celle du désarmement.

La chute du mur de Berlin en 1989, la signature du premier traité de désarmement sur les armes stratégiques appelé le *Strategic Arms Reduction Treaty* (START), puis la fin de l'empire soviétique en 1991 contribuent à altérer la vision générale du désarmement nucléaire. Pour la première fois, des universitaires, jusque-là absent du débat sur le désarmement, commenceront à se positionner en faveur de celui-ci. Le rôle même de l'arme nucléaire dans la Guerre froide devient alors sujet à débat comme en témoignent les écrits de John Lewis Gaddis⁶⁰, de Raymond Garthoff⁶¹ ou encore de Georges-Henri Soutou⁶². Ce nouveau débat tourne autour des acquis de la révolution nucléaire, en particulier les bienfaits de la dissuasion nucléaire⁶³, et des incertitudes qui entourent une stratégie sans armes nucléaires⁶⁴. En s'élargissant, le débat sur le désarmement nucléaire vient à englober l'avenir de la prolifération nucléaire. À cet égard, deux camps idéologiquement opposés⁶⁵ se forment. D'un côté, certains soutiennent que le monde est plus sécuritaire sans l'armement nucléaire, de l'autre, qu'il l'est moins, comme en témoigne cette affirmation du stratège britannique Sir

⁵⁹ Jozef Goldblat et al., *op. cit.*, p.42

⁶⁰ Voir : John Lewis Gaddis, «International Relations Theory and the end of the Cold War», dans *International Security*, Vol 17, No. 3 (hiver 1992/93), pp. 5-58.

⁶¹ Voir : Raymond L. Garthoff, «Nuclear Weapons and the Cold War : Did Nuclear Weapons Prevent War, or Increase its Risks ?» dans Blackbaby, Frank et Tom Milne, *op. cit.*, pp. 229-246.

⁶² Voir : Georges-Henri Soutou, *op. cit.*

⁶³ Charles-philippe David, *op. cit.*, p. 273.

⁶⁴ Notamment assurer un bon contrôle sur les matières fissiles issues du désarmement. Voir *Ibid*, p. 277.

⁶⁵ Pour bien comprendre les deux positions respectives voir : Scott D. Sagan et Kenneth N. Waltz, *The Spread of Nuclear Weapons, A Debate Renewed*, W.W. Norton & Company, New York, 1995 & 2003.

Michael Quinlan : «mieux vaut un monde avec des armes nucléaires mais pas de guerre majeure qu'un monde avec guerre majeure mais sans armes nucléaires»⁶⁶.

Un second traité START (START II) est signé en 1993. Cet événement, conjugué à l'apparente réduction du risque de guerre nucléaire, contribue à ralentir le mouvement anti-nucléaire entre 1991 et 1995. Toutefois, «dans le sillage de la conférence de suivi du traité de non-prolifération nucléaire (TNP)»⁶⁷ de 1995, «l'abolitionnisme nucléaire suscite un regain d'intérêt autant dans certains milieux intellectuels qu'au sein des organisations non gouvernementales (ONG) et de nombreux gouvernements»⁶⁸.

Trois événements marquent ce regain d'intérêt pour l'abolitionnisme nucléaire. Premièrement, «le 25 avril 1995, à la conférence du TNP, un regroupement d'ONG – qui compte maintenant 1200 organisations membres dans plus de 86 pays – adopte une résolution intitulée Abolition 2000 proposant la conclusion, pour l'an 2000, d'une convention abolissant les armes nucléaires»⁶⁹. Tout au long de la conférence, ce regroupement fait pression sur les gouvernements participants. «Sans ce regroupement, il y aurait pu ne pas y avoir d'entente sur le renforcement et l'extension du TNP»⁷⁰. Deuxièmement, en 1995, le gouvernement australien, dans le but de «conforter la position de l'Australie sur la scène du désarmement nucléaire»⁷¹, met sur pied la commission Canberra chargée «d'explorer l'idée d'éliminer les armes nucléaires». Globalement, le rapport de la commission Canberra, à laquelle participe plusieurs personnalités des relations internationales tel Robert Mac Namara, «traduit une hostilité au principe même de dissuasion mais, par réalisme, comprenant que l'élimination rapide et totale des armes nucléaires n'est pas du domaine du possible, se résout à entreprendre une politique graduelle»⁷². Troisièmement, en 1996, la Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ) publie un avis consultatif qui condamne «implicitement la

⁶⁶ Marie-Hélène Labbé, *op.cit.*, p.73.

⁶⁷ Michel Fortmann, «Peut-on se passer des armes nucléaires ?» dans *Le maintien de la paix* no. 39 (mars 1999), Institut Québécois des hautes études internationales, Université Laval, p. 1.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ Michel Fortmann, *op.cit.*, p.1.

⁷⁰ Ann M. Florini, *The Third Force, The Rise of Transnational Civil Society*, Carnage Endowment for International Peace, Washington D.C., 2000, p. 49.

⁷¹ Pascal Boniface, *Repenser la dissuasion nucléaire*, Éditions de l'Aube, Paris, 1997, p. 23.

⁷² *Ibid*, p. 26.

dissuasion et donc le déploiement préventif des armes nucléaires»⁷³. Cet avis statue que la menace d'utiliser l'arme nucléaire «est contraire aux règles internationales sur les conflits armés et également aux règles sur le droit humanitaire»⁷⁴. La CIJ met également l'accent, en guise de conclusion, sur «l'obligation des puissances nucléaires dans le cadre de l'article VI du TNP, de poursuivre de bonne foi et de mener à terme les négociations conduisant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects»⁷⁵.

Ainsi, le regain du mouvement abolitionniste contribue largement à délégitimer l'arme nucléaire aux yeux du public. Toutefois, plus la Guerre froide devient un fait historique éloigné, plus cette délégitimation se cloisonne au sein de la société civile. Malgré l'apparence de quelques efforts politiques américains afin de suivre ce courant de la société civile, tel le *Comprehensive Test Ban Treaty* (CTBT), qui finalement ne sera pas ratifié par le Sénat, le désarmement nucléaire, tout comme le contrôle des armements, bat de l'aile vers la fin des 1990. Les retards, quant à la ratification du traité START II par le Sénat américain et la Douma russe, ralentissent la négociation d'un traité START III, qui sera finalement abandonné.

Au début du troisième millénaire, les préoccupations à l'égard du terrorisme international provoquées par les événements du 11 septembre 2001 occultent la nécessité d'un désarmement nucléaire. L'apparente menace que posent les «*États parias*» cherchant à se procurer des armes de destruction massive réoriente le débat occidental vers les façons de se prémunir contre une attaque de ce type de pays. Tranquillement, l'arme nucléaire se voit confier un nouveau rôle comme en témoigne la «*Nuclear Posture Review*»⁷⁶ (NPR) américaine qui préconise d'utiliser la menace d'emploi de l'arme nucléaire pour contraindre d'autres États à ne pas se munir de ce type d'armement. La volonté américaine de se doter d'un système anti-balistique inspiré du projet «*Star Wars*» et le retrait des États-Unis du *Anti*

⁷³ Michel Fortmann, *op.cit.*, p.1.

⁷⁴ Douglas Roche, *The Ultimate Evil*, James Lorimier & Company Ltd., Toronto, 1997, p. 48.

⁷⁵ Michel Fortmann, *op.cit.*, p.1.

⁷⁶ Voir la page descriptive sur la NPR dans le site [Globalsecurity.org](http://www.globalsecurity.org) : <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm>

Ballistic Missile Treaty (traité ABM) de 1972 exaspère les autres puissances nucléaires laissant envisager l'émergence d'une nouvelle course aux armements.

1.2. Le concept de maîtrise des armements

Ce sont les risques de voir la dissuasion échouer, de devoir cohabiter avec trop de détenteurs de l'arme nucléaire et de perdre le contrôle de la course aux armements qui motiveront les États-Unis et la Union Soviétique à codifier la dissuasion. En effet, les nombreuses avancées technologiques initiées à la fin des années 1950, notamment dans les domaines de la balistique et des forces de première frappe (sous-marins nucléaires), semblaient compromettre les assurances de la dissuasion nucléaire. Sans équilibre de la terreur, non seulement les risques d'une confrontation augmentaient mais incitaient, en outre, les États-Unis et l'URSS à se «ruiner dans une course aux armements nucléaires stratégiques qui était aussi dispendieuse qu'inutile»⁷⁷. De plus, reconnaissant que la dissuasion nucléaire entre les blocs de l'Est et de l'Ouest était devenue complexe à gérer, l'introduction probable de nouveaux joueurs au sein s'accompagnait du risque de la rendre impossible à maîtriser.

Ainsi, l'objectif de la maîtrise des armements consistait à la fois à limiter le risque de guerre, à simplifier l'équation stratégique et à baliser la course aux armements. Celle-ci s'exprime par le biais d'une coopération remarquable entre Américains et Soviétiques, alors que tous d'eux venaient à peine d'échapper à un conflit nucléaire (la crise des fusées de Cuba). La maîtrise des armements se concrétise progressivement au fil des traités qui se succèdent, débutant avec le *Partial Test Ban Treaty* en 1963 et comprenant, entre autres par la suite, les traités essentiels que sont le TNP, SALT et ABM. Par le biais de ces derniers, le contrôle des armements va permettre de répertorier les types d'armements et de limiter la croissance des arsenaux. La stabilité et la confiance mutuelle sont les termes clé du contrôle des armements. Sans eux, le risque est trop grand de voir la course aux armements échapper à tout contrôle et ainsi conduire à une guerre par inadvertance. Bien que l'ensemble des démarches spécifiques à la maîtrise des armements aient principalement été réalisées dans un cadre bilatéral, leur

⁷⁷ Guillaume Parmentier, *Le retour de l'histoire, Stratégie et relations internationales pendant et après la guerre froide*, Éditions Complexes, Paris, 1993, p. 65.

portée s'étend à l'ensemble de la communauté internationale en 1968 au sein du cadre du TNP.

C'est grâce à la maîtrise des armements qu'est née l'idée, encore importante aujourd'hui, de non-prolifération nucléaire. Avec elle, les deux superpuissances apprennent à se comprendre et à mieux déchiffrer la complexité de la dissuasion. À bien des égards, celle-ci se compare à une forme de langage qui rend possible la coopération américano-soviétique, condition *sine qua non* au bon fonctionnement de la dissuasion. Comme le souligne De Senarclens,

[...] il n'est pas impossible que la négociation laborieuse de ces accords au cours des trois dernières décennies ait contribué à développer les communications et les procédures de négociation entre les stratèges des deux camps, créant ainsi un climat de détente, sinon de confiance mutuelle, et contribuant dans les années quatre-vingt à la fin de la guerre froide.⁷⁸

En assurant une forme de statu quo militaire et en contenant les effets de la «dynamique des armes»⁷⁹, le contrôle des armements ouvre la voie au début du processus de désarmement nucléaire. Ce dernier s'appuie alors à la fois sur une méthodologie qui se peaufinera au fil des ans et sur des assurances stimulantes lui permettant de se concrétiser dans un environnement plus sécurisant. Bien que le succès de la démarche du contrôle des armements soit palpable au-delà des raisons de son existence, il ne freine que marginalement la croissance verticale des arsenaux nucléaires soviétique et américain, comme en témoigne le nombre élevé d'ogives nucléaires à la fin des années soixante-dix. Les succès dans le domaine de la non-prolifération sont également mitigés.

1.3 Le concept de désarmement nucléaire

Le concept de désarmement nucléaire, souvent confondu avec celui de maîtrise des armements, «est, quant à lui, porteur de plus grandes ambitions»⁸⁰. Il vise principalement «à se priver de moyens de dissuasion, de défense ou de rétorsion et non seulement de limiter

⁷⁸ Pierre de Senarclens, *op.cit.*, p. 102.

⁷⁹ Charles Philippe David, *op.cit.*, p. 311.

⁸⁰ Guillaume Parmentier, *op.cit.*, p. 217.

l'expansion future de ces moyens»⁸¹. En ce sens, le concept de désarmement nucléaire s'apparente à une entreprise devant être irréversible, globale et complète.

Trois idées servent généralement de fondement au concept de désarmement nucléaire. En premier lieu, celle selon laquelle l'existence de l'arme nucléaire représentent un risque de guerre en soit. De ce point de vue, la guerre nucléaire n'est possible qu'à partir du moment où nous créons et envisageons l'utilisation de ces armes. Cette idée était partagée par la plupart des scientifiques qui ont initialement participé au projet *Manhattan* dans les années 1940, mais également, plus tard, par plusieurs généraux américains, tel Lee Butler qui jadis, au coeur de la course aux armements, avaient préconisé l'accumulation des armes nucléaires. Cette perspective rejette catégoriquement l'idée selon laquelle les armes nucléaires ont joué un rôle positif au sein de la Guerre froide. En second lieu, on retrouve l'idée selon laquelle l'arme nucléaire a occasionné des dépenses disproportionnées qui dans une certaine mesure, ont fort probablement entravé le bien-être et le développement humain. Bien que contestée, cette opinion est encore très répandue aujourd'hui. En dernier lieu, s'ajoute au milieu des années 1990, l'affirmation selon laquelle l'arme nucléaire et son utilisation sont contraires au droit humanitaire international. En effet, l'évolution du droit humanitaire international, surtout à partir du milieu des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, souligne le caractère non discriminatoire des armes nucléaires.

Le concept de désarmement nucléaire est intrinsèquement lié à la non-prolifération. Premièrement, parce que sa mise en oeuvre est juridiquement intégré au sein de l'article VI de ce traité. Ensuite, parce qu'une large majorité des États adhérant au TNP ont renoncé aux armes nucléaires justement parce que parallèlement les États déjà nucléaires s'engageaient à y renoncer également. Or, plus de 35 ans après la signature du TNP, les États nucléaires n'ont pas rempli leurs obligations, mettant ainsi en péril la solidarité des États membres du TNP. En ce sens, pour plusieurs, l'équation est la suivante: sans désarmement, la non-prolifération est peu probable et sans non-prolifération, le désarmement risque peu de progresser.

⁸¹ *Ibidem.*

À bien des égards, l'évolution du concept de désarmement nucléaire se caractérise par un retour à l'idée originale présentée «dès l'origine de l'ère nucléaire»⁸². En effet, après que les propositions du Plan Baruch appelant à une dénucléarisation des relations internationales aient été rejetées au profit de tentatives de limiter la croissance des arsenaux, le contrôle des armements et les populations de plus en plus éduquées aux dangers nucléaires permettront de réintroduire l'idée d'un désarmement complet et irréversible.

Originellement, le concept de désarmement nucléaire revient davantage à la société civile qu'à la sphère politique. Toutefois, à partir du milieu des années 1980, l'évolution de ce concept relève de toutes les sphères de la société. Bien que l'idée du désarmement nucléaire soit aujourd'hui partagée autant par des experts en la matière que par la société civile, sa mise en oeuvre relève essentiellement d'un processus politique réservé aux gouvernements des États détenteurs de l'arme absolue.

1.4. Conclusion

Le débat sur le désarmement nucléaire est né au même moment que l'arme atomique. Malgré le fait que ce débat ait accompagné le refroidissement des relations américano-soviétiques au cours des années 1950, ce n'est qu'à partir de 1968, par le biais du TNP, qu'il occupe l'avant scène de l'actualité internationale. Souvent confondu avec la notion de maîtrise des armements, le concept de désarmement nucléaire va beaucoup plus loin que ce dernier. Il est, en soi, le prolongement de la maîtrise des armements, une suite logique à celui-ci sans qui le désarmement nucléaire resterait une idée concevable, mais irréalisable.

Bien que l'idée du désarmement nucléaire émane d'un idéal humanitaire et pacifique mis de l'avant et défendu principalement par la société civile, sa mise en oeuvre est, quant à elle, plus «réaliste», s'accomplissant sous la direction exclusive des gouvernements détenteurs de l'arme absolue. Par conséquent, il est important de bien différencier le concept de désarmement nucléaire de sa mise en oeuvre. La lenteur du processus du désarmement nucléaire illustre bien la dichotomie qui existe entre les fondements d'une idée politique

⁸² Michel Fortmann, *op.cit.*, p.1.

partagée par la société civile et les motivations de sa mise en oeuvre essentiellement gérée par la sphère politique. À bien des égards, le processus de désarmement nucléaire est le fruit du croisement historique des pressions de la société civile et des impératifs économiques, stratégiques et sécuritaires des États détenteurs de l'arme nucléaire. Ce croisement n'est pas indéfini mais plutôt ponctuel, comme en témoigne le ralentissement du processus de désarmement nucléaire vers la fin des années 1990.

CHAPITRE II

L'ÊTRE HUMAIN ET L'ARME NUCLÉAIRE

Le concept de désarmement nucléaire et son évolution reposent essentiellement sur un idéal pacifique et humanitaire qui rejette l'utilité de l'arme nucléaire. L'arme nucléaire et la projection de son emploi menacent l'être humain et augmente les risque de guerre. Trois arguments appuient cette thèse. Le premier remet fondamentalement en cause l'utilité de la dissuasion nucléaire. Le second dénonce la création des arsenaux nucléaires et leur maintien à des niveaux superficiellement élevés comme étant une entrave au développement humain. Le dernier argument expose la dichotomie entre le droit humanitaire et l'existence de l'arme nucléaire. Le présent chapitre a pour but d'explorer plus profondément ces arguments.

2.1 La dissuasion nucléaire et l'être humain

Durant la Guerre froide, plusieurs auteurs⁸³ ont vanté les vertus sécurisantes de la dissuasion nucléaire. De leur point de vue, la destruction mutuelle assurée (*Mutual Assured destruction* ou MAD) était l'un des meilleurs moyens d'éviter une guerre totale entre l'URSS et les États-Unis. La peur de voir un conflit se détériorer au point de franchir le seuil nucléaire et le sentiment de sécurité qu'un État obtenait en étant détenteur d'un arsenal nucléaire permettaient, selon les tenants de cette position, de se prémunir contre les incertitudes qui mènent à la guerre.

À première vue, les exemples historiques corroborant ces arguments abondent, comme en témoigne cette citation sur la guerre de Corée :

[...] Washington, craignant que la guerre prenne un tournant nucléaire, se prépara à utiliser la force mais de façon à ne jamais avoir à utiliser l'ultime force, Acheson

⁸³ Parmi ces auteurs nous retrouvons entre autres Kenneth Waltz, Hans Morgenthau, Raymond Aron et John Lewis Gaddis.

expliqua plus tard que si nous ne limitons pas la force que nous utilisons, le monde disparaîtrait dans un engrenage de violence qui mènerait à l'utilisation de l'arme nucléaire⁸⁴.

En sachant que la guerre nucléaire serait dévastatrice, pour ne pas dire suicidaire, les grandes puissances s'obligèrent à s'abstenir. Comme M. David l'explique : «l'arme nucléaire modifie radicalement l'équation entre la guerre et la politique au profit de cette dernière : pour inverser la célèbre formule clausewitzienne, la politique est maintenant la continuation de la guerre par d'autres moyens»⁸⁵. Ainsi, l'État tire une certaine sécurité de la relation hautement psychologique et dissuasive avec son ennemi. Une fois la Guerre froide terminée, de nombreux historiens, tel John Lewis Gaddis, corroborèrent ces arguments en pointant le fait que la guerre entre l'URSS et les États-Unis ne s'était pas produite.

Bien que ces arguments semblent valables, ils reposent néanmoins sur quelques leurres. En effet, l'argument selon lequel la possession de l'arme nucléaire par un État est source de sécurité pour sa population semble illusoire. Pour se sécuriser dans le cadre d'une forme de dissuasion nucléaire mutuelle, un État accepte lui-même d'être la cible d'une menace nucléaire. Ainsi, deux États vivant une relation de dissuasion nucléaire tirent leur sécurité à la fois de l'insécurité qu'ils projettent sur la population étrangère et de celle qu'ils placent eux-mêmes sur leur propre population, en l'exposant à des représailles. En fait, «c'est la capacité qu'ont deux adversaires de s'imposer des dommages irréparables qui semble procurer à ces derniers un sentiment de sécurité»⁸⁶. Par conséquent, l'apparente sécurité tirée de la dissuasion nucléaire est en réalité une insécurité.

La dissuasion nucléaire est le prolongement d'une vieille pratique exercée tant dans les relations internationales que dans d'autres domaines d'activité humaine. Il n'y a, en effet, rien de nouveau dans l'exercice de la dissuasion. Nous pouvons définir cette dernière comme étant «la menace que fait peser un groupe sur un autre, afin de prévenir ou d'empêcher les actions de ce dernier»⁸⁷. Celle-ci peut également être définie comme étant «l'utilisation de

⁸⁴ John Lewis Gaddis, *We now Know, Rethinking Cold War History*, *op.cit.*, p. 110

⁸⁵ Charles Philippe David, *op.cit.*, p. 270.

⁸⁶ Parful Bidwai, et Achin Vanaik, *op.cit.*, p. 116.

⁸⁷ M. Patrick Morgan, *Deterrence Now*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003, p.1.

menaces afin de modifier le comportement d'un groupe sur le point d'agir et, ainsi, empêcher qu'une chose indésirable ne se produise»⁸⁸. L'objectif de la dissuasion en relations internationales, comme dans n'importe quel autre secteur d'activité, est d'émettre de façon crédible une menace qui puisse modifier les intentions d'un adversaire.

Or, l'histoire a démontré que la pratique de la dissuasion, quelle que soit sa forme, n'est pas toujours couronnée de succès. «C'est le cas, par exemple, dans la construction de la ligne Maginot par la France. Celle-ci devait dissuader l'Allemagne nazie d'attaquer le territoire français. L'histoire a démontré que l'effet recherché ne fut guère atteint»⁸⁹. Ainsi, la pratique de la dissuasion implique, pour être efficace, que la partie ou le groupe qui l'utilise soit prêt à mettre ses moyens ou ses menaces à exécution. C'est pourquoi, souvent, les volontés dissuasives des uns menèrent à de réelles confrontations.

En somme, le bon fonctionnement de la dissuasion nucléaire est un pari fort risqué à l'ère nucléaire. Les conséquences de son échec sont absolues. Pour s'assurer du bon fonctionnement de la dissuasion, il faudrait au préalable s'appuyer «sur une compréhension totale et techniquement élaborée de la psychologie de votre ennemi»⁹⁰. Toutefois, l'ennemi, en réalité des gouvernements d'États, change continuellement. Ainsi, d'un gouvernement à l'autre, rien n'est moins sûr que la perception que chacun a de l'arme nucléaire. Rien ne peut nous assurer que ce qui nous dissuade, dissuade également l'adversaire. «Qu'en est-il de ceux pour qui pareille peur n'est nullement dissuasive ? La mentalité kamikaze – l'école : Quant à mourir, mourrons ensemble»⁹¹.

Si la variable que représente l'arme nucléaire a, selon certains historiens, «révolutionné la façon de diriger les États et l'art de faire la guerre»⁹², elle n'exclut pas la possibilité que la révolution de l'âge nucléaire s'effectue différemment d'un État à l'autre. En effet, il existe certainement une incidence culturelle dans la perception qu'a un État de l'arme nucléaire. Par

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ Patrick M. Morgan, *op.cit.*, p. 5.

⁹⁰ Arundhati Roy, *L'écrivain militant*, Gallimard, Paris, 2003, p. 19.

⁹¹ *Ibid*, p. 20.

⁹² John Lewis Gaddis, «International Relations Theory and the End of the Cold War», *op.cit.*, p. 43.

exemple, l'un des dirigeants du centre de recherche atomique Bhabha à Bombay étant convaincu qu'il est possible de survivre à une guerre nucléaire assurée, dans une interview publiée dans le *Pioneer* du 24 avril 1998, que

[...] l'Inde pourrait survivre à une guerre nucléaire à condition d'adopter les mesures de sécurité préconisées par les scientifiques en cas d'accident dans les usines nucléaires. Il faudrait prendre des comprimés iodés, suggère-t-il, mais aussi rester à l'intérieur, ne consommer que de l'eau et de la nourriture préalablement stockées et éviter le lait. Il conviendra de donner du lait en poudre aux bébés. Les gens qui se trouvent dans la zone contaminée devront immédiatement descendre au rez-de-chaussée, si possible, au sous-sol.⁹³

Bref, la dissuasion nucléaire n'est pas une garantie en soi. Elle est paradoxale et irrationnelle, et théoriquement simpliste, faisant abstraction d'un nombre important de facteurs, telle la diversité culturelle. Elle est par ailleurs fort coûteuse par rapport à son impact réel dans les relations internationales.

2.2. L'arme nucléaire et le développement humain

Le nucléaire a souvent été perçu comme un gage de développement et de réussite pour une société. Dans bien des cas, son utilisation à des fins civiles peut se révéler comme une bonne illustration du savoir-faire d'une nation. Toutefois, la confection d'une arme nucléaire par un État n'est pas, en soi, un gage de développement et de richesse. Il est peu probable que l'accès à l'éducation, l'eau potable ou encore les infrastructures sanitaires d'une région bénéficient de l'existence des armes nucléaires. La possession de ces dernières n'accroît pas non plus les capacités d'un État à développer sa société. À titre d'exemple, l'entrée de l'Inde⁹⁴ et du Pakistan en 1998 dans le cercle des États détenteurs de l'arme nucléaire n'a pas contribué au développement de ces deux États. En 1998, ils étaient classés respectivement au 138^e et 139^e rang de l'Indice de Développement Humain (IDH)⁹⁵. En 2003, cinq ans plus tard, l'Inde et le Pakistan restent classés dans le dernier tiers du palmarès de l'IDH avec

⁹³ Arundhati Roy, *op. cit.*, p. 18.

⁹⁴ En fait, il est plus probable que l'Inde ait fait son entrée dans le cercle des États nucléaires en 1973, bien que cela n'ait pas été officiellement corroboré par le gouvernement.

⁹⁵ Données provenant du site Internet du Programme des Nations Unies pour le Développement, 1998, p. 1, <http://www.undp.org/hdro/hdrs/1998/english/98hdi.htm>

respectivement la 127^e et la 142^e position⁹⁶. Par conséquent, la relation positive entre la construction ou le maintien d'arsenaux nucléaires et le développement humain est difficilement observable.

En revanche, l'utilisation d'armes nucléaires, tactiques comme stratégiques, dans un éventuel conflit entraînerait, à n'en pas douter, des effets négatifs, pour ne pas dire catastrophiques, sur le développement humain, même si ce conflit n'était pas généralisé. Sur le plan sanitaire, les retombées radioactives additionnées aux effets immédiats des déflagrations nucléaires feraient déborder la capacité des infrastructures existantes. De plus, c'est l'ensemble de la structure sociale d'une région donnée qui serait menacé en raison d'une dégradation de l'écosystème et de l'environnement culturel et matériel⁹⁷. Notons que l'usage d'une arme nucléaire sur un territoire donné rendrait celui-ci inutilisable par l'être humain et ce, sur une période plus ou moins longue.

Parallèlement, les coûts engendrés par la recherche sur les armes nucléaires, l'édification des arsenaux et l'entretien de ces derniers détournent des sommes monétaires astronomiques qui, autrement, pourraient servir la cause du développement humain. «Il est généralement reconnu par plusieurs économistes que les dépenses militaires encourues par un État sont non-productives et donc pèsent inutilement sur les capacités d'un État de se développer ou de contribuer au développement humain»⁹⁸. Cette notion de mariage entre désarmement et développement est d'ailleurs bien établie dans l'ensemble de la communauté scientifique des relations internationales. De plus, elle est l'objet de l'article 26 de la Charte des Nations Unies, qui stipule que le Conseil de Sécurité a pour mission de : «favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationale en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde»⁹⁹.

⁹⁶ *Ibidem*

⁹⁷ Douglas Roche, *op.cit.*, p. 12.

⁹⁸ Jacques Fontanel, *Disarmament for Development in Favour of the Developing Countries*, 1998, Publication de l'Université Pierre Mendès France.

http://www.upmf-grenoble.fr/espace-europe/publication/cah_e_e/2/fontanel2.pdf

⁹⁹ Provient du discours de Pascal Boniface effectué le 7 février 2003 à New York devant le Advisory Board on Disarmament Matters :

http://www.delegfrance-cd-geneve.org/libre_opinion/discours_boniface_advisory_board_disarmament_nyc.pdf

Ce lien intrinsèque entre le développement et le coût des armements a toutefois plusieurs détracteurs. En effet, le concept se rapportant à un choix entre le «beurre et les canons» est réfuté par plusieurs, qui argumentent que le coût d'un désarmement nucléaire complet, par exemple, serait pharamineux, probablement entre 300 et 1 000 milliards de dollars¹⁰⁰ en plus d'engendrer plusieurs pertes d'emploi. Parallèlement, plusieurs universitaires soutiennent que le lien théoriquement valable entre le désarmement et le développement ne se transpose jamais de la théorie à la pratique. Ces universitaires soutiennent qu'au début des années 1990, bien que nous ayons «assisté à une réduction des dépenses militaires mondiales, il n'y a pas eu pour autant de réaffectation des sommes ainsi dégagées à l'aide au développement»¹⁰¹. Il est d'ailleurs intéressant de constater que la diminution des dépenses militaires au début des années 1990 s'est accompagnée d'une diminution de l'aide au développement. De 847 milliards de dollars dépensés mondialement pour la défense en 1992, nous sommes passés à 772 milliards en 2001. L'aide au développement a, quant à elle, chuté dans la même période de 67 milliards à 51,3 milliards¹⁰².

Bien que vérifiables, ces statistiques omettent plusieurs réalités. Premièrement, dans le cas du désarmement nucléaire, elles ne font état que du coût du désarmement, faisant abstraction de celui qui est occasionné par l'entretien de façon sécuritaire de ces mêmes arsenaux nucléaires. Assurer la pérennité de l'arsenal nucléaire américain coûte au gouvernement des États-Unis environ 25 milliards de dollars par année. À cela, il faudrait ajouter l'entretien de la flotte sous-marine, la recherche sur de nouvelles armes nucléaires et le projet de National Missile Defence (NMD), ce qui porterait le total des frais directs occasionnés par l'armement nucléaire à approximativement 35 milliards de dollars¹⁰³ par an. Par conséquent, il serait possible, en 9 ans au minimum et en 28 ans tout au plus, de tirer des dividendes du désarmement et de les réinvestir dans le développement humain.

¹⁰⁰ Selon une évaluation du *US General Accounting Office* et rapporté par Pascal Boniface dans *loc.cit* http://www.delegfrance-cd-geneve.org/libre_opinion/discours_boniface_advisory_board_disarmament_nyc.pdf

¹⁰¹ *Ibidem*

¹⁰² *Ibidem*

¹⁰³ Cindy Williams dir., *Holding the Line, U.S. Defense Alternatives for the Early 21st Century*, The MIT Press, Cambridge, 2001, p.119.

En ce qui a trait aux emplois générés par la recherche sur les armes nucléaires et le maintien des arsenaux actuels, des analyses des Nations Unies démontrent que pour chaque milliard dépensé dans la défense, «approximativement 25 000 emplois sont créés»¹⁰⁴. Le même montant permettrait, toujours selon les Nations Unies : «30 000 emplois dans le transport en commun, 36 000 emplois ménager, 41 000 emplois dans le domaine de l'éducation, ou encore 47 000 emplois dans le domaine de la santé»¹⁰⁵.

Il est impossible d'assurer que les dividendes d'un désarmement nucléaire complet profiteraient au développement humain. Pour ce faire, il faudrait que cette affirmation s'accompagne d'une volonté politique d'en faire ainsi. Il est toutefois incontestable que la possession de l'arme nucléaire par un État, de même que l'existence d'arsenaux nucléaires disséminés dans le monde, ne jouent aucun rôle en faveur du développement humain. Il est également évident qu'à terme, le désarmement nucléaire dégagerait des sommes qui pourraient être plus qu'utiles au développement humain.

2.3. L'arme nucléaire et les droits humains

En cas de guerre nucléaire, il est impossible de limiter les dommages causés à la population civile. En effet, la quantité d'énergie relâchée lors d'une explosion nucléaire est trop forte pour être «chirurgicale». Elle est, sur un court laps de temps, plusieurs fois supérieure à celle produite par des bombes conventionnelles. Lorsqu'une ogive nucléaire explose, «la température s'élève extrêmement rapidement jusqu'à plusieurs millions de degrés et une boule de feu se développe dont le rayonnement intense est susceptible d'allumer de gigantesques incendies»¹⁰⁶. L'onde de choc qui suit cette explosion est très puissante et dépasse largement la force des plus gros ouragans. S'en suit un rayonnement de neutrons et de rayons Gamma hautement nocifs et extrêmement difficiles à bloquer. Ces radiations capturées par les milliards de particules mises en suspension dans l'air par l'explosion nucléaire peuvent voyager avec le vent et donc couvrir une superficie aléatoire allant jusqu'à

¹⁰⁴ Douglas Roche, *Bread Not Bombs*, The University of Alberta Press, Edmonton, 1999, p. 40.

¹⁰⁵ *Ibidem*

¹⁰⁶ Dominique Armand, *Le nucléaire, progrès ou danger*, Paris, Les essentiels Milan, 1996, p. 33.

1600 km², répandant du même coup les retombées radioactives sur un immense territoire¹⁰⁷. Même en imaginant qu'un individu survive aux effets immédiats de l'explosion nucléaire, il succomberait néanmoins à terme aux effets des retombées radioactives, et ce, bien qu'il réside à l'extérieur de la zone où a eu lieu la déflagration nucléaire.

À titre de comparaison, la bombe conventionnelle la plus puissante des différents arsenaux mondiaux, la «*Massive Ordnance Air Blast*» (MOAB) des forces américaines, dégage une force équivalente à 12 tonnes de trinitrotoluène (TNT). Les bombes atomiques relâchées sur Hiroshima et Nagasaki, elles, dégagèrent respectivement 16 kilotonnes (16 000) de TNT et 22 kilotonnes (22 000) de TNT¹⁰⁸. Ces bombes étaient donc moins fortes que celles qui composent aujourd'hui l'ensemble des forces stratégiques russes, chacune possédant en moyenne (à quelques exceptions près) une puissance d'environ 100 à 920 kilotonnes de TNT¹⁰⁹.

Pour ces raisons, il est pratiquement impossible de concevoir l'utilisation d'une arme nucléaire en des termes strictement militaires. Même les effets subséquents de la déflagration d'une arme tactique (possédant une puissance approximative de 1 à 10 kilotonnes) affecteraient, dans une certaine mesure, les structures civiles environnant le champ de bataille. En ce qui a trait aux armes stratégiques, «elles tueraient massivement et ce, sans discrimination, c'est-à-dire sans faire de distinction entre combattants et non combattants»¹¹⁰.

En d'autres termes, la population civile est soit délibérément visée, soit prise en otage par les belligérants de l'ère nucléaire. Bien qu'il existe un droit international humanitaire, un droit des conflits armés et un droit de la guerre, la puissance dévastatrice de l'arme nucléaire n'en a que faire. Ainsi, malgré les différents concepts existant dans la sphère des études stratégiques tels celui de dissuasion minimale, de guerre nucléaire limitée ou encore de riposte structurée, lorsqu'il s'agit d'armes nucléaires, l'être humain perd sa capacité de sélectionner les victimes

¹⁰⁷ Helen Caldicott, *The New Nuclear Danger*, New York, The New Press, 2002, p. 9.

¹⁰⁸ Alain Duret, *op.cit.*, p. 31.

¹⁰⁹ Données provenant des fiches techniques des missiles stratégiques Russes dans Steven J Zaloga,, *The Kremlin Nuclear Sword*, Washington, Smithsonian Institute Press, 2002, pp. 231-240.

¹¹⁰ Parful Bidwai, et Achin Vanaik, *op.cit.*, p. 119.

qu'il veut sanctionner par son action. Dès lors, la différenciation entre le soldat et le civil s'efface, en contradiction même avec tous les énoncés sur le droit en temps de guerre. Les quatre conventions de Genève stipulent à cet effet qu'un État a le devoir de

[...] protéger les victimes des conflits armés internationaux, c'est-à-dire tout individu ou groupe d'individus ne prenant pas part ou plus part aux hostilités : les militaires blessés, malades ou naufragés, les prisonniers de guerre, les personnes civiles, les membres des services sanitaires des armées ainsi que les personnes des organismes de secours et de protection civile¹¹¹.

En 1963, l'annonce de la mort d'un pêcheur japonais, des suites de son irradiation près d'une zone de test nucléaire américain dans le Pacifique Sud, provoque une vague de peur sans précédents¹¹² à l'égard de l'arme nucléaire et de ses conséquences. Ceci démontre, par ailleurs, qu'il existe des effets hautement psychologiques associés aux armes nucléaires rejoignant ainsi l'affirmation critique stipulant que l'émancipation de l'être humain est conditionnelle à une «vie à l'abri de la peur». Par conséquent, cela nous amène à déduire que les effets psychologiques associés à la peur de la guerre nucléaire sont tout aussi dommageables pour l'être humain que les effets physiques d'une bombe nucléaire. La peur ou le stress psychologique¹¹³ associé à l'arme nucléaire, conséquence de l'impossibilité de différencier le soldat et le civil, ont d'ailleurs eu des effets néfastes sur les populations civiles tout au long de la Guerre froide¹¹⁴. Ceux-ci se manifestèrent par le biais de désordres psychologiques récurrents, conduisant dans bien des cas, à une augmentation des risques de développement ultérieur de maladies malignes tels les cancers.

La peur de vivre dans l'environnement dévasté d'un monde post-nucléaire s'est manifestée tout au long de la Guerre froide. Elle fut particulièrement répandue lors des essais nucléaires des années 1950, de la crise de Cuba (1962) et de la crise des Euromissiles (1982-1983). Il est parallèlement important de noter que cette peur partagée par les populations civiles était constamment renforcée par l'éloignement et l'isolement de la population civile face aux stratégies nucléaires de leur État. En effet, «la population civile ne joua aucun rôle dans les

¹¹¹ Abdelwahad Biad, *Droit international humanitaire*, Paris, Éditions, Ellipses, 1999, p.19.

¹¹² Frank Blackbaby, et Tom Milne, *op.cit.*, p. 249.

¹¹³ Douglas Roche, *The Ultimate Evil*, *op.cit.*, p. 12.

¹¹⁴ À cet égard voir l'ouvrage de Spencer R. Weart, *Nuclear Fear, A history of images*, Boston, Harvard University Press, 1998.

décisions initiales des États de développer les armes nucléaires»¹¹⁵. Par conséquent, il est possible d'associer l'arme nucléaire à une arme de domination et de pouvoir exercés avant tout sur les populations civiles, puisque ce sont elles qui sont ciblées par les effets psychologiques de la dissuasion nucléaire. Ce sont également elles qui en subiraient les effets physiques dans l'éventualité d'une guerre nucléaire.

Malgré l'existence d'une charte internationale des droits de l'homme, d'un ensemble de normes rassemblées dans les conventions de Genève de 1949, ainsi que ses protocoles additionnels et «d'un droit international humanitaire composé de plusieurs règles internationales d'origine conventionnelle ou coutumière»¹¹⁶, force est de constater que l'existence des arsenaux nucléaires est en flagrante contradiction avec les principes mêmes auxquels les nations ont souscrit. Voués à «répondre aux problèmes humanitaire découlant directement des conflits armés»¹¹⁷ et tendant à en protéger toutes les victimes, «le droit humanitaire international et le droit de la guerre visent à limiter le choix des moyens destinés à nuire à l'ennemi»¹¹⁸. Comme le rappelle l'avis de la Cour internationale de justice promulgué en 1996, l'arme nucléaire et la menace de son emploi violent en tous points le droit de la guerre et les règles humanitaires de base. Son emploi dans une guerre serait non seulement «illégal mais également criminel»¹¹⁹, causant rien de moins qu'un véritable génocide.

2.4 Conclusion

Ces trois arguments formant le coeur du concept de désarmement nucléaire ont tous la particularité d'avoir comme référent de base l'être humain. Ils reposent sur une vision des relations internationales diamétralement opposée au réalisme classique en rejetant l'État comme référent de base. Parallèlement, l'implication de la société civile dans le développement du concept de désarmement nucléaire nous éloigne des approches

¹¹⁵ Frank Blackbaby, et Tom Milne, *op.cit.*, p. 248.

¹¹⁶ Abdelwahad Biad, *op.cit.*, p.18.

¹¹⁷ *Ibidem*

¹¹⁸ *Ibid.*, p.17.

¹¹⁹ Francis A Boyle, *The criminality of Nuclear Deterrence*, Clarity Press, Atlanta, 2002, p. 171.

conceptuelles traditionnelles de la sécurité ayant servi de fondement à l'édification des arsenaux nucléaires. Pour ces raisons, le concept de désarmement nucléaire s'apparente plus à une vision critique de la sécurité qu'aux approches sécuritaires traditionnelles.

En présentant l'arme nucléaire comme étant une source d'insécurité pour la population civile, les architectes du concept de désarmement nucléaire ont non seulement rejeté le postulat selon lequel l'État doit être sécurisé même au détriment des individus, mais également celui stipulant que la société civile n'a pas de rôle fondamental dans la sécurité internationale. Finalement, il est intéressant de noter que le moment historique où la société civile a été le plus impliquée dans le mouvement contestataire à l'endroit de l'arme nucléaire, c'est-à-dire le début des années 1980, coïncide avec l'émergence de l'école critique des études de la sécurité.

CHAPITRE III

LE CONCEPT DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE ET LES ÉTUDES CRITIQUE DE LA SÉCURITÉ

Après avoir exposé comment, par l'entremise de qui et autour de quels arguments, le concept de désarmement nucléaire s'est développé, nous exposerons dans ce chapitre la place que ce concept occupe au cœur des études critiques de la sécurité. Ce chapitre qui marque la clôture de la première partie sert de tremplin à la seconde, où, par opposition, nous démontrerons que les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire existants reposent essentiellement sur des préceptes conceptuels diamétralement opposés à ceux sur lesquels se fonde le concept de désarmement nucléaire.

Au sein de l'approche critique des études de la sécurité, l'objet de la sécurité est avant tout l'être humain. Ce dernier est menacé par tout ce qui enfreint son émancipation. Étant donné le caractère de plus en plus global des menaces à la sécurité humaine, il va de soi, selon les tenants de l'approche critique, de préconiser des réponses globales à ces menaces, c'est-à-dire provenant «de tous les acteurs internationaux, mais aussi de toutes les sphères d'activités humaines»¹²⁰. Ainsi, les concepts de sécurité globale et de sécurité humaine, issus de la vision critique de la sécurité, étendent la portée de la sécurité au-delà des limites de la vision traditionnelle de la sécurité.

De toute évidence, pareil raisonnement ne va pas sans profondément bousculer la pensée traditionnelle en matière de sécurité. Selon Hélène Viau, «aspirer à ces concepts, c'est aspirer à transformer l'ordre international»¹²¹. Par conséquent, les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale, tels que définis par les études critiques de la sécurité, ont un objectif

¹²⁰ Hélène Viau, *La théorie critique et le concept de sécurité en relations internationales*, Montréal, UQAM- CEPES, 1998, p. 63.

¹²¹ *Ibid.* p. 62.

émancipatoire, à l'opposé du statu quo implicitement défendu par les théories réaliste et néo-réaliste en matière de sécurité internationale.

Afin d'examiner de plus près la relation entre le concept de désarmement nucléaire et la vision critique de la sécurité, il semble nécessaire de déterminer comment les fondements du concept de désarmement nucléaire rejoignent les prémisses des approches critiques de la sécurité. Parallèlement, il convient de vérifier en quoi les objectifs de la vision critique de la sécurité coïncident avec ceux des tenants du désarmement nucléaire, dans une tentative de réforme de la structure sécuritaire du système international.

3.1. L'idéal pacifique et la notion d'utopie

Si les arsenaux nucléaires sont considérés par plusieurs comme une garantie de paix et de stabilité, ils ont néanmoins été développés dans un climat de Guerre froide. Afin d'assurer le bon fonctionnement de la dissuasion et donc de permettre une paix relative entre les puissances majeures, la dissuasion devait en tout temps reposer sur une projection de la puissance étatique et sur une menace d'emploi crédible et réelle de l'arme nucléaire. Ainsi, l'argument stipulant que l'arme nucléaire représente un vecteur de paix repose sur une menace de guerre perpétuelle propre à la vision «négative» de la paix mise en valeur au sein du concept de sécurité traditionnelle et la théorie réaliste des relations internationales.

Pour la perspective critique des études de la sécurité, la paix n'est pas perçue comme un moment «précaire»¹²² entre deux guerres. Davantage «positive», cette paix est selon l'approche critique, un environnement et un climat de justice perpétuels où l'être humain, délivré de la violence et de ses contraintes sous toutes ses formes, peut enfin s'émanciper. La vision critique des études de la sécurité affiche même le souhait de voir s'établir une paix «éternelle», reprenant ainsi l'idéalisme à «dimension normative»¹²³ des théories émanant des «études de la paix» (*Peace studies*), populaire dans l'entre-deux-guerres.

¹²² Charles Philippe David, *op.cit.*, p.38.

¹²³ *Ibid.*, p.46.

Parallèlement, la vision critique des études de la sécurité rejette le postulat réaliste selon lequel «un État ne peut maintenir sa position absolue de sécurité que s'il maximise sa puissance – en premier lieu militaire»¹²⁴. Préférant s'attarder aux notions d'équité, de justice internationale, de moralité et d'émancipation, nous comprenons dès lors qu'au sein des approches critiques, l'arme nucléaire n'a pas le rôle central qu'elle occupe au sein de notions telles que l'«équilibre des puissances» si chère à la vision traditionnelle de la sécurité.

La sécurité relative que procure un arsenal nucléaire dans l'imaginaire réaliste est plutôt perçue comme un gage d'insécurité dans l'idéal critique des études de sécurité. Le déplacement de l'objet de la sécurité, de l'État vers l'individu, dans les concepts de «sécurité humaine» et de «sécurité globale» réduit la valeur sécurisante d'un arsenal nucléaire. En effet, la menace de guerre nucléaire pesant sur l'individu dans une relation bilatérale ou multilatérale de dissuasion nucléaire, considérée comme un moindre mal pour assurer la sécurité de l'État dans une optique sécuritaire traditionnelle, perd toute crédibilité dans une approche plus critique où l'État ne constitue qu'un «agent de la sécurité des individus parmi d'autres, comme les ONG, les institutions régionales ou multilatérales et, bien entendu, la société civile»¹²⁵. Rien ne sert d'assurer la survie de l'État si ce faisant, nous plaçons l'objet véritable de la sécurité sous une menace perpétuelle.

Dans un autre ordre d'idées, la vision traditionnelle de la sécurité, par le biais de notions telles que le «chacun pour soi», maintient le *statu quo* dans la structure du système international. Inscrite dans un monde anarchique, illustré par les «dilemmes de sécurité» entre les États, cette situation rend propice le développement et le maintien d'arsenaux nucléaires. La vision critique de la sécurité entend, quant à elle, dépasser ce *statu quo* et transformer la pratique des relations internationales. Cette idée de transformation, par laquelle les notions d'«équilibre des puissances» et de «dilemme de sécurité» sont abandonnées au profit d'une «justice internationale équitable»¹²⁶ et d'une éthique des relations internationales, est en soi, l'ultime objectif de la vision critique des études de la sécurité. En envisageant le

¹²⁴ *Ibidem*

¹²⁵ Isabelle Masson, dans Macleod Alex, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, *op.cit.*, p. 218.

¹²⁶ Douglas Roche, *Bread Not Bombs*, *op.cit.*, p. 49.

«dépassement du dilemme de sécurité des réalistes»¹²⁷, les études critiques de la sécurité préconisent le développement «d'identités et d'intérêts communs»¹²⁸ qui vont à l'encontre de la notion réaliste de «chacun pour soi». Elles visent ainsi à ce que

[...] soient répandues entre les acteurs, des obligations morales et politiques garantant des pratiques pacifiées pour lesquelles la promotion de la coopération régionale et multilatérale, de la démocratie, du désarmement ou encore du renforcement des sociétés civiles sont des outils déterminants.¹²⁹

C'est en s'articulant ainsi que la vision critique des études de la sécurité en arrive à être considérée comme étant fondamentalement normative, ceci à l'inverse des concepts plus réalistes. Comme l'affirme l'auteur Ken Booth, «une carte du monde qui n'inclut pas Utopia ne mérite pas d'être regardée»¹³⁰.

Dès lors, les premiers signes d'un lien entre la vision critique de la sécurité et le concept de désarmement nucléaire apparaissent. Lorsque, dans la phase initiale de l'élaboration du concept de désarmement nucléaire, les scientifiques expriment le souhait de voir la guerre abandonnée en tant qu'outil politique, notamment parce qu'à l'ère nucléaire, celle-ci risque de mettre fin à l'humanité, ils manifestent une volonté parallèle de changement dans la pratique des relations internationales. De même, la vision positive de la paix, partagée par l'ensemble des acteurs appartenant à la société civile et ayant contribué à l'évolution du concept de désarmement nucléaire, rejette, comme c'est le cas dans une vision critique de la sécurité, la préparation de la guerre (en particulier la guerre nucléaire) comme moyen d'atteindre la paix. Par conséquent, le concept de désarmement nucléaire et la vision critique des études de la sécurité contestent l'utilité de l'arme nucléaire dans la quête de sécurité des individus. Tous deux réfutent également le rôle stabilisateur et pacifique historiquement attribué à l'arme nucléaire lors de la Guerre froide. En effet, selon eux, «l'émergence d'une condition mutuelle de vulnérabilité stratégique à l'attaque nucléaire a augmenté

¹²⁷ Masson, Isabelle, *op.cit.*, p. 218.

¹²⁸ *Ibidem*

¹²⁹ *Ibidem*

¹³⁰ Ken Booth, «Security in Anarchy: Utopian Realism in Theory and Practice», *International Affairs*, Vol. 67, No. 3, juillet 1991, p. 527.

profondément l'enjeu du conflit»¹³¹. Ainsi, à l'instar des tenants de l'approche critique des études de la sécurité, les artisans du concept de désarmement nucléaire conçoivent l'arme nucléaire comme une menace à la sécurité des individus au contraire des réalistes qui la voient plutôt comme un gage de sécurité pour l'État.

3.2 Les acteurs, leur rôle et la pratique politique émancipatrice

Qui doit sécuriser quoi ? La dominance de la vision traditionnelle de la sécurité a placé les clés de la sécurité dans les mains de l'État. Ce dernier, par le biais des principes de non-ingérence établis au sein de la Charte des Nations Unies, est responsable d'ordonner et de sécuriser sa propre population. Il est également le dépositaire de la protection de sa souveraineté territoriale. Le «chacun pour soi» caractérisant au niveau international la sécurité, incite les gouvernements à prendre les dispositions nécessaires au respect de l'intégrité territoriale et politique de leur État. Dès lors, les questions relevant de la «sécurité nationale» sont jalousement et exclusivement traitées par ce dernier. Ainsi, «toute tentative non gouvernementale d'introduire un discours alternatif sur la sécurité ou encore de problématiser le rôle de l'État comme garant de la sécurité rencontre, plus souvent qu'autrement, une vive résistance des instances étatiques»¹³².

Le caractère central et exclusif du rôle attribué à l'État a contribué, suite à la Deuxième Guerre mondiale, à légitimer le choix de certains gouvernements de se doter d'arsenaux nucléaires, cela, en dépit de la volonté ou de l'opinion contraires de leur propre population. Mises à l'écart par les fondements mêmes de cette vision traditionnelle de la sécurité, les populations civiles n'ont ainsi aucun rôle dans l'effort de sécurisation. Une situation renforcée, en outre, par le caractère absolu de l'arme atomique.

Pour ces raisons, la vision critique de la sécurité associe l'arme nucléaire à un instrument de domination. Cette dernière s'exerce avant tout sur la population d'un État détenteur d'un

¹³¹ T.V. Paul, Richard J. Harknett et James J. Wirtz, *The Absolute Weapon Revisited, Nuclear Arms and the Emerging International Order*, University of Michigan Press, 1998, p. 2.

¹³² Richard Wyn Jones, *op.cit.*, p. 146.

arsenal nucléaire. Laissée au «soit disant expert en la matière»¹³³, la sécurité échappe au contrôle du citoyen, brimant ainsi la possibilité qu'a ce dernier de s'émanciper. En plaçant l'individu comme objet référant de la sécurité, les approches critiques préconisent une participation générale à l'effort de sécurisation. La vision critique met ainsi en valeur une «pratique émancipatrice de la politique», soulignant la nécessité de décloisonner de la sphère spécifique des études stratégiques afin de remédier à l'«*exclusion sociale*» dont est victime l'individu. En somme, les rôles et le pouvoir de chaque acteur sont radicalement modifiés au sein des études critiques de la sécurité. À cet égard, les concepts de sécurité émanant des visions critiques mettent l'accent sur la nécessité de s'éloigner des notions traditionnelles d'«anarchie» et de «chacun pour soi» caractérisant l'actuelle structure du système international. Cet éloignement se fait, selon les critiques, au profit, entre autres, d'une «gouvernance globale»¹³⁴ fondée sur la coopération non seulement interétatique ou inter organisationnelle, mais également inter-sociétale au sein de laquelle toutes les sphères de la société ou d'un État sont sollicitées.

Ainsi, en constatant que le concept de désarmement nucléaire s'est édifié essentiellement à partir de la société civile, nous observons une continuité et une complémentarité entre la vision critique des études de la sécurité et le concept de désarmement nucléaire.

3.3 L'émancipation de l'être humain et les notions humanitaires

Selon les critiques, l'être humain doit vivre à l'abri de la peur afin de s'émanciper. Cette émancipation s'atteint en «libérant les individus des contraintes humaines et physiques qui l'empêchent de faire ce que bon lui semble»¹³⁵. Les violences physiques issues de la guerre et les violences psychologiques issues de la menace de guerre constituent, en elles-mêmes, de puissants freins à l'émancipation de l'individu. À la sécurité physique et psychologique de l'individu, s'ajoute également, selon le concept de «sécurité humaine», «la pauvreté,

¹³³ *Ibid*, p.147.

¹³⁴ Cette gouvernance globale est contraire à l'ordre Westphalien du système international tel qu'expliqué dans Hélène Viau, *op. cit.*, p.63.

¹³⁵ Ken Booth, «Security and Emancipation» *Review of International Studies*, (1991). 17, p.319

l'éducation déficiente et l'oppression politique»¹³⁶ tout comme les problèmes environnementaux et sanitaires. Ces différentes dimensions critiques de l'agenda élargi de la sécurité sont fondamentalement liées aux droits de la personne et au droit international humanitaire.

Or, l'existence des arsenaux nucléaires repose essentiellement, comme nous l'avons dit, sur une vision traditionnelle de la sécurité qui considère que les Droits de l'homme et le droit humanitaire sont sous la responsabilité exclusive des États. Devant choisir prioritairement entre les Droits de l'Homme et la sécurité territoriale et étatique, les États vont avant tout chercher à se sécuriser. Par conséquent, les Droits de l'homme ou encore le droit humanitaire sont secondaires au sein de l'agenda sécuritaire international. Ainsi, bien que l'arme nucléaire constitue une menace concrète aux droits de la personne et aux droits humanitaires tel que le spécifient à la fois l'Avis consultatif de la CIJ et les résultats de la Commission de Canberra, l'analyse «réaliste» n'en a que faire. La vision critique de la sécurité, contrairement à celle plus traditionnelle, «ne croit pas que la sécurité personnelle soit un problème relevant de la simple juridiction domestique»¹³⁷.

Le droit humanitaire international est fondamentalement inclusif bien que la logique sécuritaire traditionnelle tend à lui donner un aspect exclusif en le plaçant sous la juridiction exclusive des États. De même, la sécurité, en général, ne peut être catégorisée et traitée séparément comme c'est le cas dans la vision traditionnelle de la sécurité. Selon les critiques, la sécurité personnelle, nationale et la internationale sont complémentaires. «L'insécurité humaine dans un État peut facilement devenir une source d'insécurité internationale surtout au sein d'un État abusif ou en faillite»¹³⁸.

L'argumentaire humanitaire sur lequel repose le concept de désarmement nucléaire rejoint ainsi parfaitement la vision critique de la sécurité. «La sécurité est une condition désirable et nécessaire afin de profiter de nos entreprises et de celles de ceux qui nous accompagnent dans

¹³⁶ *Ibidem*

¹³⁷ Robert H. Jackson, *The Global Covenant : Human conduct in a world of states*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 200.

¹³⁸ Robert H. Jackson, *op.cit.*, p. 200.

la vie. En fait la sécurité se fonde sur les relations humaines»¹³⁹. En reconnaissant que la menace exercée par l'arme nucléaire, tout comme son emploi, constituent un frein à l'émancipation de l'être humain, nous arrivons à lier le concept de désarmement nucléaire aux concepts de «sécurité humaine» ou de «sécurité globale» qui préconisent en tout temps, la préservation d'une structure sociale propice aux nécessités de la vie humaine, à un environnement favorisant le développement humain et au respect des droits fondamentaux. «La sécurité et l'émancipation sont deux faces de la même pièce. L'émancipation au contraire du pouvoir ou de l'ordre procure la véritable sécurité. Théoriquement, l'émancipation c'est la sécurité»¹⁴⁰.

¹³⁹ *Ibid*, p. 192.

¹⁴⁰ Ken Booth, «Security and Emancipation», *op.cit.*, p. 319.

3.4 Conclusion

Le concept de désarmement nucléaire s'est constitué et a évolué selon une trajectoire assez similaire à celle suivie par le développement des concepts de sécurité au sein des approches critiques des études de la sécurité. Initialement, le concept de désarmement nucléaire, tout comme ceux de sécurité, tels que définis par les auteurs critiques, s'inspirent d'une vision positive de la paix illustrée par Johan Galtung, C'est à partir de cette vision positive de la paix, c'est-à-dire «l'absence de violence physique, structurelle, politique et psychologique propre à l'oppression des individus»¹⁴¹, que se constituent à la fois les concepts de «sécurité humaine», de «sécurité globale» et de désarmement nucléaire.

À partir du milieu des années quatre-vingts, ces trois concepts connaîtront chacun, alors que la guerre froide s'essouffle, un développement croissant. Partageant le besoin de paix né à la fin de la Deuxième Guerre mondiale puis abandonné au cours de la Guerre froide, les concepts de sécurité critiques et celui de désarmement nucléaire vont, en rejetant les visions étroites de la sécurité, contribuer au développement d'un agenda élargi de la sécurité.

Les acteurs essentiellement issus de la société civile ayant contribué au développement du concept de désarmement nucléaire renforcent, en raison de leur participation au débat, le lien entre ce dernier et les concepts de sécurité critiques. Cet exemple d'une pratique politique émancipatrice dans le domaine de la sécurité est d'ailleurs l'une des meilleures illustrations permettant de démontrer le lien existant entre les études critiques de la sécurité et le concept de désarmement nucléaire. De même, en se référant aux individus, le concept de désarmement nucléaire partage la vision humanitaire nécessaire à l'émancipation de l'humain mise de l'avant au sein des concepts critiques de la sécurité.

Ainsi, le concept de désarmement nucléaire participe d'une tentative «critique» de transformation des relations internationales tant souhaitée par les théoriciens critiques. En effet, la transposition intégrale de la théorie à la mise oeuvre du concept de désarmement

¹⁴¹ Terry Terriff, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan, *Security Studies Today*, Polity Press, Cambridge, 1999, p. 81.

nucléaire contribuerait à n'en pas douter, à renforcer la vision critique de la sécurité tout en évacuant complètement l'arme nucléaire du paysage politique contemporain.

2^{ÈME} PARTIE

LA MISE EN ŒUVRE DE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DU DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

La seconde partie de notre mémoire se consacrera à l'analyse des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Dans cette section, nous analyserons l'évolution de ces processus; nous identifierons et analyserons les motivations étatiques qui conditionnèrent leur évolution et rattacherons ces dernières à une vision particulière de la sécurité.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION DES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Dans le but de saisir toute la portée des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, nous analyserons, dans ce chapitre, les étapes historiques de leur évolution. Parallèlement, nous nous efforcerons de démontrer qu'à l'inverse des *concepts* de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, en fait deux concepts distincts, il existe une certaine continuité entre les deux *processus* que sont la maîtrise des armements et le désarmement nucléaire. Au terme de la seconde partie de notre mémoire, nous pourrions comparer les fondements sur lesquels reposent ces processus à ceux sur lesquels s'appuie le concept de désarmement nucléaire et démontrer qu'ils sont diamétralement opposés.

4.1 La constitution des arsenaux

Au moment où les bombes atomiques américaines explosaient sur Hiroshima, puis Nagasaki, l'URSS possédait déjà, depuis deux ans, un programme nucléaire. Toutefois, la fin imminente de la guerre, les différences évidentes entre les positions américaines et soviétiques quant à la gestion du monde émergent et le retard apparent de l'URSS sur les États-Unis dans le domaine nucléaire conduisent «à une accélération substantielle du programme nucléaire soviétique»¹⁴². Les efforts que les Soviétiques consentent afin de rattraper les Américains sont considérables. «Le 20 août 1945 le gouvernement soviétique établit un comité sous la supervision exclusive du Politburo et ayant la responsabilité de superviser le programme de développement des armes nucléaires»¹⁴³. La création de ce comité, à peine quelques jours

¹⁴² Pavel Podvig, *Russian Strategic Nuclear Forces*, Cambridge, The MIT Press, 2001, p. 2.

¹⁴³ *Ibidem*

après la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe, illustre la crainte que partageaient Staline et Molotov¹⁴⁴ à l'égard de l'exclusivité américaine sur la bombe atomique.

En dépit des balbutiements de la communauté internationale et des propositions américaines de mise sous contrôle international de l'énergie nucléaire, les Soviétiques n'envisageront pas sérieusement le désarmement nucléaire, du moins pas pendant le processus de développement et de déploiement de ses propres armes nucléaires. À l'instar de celle des Soviétiques, et en dépit du plan Baruch et des discussions qui l'entourèrent entre 1946 et 1948, la volonté américaine de se départir de ses armes nucléaires est également faible.

Les Américains, qui avait opté en 1943 à Québec¹⁴⁵ pour la politique du secret afin d'empêcher que l'Allemagne nazie ne découvre la bombe, étaient convaincus que cette politique leur permettrait de conserver une avance à long terme sur les Soviétiques. Cette avance, estimée à vingt ans par les services secrets américains¹⁴⁶, semblait nécessaire afin de contrer la supériorité numérique des forces conventionnelles soviétiques en Europe. Pour cette raison, les stratèges américains jugeaient que les États-Unis devaient faire preuve de retenue dans leur volonté de renoncer à l'armement nucléaire.

Les Soviétiques, quant à eux, étaient particulièrement méfiants à l'égard du plan Baruch, qu'ils considéraient comme une tentative américaine d'intrusion dans les affaires soviétiques, comme en témoigne cette recommandation du scientifique Dimitri Skobel'tsyn faite au Politburo en 1946 :

[...] Si le plan Baruch est accepté, alors toute activité indépendante dans le domaine du développement atomique des pays qui ont signé l'entente devra cesser et être remise à une organisation internationale (en réalité probablement une organisation américaine). Cette organisation internationale procèderait alors au contrôle de nos ressources. Nous rejetons ce type d'aide et sommes déterminés à bien mener nos efforts dans la recherche et la préparation nécessaire afin de mettre sur pied une production atomique dans notre pays, tout comme les États-Unis l'ont fait durant la guerre.¹⁴⁷

¹⁴⁴ John Lewis Gaddis, *We Now Know, Rethinking Cold War History*, *Op.cit.*, p.96.

¹⁴⁵ Georges Le Guelte, *Histoire de la menace nucléaire*, Paris Hachette, 1997, p. 26.

¹⁴⁶ John Lewis Gaddis, *We Now Know, Rethinking Cold War History*, *Op.cit.*, p.100.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.96.

Quatre années suffiront aux Soviétiques pour développer leur première bombe atomique. Grâce aux scientifiques nazis capturés¹⁴⁸ (qui avaient eux-mêmes fait des recherches sur le sujet) et à «l'espionnage qui sauvera un temps considérable aux Soviétiques en permettant d'éviter aux scientifiques les culs-de-sac déjà explorés par les Américains»¹⁴⁹, l'URSS fait exploser sa première bombe (désigné RDS-1) le 29 août 1949 sur le site de Semipalatinsk¹⁵⁰.

S'étant considérablement refroidi notamment des suites du Blocus de Berlin en 1948, de la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) en 1949¹⁵¹, l'état des relations américano-soviétiques incite les Soviétiques à commencer immédiatement l'élaboration de plans pour une production à la chaîne de leur nouvelle bombe atomique. En mars 1950, ils ont déjà cinq prototypes du modèle RDS-1¹⁵². En décembre 1951, la production à plus grande échelle commence¹⁵³.

L'explosion de la première bombe atomique Soviétique modifiait radicalement la donne pour les stratégies américains.

[...] Elle signifiait la fin du monopole nucléaire américain et elle modifiait le sens du Pacte atlantique : la stratégie périphérique encore envisagée par les États-Unis, avec une garantie nucléaire implicite à l'Europe plus qu'un véritable engagement militaire sur le continent, ne suffisait plus¹⁵⁴.

Bien que la supériorité américaine restait considérable et qu'en définitive l'URSS ne possédait toujours pas de vecteurs capables d'atteindre les États-Unis, l'introduction de la bombe atomique soviétique dans le paysage stratégique entraîne néanmoins le gouvernement américain à modifier ses stratégies. Le rapport NSC 68 produit au début de 1950 par Paul Nitze, Président du *Policy Planning Staff* du Département d'État américain, recommande de ne plus seulement contenir politiquement, «mais de réduire l'influence de l'URSS»¹⁵⁵ dans le monde, notamment «en augmentant catégoriquement les forces aériennes, terrestres et

¹⁴⁸ Steven J Zaloga, *op. cit.*, 2002, p.7.

¹⁴⁹ *Ibid*, p. 8.

¹⁵⁰ *Ibidem*

¹⁵¹ Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.210.

¹⁵² Pavel Podvig, *op. cit.*, p. 2.

¹⁵³ *Ibidem*

¹⁵⁴ Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p. 230.

¹⁵⁵ *Ibidem*

navales des États-Unis, mais également celles de leurs alliés»¹⁵⁶. Paul Nitze profite de ce rapport pour questionner le rôle de l'arme nucléaire dans un monde où il y a plus d'une puissance nucléaire¹⁵⁷. Le rapport NSC 68 soulève le double paradoxe illustré par le fait qu'en

[...] augmentant le nombre d'armes atomiques dans le monde, celles-ci devenaient moins utilisables, toutefois en devenant moins utilisables, un État devait en développer plus afin d'espérer effectivement dissuader un autre État. La logique de la stratégie nucléaire devenait de moins en moins comparable à celles des autres stratégies.¹⁵⁸

L'essai atomique soviétique conduit également le gouvernement américain à réviser sa politique nucléaire. Devait-il, sans attendre, faire la bombe thermonucléaire dont le principe de base était connu des scientifiques américains depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ? Selon le physicien Edward Teller, ce faisant, les États-Unis rétabliraient «une marge de supériorité sur l'URSS»¹⁵⁹, Oppenheimer, contrairement à Teller, croyait plutôt que cela déclencherait «inutilement une nouvelle phase de la course aux armements»¹⁶⁰. Le débat au sein de l'administration américaine concernant le développement de la bombe H portait essentiellement sur cette polémique : «l'URSS ne faisait-elle que réagir aux progrès américains, ou n'allait-elle pas de l'avant dans ce domaine aussi loin que possible sans s'occuper de ce que faisaient les États-Unis ?»¹⁶¹. Malgré les arguments d'Oppenheimer, qui estimait «qu'engager la compétition dans le domaine thermonucléaire compromettrait gravement l'objectif ultime du désarmement nucléaire, qui, ne l'oublions pas, avait été défini dès 1945 par l'administration Truman et énoncé au sein du rapport Acheson-Lilienthal»¹⁶², Truman donnait, le 15 janvier 1950, le feu vert à Teller pour la construction de la bombe thermonucléaire.

C'est dans un climat international fort tendu suite au prolongement des hostilités en Corée que les Américains font exploser, en novembre 1952, un engin thermonucléaire. Cette bombe

¹⁵⁶ John Lewis Gaddis, *We Now Know, Rethinking Cold War History*, *Op.cit.*, p.101.

¹⁵⁷ *Ibidem*

¹⁵⁸ *Ibidem*

¹⁵⁹ Georges-Henri Soutou, *op.cit.*, p. 231.

¹⁶⁰ *Ibidem*

¹⁶¹ *Ibidem*

¹⁶² *Ibidem*

de 10 mégatonnes qui explose sur l'atoll d'Eniwetok dans le Pacifique n'a toutefois pas une configuration opérationnelle. En effet, l'engin est trop volumineux¹⁶³ pour constituer une arme transportable par voie aérienne. Les Soviétiques, n'ayant pas attendu l'explosion de leur première bombe atomique pour travailler sur un concept de bombe thermonucléaire¹⁶⁴, font exploser la leur le 12 août 1953 (RDS-6)¹⁶⁵.

L'avance que possédaient les Américains semble s'effriter rapidement. De quatre années d'avance dans la recherche atomique, ils passent à moins d'un an dans celle thermonucléaire. Pire encore, l'engin «expérimenté par les Soviétiques en 1953 est une véritable arme thermonucléaire, alors que les États-Unis devront attendre l'explosion de Bikini, le 1^{er} mars 1954, pour en disposer d'une»¹⁶⁶. Bien que les Américains conservaient leur avance dans le domaine des vecteurs (particulièrement dans le domaine des bombardiers), il devenait de plus en plus évident que tôt ou tard, les Soviétiques, en quête d'une parité stratégique, arriveraient à combler leur retard dans tous les domaines stratégiques. La crainte croissante à l'égard des développements soviétiques dans le domaine nucléaire, combinée aux difficultés américaines lors du conflit conventionnel en Corée, mènent alors le secrétaire d'État John Foster Dulles à développer la stratégie de «riposte massive»¹⁶⁷. Cette stratégie exclusivement nucléaire, impliquait que «les États-Unis entendaient dissuader toutes agressions soviétiques, même celles limitées, par le biais d'une riposte massive qui réduirait en ruine l'URSS et la Chine communiste»¹⁶⁸.

Les Soviétiques commencèrent également à formuler leur doctrine stratégique nucléaire vers le milieu des années 1950. Contrairement à la doctrine américaine de «représailles massives», qui faisait une nette distinction entre l'utilisation de l'arme nucléaire et les moyens militaires conventionnels, l'URSS concevait l'utilisation de l'arme nucléaire au sein d'une stratégie plus large impliquant en parallèle les forces conventionnelles et nucléaires. C'est le Maréchal

¹⁶³ Georges Le Guelte, *op.cit.*, p. 30.

¹⁶⁴ Pavel Podvig, *op.cit.*, p. 2.

¹⁶⁵ *Ibidem*

¹⁶⁶ Georges Le Guelte, *op.cit.*, p. 31.

¹⁶⁷ Peter Paret, *Makers of Modern Strategy, from Machivelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986, p. 741.

¹⁶⁸ Peter Paret, *op.cit.*, p. 740.

Pavel A. Rotmistrov, qui en publiant un article sur l'importance de l'effet de surprise dans le journal *Voennaia mysl'* (Pensée militaire), allait jeter les bases de la doctrine nucléaire soviétique intitulé concept d'opération offensive profonde (*Deep offensive operation concept*)¹⁶⁹. Cette doctrine, présentant l'arme nucléaire comme le point de départ d'une attaque surprise de l'ensemble des forces conventionnelles soviétiques sur l'Ouest et visant à occuper le territoire conquis, est par la suite remodelée continuellement jusqu'à ce qu'elle soit entérinée officiellement en 1962 par la publication du premier traité soviétique sur la stratégie depuis 1927.

Suite à la signature du Pacte de Varsovie le 14 mai 1955¹⁷⁰ et aux mesures prises par les troupes soviétiques en Hongrie lors des émeutes de 1956, la tension continue d'augmenter entre les Soviétiques et les Américains. Bien que pendant un court moment, lors de la crise de Suez, Américains et Soviétiques semblent de connivence, tous deux semblent s'être profondément ancrés dans la course aux armements tant redoutée par Oppenheimer en 1950. L'idée d'un désarmement nucléaire est inexistante et chacune des superpuissances investit lourdement dans la recherche aérienne, balistique et nucléaire.

Au niveau balistique, Américains et Soviétiques vont reprendre les travaux de l'Allemagne nazie et développer des versions améliorées des fusées de type V-1, V-2 et A-4¹⁷¹. Si les avancées balistiques sont technologiquement comparables d'un côté comme de l'autre, il n'en est pas de même pour ceux aériens. En effet, au milieu des années 1950, la supériorité stratégique américaine est écrasante du fait de leur flotte de bombardiers à long rayon d'action. Le territoire américain est à ce moment toujours inaccessible aux bombes soviétiques. La suprématie stratégique américaine principalement due à leur flotte opérationnelle de B-36, B-47 et plus tard de B-52¹⁷², comparativement aux Soviétiques qui en sont dépourvus, détourne toutefois une partie des efforts qui initialement aurait du être mis sur la recherche balistique. Bien que les Américains développent de véritables missiles

¹⁶⁹ Voir l'information sur la doctrine soviétique en matière d'armement nucléaire sur le site de la Federation of American scientists

<http://www.fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/intro.htm>

¹⁷⁰ David Miller, *The Cold War, A Military History*, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 55.

¹⁷¹ *Ibid*, p. 95.

¹⁷² Steven J. Zaloga, *op. cit.*, p. 15.

intercontinentaux, tels les missiles Atlas et Titan, le manque d'effort initial permet aux Soviétiques d'atteindre les niveaux technologiques des Américains (il faut néanmoins attendre quelques années encore pour que la production de ces missiles atteigne les niveaux américains). Les Soviétiques développent rapidement des modèles balistiques, tels le SS-1 (Scud), SS-2 et SS-3 possédant un court rayon d'action mais qui, à terme, permettront d'accélérer la conception de modèles intercontinentaux, tel le SS-8¹⁷³. Parallèlement, les Soviétiques tentent avec moins de succès de rattraper les Américains dans le développement de bombardiers stratégiques. Au début des années 1960, bien que la supériorité stratégique américaine soit toujours perceptible, la vulnérabilité de leur territoire commence à se faire sentir lorsque enfin, la technologie soviétique permet à leurs ogives nucléaires d'atteindre l'Amérique du Nord.

Les références constantes, dans les discours de Krouchtchev, à la capacité balistique grandissante des Soviétiques alarment grandement les Américains au début de 1960¹⁷⁴. Les peurs des stratèges américains et de l'élite politique face à ce qu'ils appellent le *Missile Gap*, soit la possibilité supposément imminente que l'URSS dépasse numériquement et stratégiquement les États-Unis, devient un enjeu important dans l'élection présidentielle américaine. D'ailleurs la victoire de J.F. Kennedy est principalement due à l'instrumentalisation des peurs du public causé par le *Missile Gap*¹⁷⁵. Kennedy, durant sa campagne, préconise une augmentation des dépenses militaires, notamment dans le domaine balistique et nucléaire afin de contrer cet écart.

Au début de l'année 1962, les États-Unis possédaient 1300 bombardiers et missiles capables de transporter plus de 3000 ogives¹⁷⁶ nucléaires sur des cibles en URSS (voir tableau 1 et 2). Les Soviétiques, quant à eux, avaient une capacité de frappe beaucoup plus modeste. «Le nombre d'armes nucléaires que l'URSS pouvaient lancer sur le territoire américain n'excédait pas 300 ogives». En somme, le *Missile Gap* Américain n'existait pas, c'est plutôt un *Missile*

¹⁷³ David Miller, *op.cit.*, p. 99.

¹⁷⁴ Steven J. Zaloga, *op.cit.*, p. 82.

¹⁷⁵ Georges-Henri Soutou, *op.cit.*, p. 383.

¹⁷⁶ Pavel Podvig, *op.cit.*, p. 5.

Gap soviétique¹⁷⁷ qui s'installait et Krouchtchev était déterminé à le combler, du moins stratégiquement. L'infériorité stratégique soviétique sert alors «de racines à l'opération cubaine intitulé Anadyr»¹⁷⁸ visant à implanter à Cuba des missiles intermédiaires (IRBM) SS-4 et SS-5¹⁷⁹ capable d'atteindre Washington.

Le climat international qui précède la crise des fusées de Cuba est particulièrement tendu. Les Soviétiques, qui ont récemment abattu un avion espion américain U2 au dessus de l'URSS, érigent le mur de Berlin, alors que les Américains s'embourbent dans le fiasco de l'affaire de la Baie des cochons à Cuba. Le 14 octobre 1962, un avion U2 américain, survolant Cuba, prend des clichés de batteries de missiles soviétiques IRBM en train d'être érigées. Ceux-ci sont en phase de déploiement depuis le mois de mai. La crise culmine entre les 22 et 24 octobre 1962 et «se rapproche dangereusement du seuil d'une guerre nucléaire»¹⁸⁰ lorsque Kennedy ordonne le blocus militaire de Cuba et demande aux Soviétiques de démanteler leurs missiles. Notons qu'il était inconnu des Américains à ce moment que «150 missiles nucléaires soviétiques de courte portée étaient déjà opérationnels à Cuba et que Moscou avait donné l'ordre de les lancer advenant une invasion de Cuba par les troupes américaines»¹⁸¹.

La crise se dénoue pacifiquement par le biais d'un échange politique entre Soviétiques et Américains. Ces derniers font la promesse de ne pas envahir Cuba et de démanteler six mois plus tard leurs missiles basés en Turquie (notons que ceux-ci sont déjà considérés comme désuets) en échange de quoi les Soviétiques démantèlent les leurs à Cuba et promettent de ne plus tenter d'en installer. Bien que «l'URSS se targuait d'avoir sauvé la paix mondiale, elle avait subi une humiliation cuisante et son prestige était durement atteint»¹⁸².

Des leçons à la fois similaires et différentes ont été tirées par les Américains et les Soviétiques de la crise des missiles de Cuba. Krouchtchev voyait dans l'issue de la crise, la

¹⁷⁷ Steven J. Zaloga, *op.cit.*, p. 82.

¹⁷⁸ *Ibidem*

¹⁷⁹ Pavel Podvig, *op.cit.*, p. 5.

¹⁸⁰ *Ibid*, p. 401.

¹⁸¹ Thomas Jr.Graham, *Common Sense on Weapon of Mass Destruction*, Washington D.C., University of Washington Press, 2004, p. 28.

¹⁸² Jacques Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Éditions Armand Colin, 1987, p. 211.

nécessité pour l'URSS, de conduire «sa doctrine de la coexistence pacifique, qu'il pratiqua en 1963-1964, avec une détermination accrue»¹⁸³. Cependant, la crise le force également

[...] à se rendre compte, non seulement des dangers, mais aussi des limites de ce qu'il pouvait obtenir par la confrontation et par des menaces lancées à partir de positions de force incertaines. Si l'arme nucléaire et les missiles intercontinentaux avaient effectivement mis l'URSS en meilleure posture dans l'arène internationale, il s'avérait que c'était surtout sur le plan défensif.¹⁸⁴

Les Américains, quant à eux, conclurent que le «maintien de la stabilité»¹⁸⁵ devenait un objectif essentiel des relations internationales. «Le contrôle des armements et le dialogue» devenaient une nécessité «afin de rétablir une certaine rationalité»¹⁸⁶ dans les rapports entre les États-Unis et l'URSS. Également, «la crise des missiles révéla que l'ère de l'opérationnalité des menaces de représailles massives entre les deux plus grandes puissances était bien morte»¹⁸⁷.

Le vent de panique que provoque la crise des fusées au sein de la population civile américaine (et européenne) accroît le mouvement de protestation contre les armes nucléaires. L'information relative au danger du nucléaire, de plus en plus accessible à la population civile, nourrit les revendications populaires en faveur d'un arrêt des essais et force le gouvernement américain à s'engager dans des discussions avec les Soviétiques sur un moratoire des essais atmosphériques. Les gouvernements américains et soviétiques, plus enclins au dialogue depuis qu'ils ont frôlé la catastrophe nucléaire à Cuba et qu'ils ont installé le «téléphone rouge»¹⁸⁸, négocient alors un traité qui pave la voie à l'ère de la maîtrise des armements.

¹⁸³ Georges-Henri Soutou, *op.cit.*, p. 401.

¹⁸⁴ Jacques Lévesque, *op.cit.*, p. 217.

¹⁸⁵ *Ibidem*

¹⁸⁶ Georges-Henri Soutou, *op.cit.*, p.

¹⁸⁷ Jacques Lévesque, *op.cit.*, p. 217.

¹⁸⁸ *Ibid*, p. 218.

4.2. La phase de maîtrise des armements

Le 15 août 1963, alors que la France et la Grande-Bretagne ont rejoint le rang des puissances nucléaires, Américains et Soviétiques signent le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (Partial Test Ban Treaty) mettant fin aux essais dans l'atmosphère et en milieu marin. «Ce traité, n'entraînait pas une réduction de la course aux armements, il constituait néanmoins le premier accord formel de contrôle des armements entre les États-Unis et l'URSS et marquait une étape politique décisive»¹⁸⁹.

Bien que l'opinion publique (essentiellement occidentale) joue initialement un rôle prépondérant dans l'engagement américain et soviétique sur la voie de la «maîtrise des armements», pour les États parties à ces traités, l'objectif central dépasse les préoccupations sanitaires et écologiques de la population civile. En fait, pour les superpuissances, il s'agit avant tout de stabiliser leurs postures dissuasives en freinant la course aux armements. C'est en imposant des limites à la course aux armes de première frappe que les superpuissances pensent enrayer l'engrenage technologique et psychologique de la course aux armements qui, de plus en plus, semble risquer de mener à une guerre nucléaire. Cependant, en tentant de s'écarter des doctrines de première frappe, rendues possibles par la précision croissante des ICBM, Américains et Soviétiques donnèrent inévitablement naissance à la doctrine de seconde frappe (*Countervalue strike*). Cette dernière amène les superpuissances à chercher à protéger leurs moyens nucléaires, soit en les rendant invulnérables (par le biais d'un système anti-balistique) ou inatteignables (sous-marins stratégiques) afin de pouvoir conserver une capacité de frapper l'initiateur de combat nucléaire.

Force est de constater que le début de l'ère de la maîtrise des armements ne freine pas pour autant le développement de la technologie militaire. Ainsi au milieu des années soixante et après l'intensive phase de développement des vecteurs balistiques, ce sont les sous-marins (ainsi que les vecteurs balistiques lancés des sous-marins) et les systèmes anti-balistiques (ABM) qui jouissent d'un financement accru pour leur développement. Si les Américains sont en avance dans le domaine des sous-marins stratégiques depuis la mise en service des

¹⁸⁹ *Ibidem*

*Polaris*¹⁹⁰, les Soviétiques n'ont rien à leur envier dans le domaine ABM, puisqu'ils ont déployé depuis 1962 un prototype anti-balistique autour de Moscou¹⁹¹. Bien que la maîtrise des armements soit au cœur des préoccupations politiques des États-Unis et de l'URSS, l'establishment militaire à l'Ouest comme à l'Est cherche par tous les moyens à enrayer la vulnérabilité de leur territoire face aux armes nucléaires de l'opposant.

Cette quête de l'invulnérabilité nucléaire (ou encore la survie d'une partie de son arsenal après une frappe ennemie) est particulièrement déstabilisante. Selon Robert McNamara, alors secrétaire à la Défense des États-Unis, elle accentuait la course aux armements et risquait de mener à la confrontation nucléaire en incitant la partie la plus en retard technologiquement à effectuer une frappe préventive¹⁹². «Ironiquement, McNamara croyait que pour préserver la stabilité de la course aux armements et dépasser les crises lorsqu'elles surviennent, il fallait que chaque partie se sache vulnérable à une attaque nucléaire»¹⁹³. C'est ce raisonnement qui allait donner naissance, un peu plus tard, au concept de destruction mutuelle assurée officieusement partagé par l'URSS et les États-Unis.

D'autres traités importants sont signés pendant cette période, notamment le Traité d'interdiction d'installation d'armements spatiaux (*Outer Space Treaty*) en 1967 et le Traité de Tlatelolco en 1967¹⁹⁴ qui crée la première zone géographique (l'Amérique latine) exempte d'armes nucléaires. Les difficultés d'avoir à gérer la dissuasion avec plusieurs autres détenteurs de l'arme atomique amène les États nucléaires à vouloir limiter la prolifération horizontale. Ainsi, les cinq puissances nucléaires (puisque la Chine, à maintenant rejoint les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France dans le cercle restreint des États nucléaires) invitent les États non nucléaires à signer, en 1968, le Traité de Non-prolifération Nucléaire (TNP). Ce dernier forme le cœur de ce que nous appelons la période de la maîtrise des armements. Avec lui, «le désarmement nucléaire devient une obligation légale puisqu'en

¹⁹⁰ Pavel Podvig, *op.cit.*, p. 6.

¹⁹¹ *Ibidem*

¹⁹² Alexandre T. J. Lennon, *Contemporary Nuclear Debates, Missile Defense, Arms Control, and Arms Races in the Twenty-First Century*, Cambridge, MIT Press, 2002, p. 4.

¹⁹³ *Ibidem*

¹⁹⁴ Stephen I. Schwartz, *Atomic Audit*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 1998, p. 342.

vertu du chapitre VI, les États nucléaires parties au traité s'engagent à renoncer à leurs armes et ainsi se désarmer en échange de l'abstinance des États qui ne la possèdent toujours pas»¹⁹⁵.

Au début des années soixante-dix, la parité stratégique semble enfin atteinte pour les Soviétiques, du moins au niveau des vecteurs intercontinentaux (ICBM)¹⁹⁶. Toutefois, les dirigeants militaires soviétiques vont continuer à s'acharner à développer la force stratégique de l'URSS afin d'atteindre une parité plus profonde (*Deep parity*), c'est-à-dire une parité dans tous les aspects nucléaires de la course aux armements. Néanmoins, la parité stratégique sur les vecteurs intercontinentaux permet enfin plus de souplesse politique de la part des dirigeants soviétiques dans des négociations sur les armements, commencées un an plus tôt avec les Américains.

En 1972, les arsenaux des deux superpuissances sont déjà considérables. Les percées technologiques, tels que les missiles à têtes multiples (*Multiple Re-entry Vehicles*), rendent particulièrement difficile l'évaluation quantitative des forces stratégiques de l'opposant. Les difficultés qu'ont les États-Unis et l'URSS à évaluer les forces de leur adversaire les incitent à plus dépenser afin de perfectionner leur arsenal nucléaire.

Si le traité sur la non-prolifération de l'arme nucléaire imposait des limites à l'armement des États tiers, il ne concernait pas la course effrénée, coûteuse et dangereuse à laquelle se livraient les États-Unis et l'URSS dans l'acquisition de moyens de destruction toujours plus nombreux et plus perfectionnés.¹⁹⁷

Afin de ne pas perdre le contrôle de la course aux armement et reconnaissant que

[...]l'efficacité de la dissuasion n'était pas proportionnellement liée au nombre d'armes nucléaires, les deux superpuissances qui en détenaient un stock considérable à la suite de l'accélération de la course aux armements des années soixante, se sont inévitablement entendues pour réduire la progression de leurs arsenaux atomiques¹⁹⁸.

¹⁹⁵ Jozef Goldblat et al., *op.cit.*, p. 4

¹⁹⁶ À cet effet voir le tableau 1 : *L'armement nucléaire stratégique des États-Unis et de l'URSS, évolution quantitative de 1963 à 1986*, dans Jacques Lévesque, *op.cit.*, p. 275.

¹⁹⁷ Jacques Lévesque, *op.cit.*, p. 272.

¹⁹⁸ Guillaume Parmentier, *op.cit.*, p. 60.

Cet accord de limitation, obtenu le 26 mai 1972, s'intitule *Strategic Limitation Talks* (SALT)¹⁹⁹. Il comporte une annexe : le traité sur les missiles anti-missiles (ABM), qui interdit aux deux superpuissances de développer plus d'un site anti-missiles, ceci pour éviter que l'équilibre de la terreur ne soit rompu. La destruction mutuelle assurée devient alors le concept clé régissant la dissuasion entre l'URSS et les États-Unis, ce, malgré l'opposition d'universitaires ou de politiciens convaincus que la vulnérabilité mutuelle des deux superpuissances n'empêchait pas les tentations de frapper l'ennemi, ni ne stabilisait réellement la course aux armements²⁰⁰. Notons que malgré la dominance du concept de MAD, l'URSS et les États-Unis jongleront à tour de rôle avec d'autres doctrines nucléaires tel les concepts de «réponse flexible» ou celui de «guerre limitée» destinés à rendre l'arme nucléaire plus utilisable.

Un second accord SALT (SALT 2) est signé entre l'URSS et les États-Unis en 1979. Toutefois, le Sénat américain refuse sa ratification en guise de protestation contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan²⁰¹. Dès lors, les deux superpuissances rompent les discussions et campent sur leur position.

Le début des années quatre-vingt est marqué par la crise des euromissiles. En effet, l'URSS, qui semble en meilleure posture stratégique aux yeux des stratèges américains, vient de déployer en Europe de l'Est des missiles SS-20²⁰² à têtes multiples. Ce faisant, elle signale qu'elle prend ses distances du concept de MAD et se rapproche de celui de «guerre nucléaire limitée»²⁰³. Pour la nouvelle administration américaine, qui considère les traités sur la limitation des armements comme une menace à la sécurité des États-Unis²⁰⁴, le déploiement des SS-20 prouve que l'URSS n'a aucune envie de maintenir un équilibre de terreur. Selon Reagan, ce déploiement déstabilise l'équilibre stratégique en Europe. Les États-Unis optent alors, en guise de parité, pour le déploiement de missiles Pershing 2 en Europe de l'Ouest.

¹⁹⁹ *Ibidem*

²⁰⁰ Lennon T. J. .Alexandre, *op.cit.*, p. 5.

²⁰¹ Guillaume Parmentier, , *op.cit.*, p. 60.

²⁰² Jacques Lévesque, *op.cit.*, p. 287.

²⁰³ Goerges Le Guelte, «Faut-il éliminer les armes nucléaires?», *La Revue Internationale et Stratégique*, no. 30, été 1998, p. 70.

²⁰⁴ Frances Fitzgerald, *Way out there in the blue, Reagan, Star Wars and The End of The Cold War*, New York, Simon and Schuster, 2000, p. 132.

L'annonce du déploiement de ces missiles, accompagnée de déclarations selon lesquelles les États-Unis ont la capacité de mener et de gagner une guerre nucléaire limitée²⁰⁵, envenime considérablement les relations entre l'URSS et les États-Unis. Il s'en suit plusieurs incidents diplomatiques et militaires qui culminent en août et novembre 1983. Au mois d'août 1983, l'URSS abat un Boeing 747 sud-coréen soupçonné d'avoir délibérément dévié de sa trajectoire afin d'espionner le territoire soviétique, puis, en novembre 1983, l'URSS faillit lancer une attaque nucléaire préemptive sur l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, étant convaincue que l'exercice de l'OTAN *Able Archer 83* était en fait une diversion camouflant une attaque surprise américaine²⁰⁶. Ronald Reagan, alors Président des États-Unis, riposte en qualifiant l'URSS d'«empire du mal» et lance l'Initiative de Défense Stratégique (IDS ou *Star War*). L'IDS, essentiellement un parapluie nucléaire visant à protéger à la fois la population et l'arsenal nucléaire des États-Unis, a pour fondement le rejet du concept MAD par l'administration américaine²⁰⁷. Bien qu'ultimement l'IDS n'aboutit en rien de concret, le projet provoque néanmoins une véritable seconde course aux armements qui propulse les budgets soviétique et américain consacrés à la défense stratégique vers des sommets inégalés.

Parallèlement, la société civile s'active. La peur d'une guerre nucléaire est palpable dans les populations des deux blocs et plus que jamais, elles manifestent leur désaccord face aux politiques nucléaires de leurs gouvernements respectifs. De façon croissante, l'opinion publique réclame un gel du déploiement des armes nucléaires.

4.3 La phase de réduction des arsenaux nucléaires

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev pour que le débat sur le désarmement nucléaire fasse partie intégrante de l'agenda politique des deux superpuissances. Alors que les efforts des années soixante-dix s'étaient concentrés sur la limitation des armements, les premiers signes d'un véritable désarmement apparaissent. La mauvaise posture économique de l'URSS, conséquence de la seconde course aux armements, ses réformes intérieures et sa

²⁰⁵ Goerges Le Guelte, «Faut-il éliminer les armes nucléaires ?», *op.cit.*, p. 70.

²⁰⁶ Paul Rodgers, *Losing Control, Global Security in the Twenty-first Century*, Pluto Press, London, 2002. P. 38.

²⁰⁷ Alexandre T. J.Lennon, *op.cit.*, p. 5.

méfiance à l'égard du déploiement des missiles Pershing qui semble redonner un avantage stratégique aux Américains, force l'URSS à assouplir ses positions et à s'engager sur la voie du désarmement²⁰⁸. Ces problèmes, conjugués aux pressions de l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement nucléaire²⁰⁹, amène Gorbatchev à rompre avec l'intransigeance traditionnelle de l'URSS en invitant les Américains à des pourparlers.

De retour à la table des négociations, et après plusieurs sommets, dont ceux de Reykjavik et de Genève, l'URSS et les États-Unis parviennent à s'entendre et signent le traité sur les Forces nucléaires intermédiaires à Washington, le 8 décembre 1987. C'est le premier traité de désarmement nucléaire. Il vise le démantèlement des missiles sol-sol d'une portée de 500 à 5000 kilomètres : «Seuls demeuraient donc alors légaux les missiles sol-sol à courte portée (ou de théâtre), dont la distance de tir ne pouvait excéder 500 kilomètres»²¹⁰. Le traité FNI ouvre ainsi la voie, après plus de quarante ans, à un éventuel désarmement. Notons que ce traité coïncide avec la période historique où il y a le plus d'armes nucléaires. «En cela, il a constitué le premier signe du passage du système de «l'Arms control» à celui du désarmement»²¹¹.

Au début des années 1990, «les coûts pharamineux de quatre décennies et demie de course aux armements commencent à se faire ressentir»²¹². À partir de ce moment, des négociations sur le désarmement seront tenues annuellement jusqu'à l'arrivée de l'administration de Georges W. Bush en 2000 (voir tableau 3 pour une énumération des traités signés durant cette période). Le 31 juillet 1991, après plus de 9 ans de négociations, le traité *Strategic Arms Reduction Talks* (START) est signé à Moscou²¹³. Ce traité portant sur l'ensemble des armes stratégiques est l'aboutissement de discussions commencées peu avant celles sur les armes

²⁰⁸ *Ibidem*, p. 367.

²⁰⁹ M. Dean explique que les campagnes publiques eurent de véritables effets sur les négociations bilatérales entre les Américains et les Soviétiques. Dean, Jonathan, «Convincing the Nuclear-Weapon States to Disarm: The problem of Conventional Forces» dans Jozef Goldblat et al., *Nuclear Disarmament*, op.cit. p. 42

²¹⁰ Guillaume Parmentier, op.cit., p. 218.

²¹¹ *Ibid*, p. 220.

²¹² Mitchell Reiss, *Bridled Ambitions, Why Countries Constrain Their Nuclear Capabilities*, The Woodrow Wilson Center Press, Washington D.C., 1995, p. 322.

²¹³ *Ibid*, p. 230.

intermédiaires. Bien que limitées, les réductions envisagées sous le traité START sont substantielles par rapport à tout ce qui a été imaginé auparavant. La validité du traité (15 ans) s'accompagne d'une démarche de vérification inspirée des traités SALT auxquelles s'ajoutent, pour la première fois, des inspections *in situ*.

Le traité START n'est pas le seul événement de désarmement nucléaire à s'inscrire au début des années 1990. N'étant plus réellement menacé par la Namibie, l'Angola et les forces cubaines depuis les accords de 1988²¹⁴, l'Afrique du Sud, qui possède quelques armes nucléaires depuis le milieu des années 1980, renonce à son programme nucléaire et démantèle toutes ses ogives²¹⁵. Elle en fait l'annonce publique en 1993 et invite même l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) à venir inspecter ses installations nucléaires²¹⁶. Ce processus unilatéral témoigne bien des changements stratégiques profonds que subit le système international à la fin de la Guerre froide et qui favorisent en quelque sorte le désarmement.

En décembre 1991, l'URSS s'effondre. La plupart des républiques soviétiques font sécession et le monde se retrouve *de facto* avec trois nouvelles puissances nucléaires que sont la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine. La Biélorussie et le Kazakhstan remettent rapidement aux autorités russes les ogives nucléaires se trouvant sur leur territoire²¹⁷. Toutefois, il faudra attendre l'aboutissement de longues discussions entre la Russie et l'Ukraine pour que cette dernière consente à rendre ses ogives à la Russie et détruise ses missiles intercontinentaux (ICBM)²¹⁸.

Malgré l'effondrement de l'URSS et les complications qui s'en suivent, Américains et Russes continuent les pourparlers sur le désarmement stratégique. Un second traité START est signé

²¹⁴ *Ibid*, p. 20

²¹⁵ *Ibidem*

²¹⁶ *Ibidem*

²¹⁷ *Ibid*, pp. 152-153.

²¹⁸ Le transfert des ogives nucléaires ukrainiennes à la Russie sera complété en 1996. Le dernier ICBM (SS-24) sera détruit en 2001 sous surveillance internationale.

Voir le tableau sur l'état actuel des anciennes forces nucléaires soviétiques sur le site de l'Arms control: <http://www.armscontrol.org/factsheets/sovforces.asp>

le 3 janvier 1993²¹⁹. Ce traité est significatif, car en plus de fixer le plafond combiné²²⁰ d'ogives à 3500, il interdit l'installation de têtes multiples sur les ICBMs. Tout semble indiquer qu'un mouvement à moyen terme vers un désarmement nucléaire général et complet s'opère. Or, ce mouvement ne se produira pas.

4.4 L'abandon des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire

La guerre froide terminée, la pression de la société civile pour un désarmement nucléaire n'est plus la même. Les chances de voir un conflit nucléaire entre la Russie et les États-Unis semblent minces et les médias, sur qui l'opinion publique s'appuie, parlent de moins en moins du fait nucléaire. Dès lors, le nucléaire ne suscite plus les passions d'autrefois²²¹. Malgré un avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité des armes nucléaires²²² et le rôle notable des organisations non gouvernementales dans la prolongation indéfinie du TNP²²³ et dans le mouvement abolitionniste «Abolition 2000»²²⁴, les protestations populaires, si vives au début des années quatre-vingt, font place à une relative indifférence. La pression sur les gouvernements s'assouplit. Parallèlement, le contexte international semble avoir radicalement changé. La Russie ne projette plus la puissance d'autrefois. Son armée conventionnelle est drastiquement réduite, ce qui l'amène à considérer ses armes nucléaires comme les seules reliques de sa puissance internationale. Dès lors, incapable d'effectivement dissuader une puissance militaire avec ses seules forces conventionnelles, la Russie s'en remet à ses forces nucléaires qui ont encore la capacité de

²¹⁹ Guillaume Parmentier, *op.cit.*, p. 232

²²⁰ C'est-à-dire un plafond unique pour tous les types d'armements : ICBMs, missiles lancés de sous-marins (SLBMs), missiles de croisière (ALCMs) et bombes.

Voir : <http://www.armscontrol.org/factsheets/start2.asp>

²²¹ Frank Blackbaby, et Tom Milne, *op.cit.* p. 9.

²²² John P. Holdren, «Getting to Zero : Is Pursuing a Nuclear-Weapon-Free World too Difficult ? Too Dangerous ? Too Distracting ?» dans Blackbaby, Frank et Tom Milne, dir., *op.cit.* p. 20.

²²³ À cet effet voir l'article de Rebecca Johnson qui fait l'apologie de la participation de la société civile dans le processus de désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire. Rebecca Johnson, «Advocates and Activists : Conflicting Approches on Nonproliferation and the Test Ban Treaty» dans Ann M. Florini, *op.cit.*, pp. 49-82.

²²⁴ «Abolition 2000» est un regroupement international d'ONG déterminé à convaincre l'opinion publique et les gouvernements d'abolir les armes nucléaires.

Voir : Krieger, David., «The role of Non-Governmental Organisations in Nuclear Disarmament» dans Jozef Goldblat et al., *op.cit.*, p.187

«dissuader ou de repousser une agression armée advenant la faillite de sa dissuasion»²²⁵. Conséquemment, le gouvernement russe ressent de moins en moins la nécessité de continuer à s'impliquer de bonne foi dans le processus de désarmement nucléaire. Pire encore, la faiblesse de ses forces conventionnelles lui donne de puissants arguments pour le maintien et le développement de son arsenal nucléaire tactique qui sans doute rehausserait la puissance relative de son armée²²⁶. D'autres évènements internationaux, tels que les essais nucléaires pakistanais et indiens de 1998²²⁷ ou encore les bras de fer continus entre la communauté internationale et l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord au sujet de leurs programmes d'armes de destruction massive, viennent, eux aussi, refroidir les ardeurs du mouvement vers une dénucléarisation des relations internationales.

Dans cette optique, le processus de désarmement nucléaire engagé entre la Russie et les États-Unis ralentit considérablement. Il faudra attendre 1996 et 2000 pour que le Sénat américain et la Douma russe ratifient le traité START II²²⁸. Malgré le ralentissement du processus, Américains et Russes s'engagent néanmoins dans un dialogue en vue d'un traité START III²²⁹. Ce dialogue n'aboutira toutefois pas. Les États-Unis, qui se dotent en 2001 d'une nouvelle posture nucléaire (NPR)²³⁰, maintiennent et rehaussent l'utilité politique et militaire de leur arsenal nucléaire au sein de leur politique étrangère et de défense. Avec la NPR, l'arsenal américain a pour objectif de

[...] garantir (Assure) la sécurité des alliés ; décourager (Dissuade) l'acquisition de moyens stratégiques par les adversaires potentiels ; dissuader (Deter) toute agression

²²⁵ David S. Yost, «Russia Non Strategic Nuclear Forces», dans *International Affairs*, vol. 77, juillet 2001, p. 534.

²²⁶ *Ibid*, p. 551.

²²⁷ Praful Bidwai et Achin Vanaik, *op.cit.*, p. 44.

²²⁸ Voir le site Internet de l'observatoire des armes nucléaires françaises à la rubrique explicative du traité START 2 <http://www.osarm.org/nucannex/desarmement/traite-start-2.htm>

²²⁹ Philipp C. Bleek, «Russia Ready to Reduce to 1,500 Warheads, Addressing Dispute Over Strategic Forces' Fate» dans *Arms Control Today*, septembre 2000, http://www.armscontrol.org/act/2000_09/startsept00.asp

²³⁰ voir Philipp C. Bleek, «Nuclear Posture Review Released, Stresses Flexible Force Planning» dans *Arms Control Today*, janvier-février 2002, http://www.armscontrol.org/act/2002_01-02/nprjanfeb02.asp

majeure, notamment à l'aide de moyens NBC (nucléaires-biologiques-chimiques), et enfin défaire (Defeat) un agresseur ayant commis une agression.²³¹

L'arme atomique, jadis pertinente dans les rapports stratégiques entre puissances nucléaires, devient par le fait même une arme utilisable contre quiconque menace suffisamment les intérêts américains. Vraisemblablement, l'administration américaine qui produit la NPR ne conçoit plus le désarmement comme une priorité. Par conséquent, les discussions fréquentes auxquelles l'administration Clinton participaient s'arrêtent.

Le 13 décembre 2001, Georges W. Bush annonce que six mois plus tard, les États-Unis ne se sentiront plus liés par le traité ABM de 1972 et iront de l'avant avec leur projet de bouclier antimissile (NMD). Malgré le froid que cette annonce jette sur les relations russo-américaines, un nouvel accord de désarmement est signé entre les deux pays, le 24 mai 2002 à Moscou. À la différence de l'évolution qualitative qui caractérise les traités START, le traité sur les armes stratégiques offensives (SORT) marque un statut quo²³² sur certains éléments compris dans les discussions qui devaient mener à START III et amorce une régression par rapport à bon nombre de dispositions contenues dans l'ensemble de la famille START. En particulier, il officialise la notion de réversibilité du désarmement. En effet, seules les ogives dûment opérationnelles sont comptabilisées. Autrement dit, toute ogive qui n'est pas montée sur un vecteur balistique et qui est entreposée en pièce détachées n'est pas recensée. Ainsi, les États parties au traité et possédant plus d'ogives opérationnelles que le seuil autorisé n'ont qu'à démonter ses dernières et les placer en réserve. Enfin, contrairement aux traités START, le traité SORT ne dispose d'aucun calendrier fixe ni de système de vérification.

À bien des égards, le traité SORT rompt avec la tradition établie dans le domaine du désarmement nucléaire. Alors que, du point de vue qualitatif, les traités START étaient toujours

²³¹ Bruno Tertrais, «États-Unis : Une nouvelle conception de la dissuasion ?» dans *l'Annuaire stratégique et militaire 2002* de la Fondation pour la Recherche Stratégique, Éditions Odile Jacob, Paris, 2002, p.19.

²³² Notamment un plafond de 1 700 à 2 200 ogives pour chaque partie au traité. Voir le tableau sur le traité SORT dans le site de l'Arms control <http://www.armscontrol.org/documents/sort.asp>

plus contraignants pour les parties, le traité SORT fait preuve d'un laxisme en la matière. Si les traités START se rapprochaient progressivement des exigences fixées par le TNP, le traité SORT s'en éloigne considérablement en protégeant les intérêts nationaux russes et américains²³³. Le 13 juin 2002, les États-Unis se retirent officiellement du traité ABM. En guise de protestation, Vladimir Poutine annonce, le lendemain, que la Russie ne se sent plus liée à ses obligations en vertu du traité START II²³⁴.

4.5 Conclusion

Tout au long de la Guerre froide, les questions relatives à la course aux armements, à la maîtrise des armements, puis au désarmement nucléaire ont dominé l'ensemble des relations bilatérales entre l'URSS et les États-Unis. Jugeant la course aux armements comme intrinsèquement dangereuse et, tout compte fait, déstabilisatrice, les États-unis ainsi que l'URSS se sont trouvés devant un incontournable paradoxe : d'une part, ils étaient convaincus que la projection de leur force découragerait toute agression par l'ennemi, mais d'autre part, ils étaient également certains que la course aux armements pourrait à elle seule causer la guerre.

Le débat sur le contrôle des armements et le désarmement reposait essentiellement sur l'idée selon laquelle toute course aux armements est, par définition, une sorte de réaction en chaîne. L'accumulation d'armes par l'adversaire encourage les tentatives de chacun pour prendre l'avantage technologique, stratégique et militaire. Ce qui crée, en définitive, une déstabilisation des relations et des postures stratégiques ainsi qu'une croissance des tensions. D'où la conclusion que le contrôle ou la codification de la course aux armements, puis le désarmement (ou simplement la réduction des arsenaux) étaient essentiels à la stabilité internationale.

²³³ Sur le sujet voir : Karim Laz et David Morin, « Strategic Offensive Reduction Treaty : une rupture dans le processus du désarmement nucléaire », *Points de mire*, Vol. 3 no 11, Cepes, UQAM, 2002.

²³⁴ Voir la chronologie du traité START 2 sur le site de l'Arms Control Association <http://www.armscontrol.org/factsheets/start2chron.asp>

Les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaires sont le fruit d'une évolution lente et entrecoupée de plusieurs recrudescences de la dynamique des armes. Ils s'échelonnent par le biais de plusieurs traités toujours plus contraignants et reposent sur des motivations d'ordres stratégique, économique et sécuritaire. Ils constituent davantage l'expression d'une relation étatique bilatérale ou multilatérale qu'unilatérale, au sens où ils sont envisageables lorsqu'il y a réciprocité pour les parties engagées dans les limitations ou réductions envisagées. Force est de constater que la société civile ne joua dans ces processus qu'un rôle marginal incitant les gouvernements des superpuissances à des discussions sur les armements. Bien que l'URSS, puis la Russie, et les États-Unis réalisèrent ces pourparlers et négociations, il semble que leurs motivations à les effectuer aient été diamétralement opposées à celles préconisées par la société civile.

CHAPITRE V

L'ÉTAT ET LES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Alors que le concept de désarmement nucléaire et son évolution reposent sur un idéal pacifique et humanitaire, la mise en œuvre et l'évolution des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire s'appuient, quant à eux, sur la conjugaison des motivations étatiques d'ordre stratégique, économique et sécuritaire. En d'autres termes, les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaires ont historiquement été subordonnés aux postures stratégiques et doctrines nucléaires, aux conditions économiques et aux perceptions de l'environnement sécuritaire de chaque État participant. En définitive, il est possible d'affirmer que le désarmement nucléaire s'est historiquement articulé de façon à répondre à divers *soit disant* intérêts des États participants.

Le premier impératif étatique conditionnant le processus de désarmement nucléaire est de nature stratégique. Ainsi, la participation des États aux processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, dépendait (et dépend toujours) en partie de la posture stratégique et des doctrines nucléaires de ces derniers. Les modalités de ces processus ont d'ailleurs été grandement influencées par les questions d'ordre stratégique. L'économie est aussi un impératif notable qui a conditionné et structuré la participation étatique aux processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, notamment pendant la phase de maîtrise des armements précédant le processus de désarmement nucléaire. La perception étatique de l'environnement sécuritaire international et régional, ainsi que la vision qu'un État avait de sa sécurité nationale, ont, eux aussi, grandement influencé l'attitude des participants à ces processus. Comme en témoigne le fait que les diverses tensions et détente historiques au niveau international et régional coïncident avec les efforts des parties impliquées dans les processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaires.

Le présent chapitre a pour but d'explorer plus profondément la relation et les influences qu'ont eues les impératifs stratégiques, économiques et sécuritaires sur les processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaires. Au terme de cette exploration, nous serons en mesure de rattacher l'évolution de ces processus à une approche théorique en relations internationales, comme nous l'avons fait dans la première partie de ce mémoire.

5.1. Les motivations et les impératifs stratégiques

La posture stratégique (*les moyens*) des États a largement contribué à façonner leur implication dans le processus de maîtrise des armements, puis de désarmement nucléaire. Cette posture stratégique était, et est toujours, déterminée par les capacités militaires conventionnelles et nucléaires de l'État en question. La doctrine nucléaire (*les objectifs*) de chacun des États, le plus souvent définie en fonction des capacités militaires et des perceptions sécuritaires de l'environnement international de l'État en question, a, elle aussi, joué un rôle considérable dans la formulation des politiques étatiques de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Ainsi, l'importance accordée à la dissuasion nucléaire, la capacité d'exécuter celle-ci et l'environnement stratégique international et régional dans lequel un État évolue, a conditionné l'approche des États (en particulier celle des superpuissances) à l'égard des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

Les capacités nucléaires d'un État sont généralement complémentaires à celles de nature conventionnelle²³⁵. D'abord, parce qu'elles se sont développées bien après celles conventionnelles (bien que ces dernières soient constamment modernisées), ensuite, parce que leur fonction est principalement dissuasive alors qu'il est plus raisonnable et commun pour un État d'envisager de se servir de ses capacités militaires conventionnelles. Bien que pendant la Guerre froide, les capacités nucléaires des superpuissances étaient plus pertinentes que celles de type conventionnel dans le cadre de leurs relations bilatérales, la participation des superpuissances dans les conflits avec d'autres États (notamment la Corée du Nord, la Chine, le Viet Nam ou encore l'Afghanistan) ne possédant pas d'armes nucléaires faisait

²³⁵ Guillaume Parmentier, *op.cit.*, p. 59.

appel à des moyens strictement conventionnels. Dès lors, la sécurité nationale d'un État ne pouvait dépendre simplement de son arsenal nucléaire, de même que cet État ne pouvait, par le biais de cet arsenal, atteindre ses objectifs nationaux de moindre envergure, pour lesquels ses forces conventionnelles étaient plus adaptées.

Dans bien des cas, l'arme nucléaire était (et est toujours) perçue comme un complément aux forces conventionnelles lorsque celles-ci étaient en mauvais état ou lorsqu'elles n'étaient pas en mesure de réaliser les objectifs qui leur étaient fixés. Par conséquent, cette situation explique l'importance accordée à l'arme nucléaire par les forces américaines dans les premières années de la Guerre froide, alors que les forces soviétiques puis celles du Pacte de Varsovie étaient perçues comme supérieures (du moins numériquement), mieux situées géographiquement et organisées de façon plus agressive (c'est-à-dire en position offensive plutôt que défensive)²³⁶ que celles américaines. Cette situation explique aussi pourquoi les Soviétiques ont attendu d'atteindre une relative parité avec les forces nucléaires américaines avant de s'engager sérieusement dans des discussions sur la limitation des armements, puis sur une réduction de ceux-ci. La complémentarité des forces nucléaires et conventionnelles s'explique également aujourd'hui par l'attachement que la Russie à son arsenal nucléaire en raison de l'état de délabrement de ses forces conventionnelles et du manque de ressources qu'elle possède, afin d'effectuer une *Révolution dans les Affaires militaires* (RAM) susceptible de transformer l'armée russe en une armée professionnelle, bien entraînée et bien équipée²³⁷.

À bien des égards, l'analyse des capacités stratégiques de l'URSS et des États-Unis durant la Guerre froide nous permet de décrire cette période de l'histoire comme étant marquée «à la fois (par) une tentative désespérée de l'Union Soviétique pour atteindre le niveau de puissance technologique, militaire et politique des États-Unis et une détermination tout aussi

²³⁶ Avec l'analyse de l'ensemble des documents déclassifiés depuis la fin de la Guerre froide, il est aujourd'hui possible de conclure que les services de renseignement américains et ceux de l'OTAN avaient raison d'interpréter la posture stratégique soviétique puis celle du pacte de Varsovie comme étant offensives. En fait, il n'y eu aucune planification défensive de la part des forces soviétiques ou du Pacte de Varsovie avant 1986. À ce sujet voir David Miller, *op.cit.*, p. 359.

²³⁷ Pavel Podvig, *op.cit.*, p. 580.

forte des États-Unis afin d'empêcher cette parité»²³⁸. C'est dans cette optique que les arsenaux nucléaires soviétiques et américains vont, au fil des ans, atteindre un niveau jugé aujourd'hui «superflu»²³⁹.

Les postures stratégiques de l'URSS et des États-Unis ont, à partir de la fin des années 1960, suivi un tracé relativement similaire marqué par des pauses et des soudains regains dans le développement de leur arsenal nucléaire respectif. C'est dans ce contexte de relative parité que l'idée de maîtrise des armements a été mise en œuvre. Or, bien que les efforts des deux superpuissances aient été substantiels dans ce domaine, la dynamique de la course aux armements eut le dessus sur la maîtrise des armements la plupart du temps, conséquence du climat de méfiance bilatérale constamment renforcé par la difficile évaluation quantitative des forces nucléaires de l'opposant. Dans une certaine mesure, l'exercice de maîtrise des armements et, plus tard, celui de désarmement se révélèrent pour l'URSS et les États-Unis un excellent moyen de suivre l'évolution de la posture stratégique de l'adversaire et d'atteindre la stabilité et «le maintien d'un équilibre (quantitatif et qualitatif)»²⁴⁰ voulu. La volonté des superpuissances de maintenir leur capacité stratégique à des niveaux confortables avec un souci d'équilibre est d'ailleurs également palpable au sein du processus de désarmement, comme en témoigne la rapidité avec laquelle l'idée d'un désarmement nucléaire complet présenté par Gorbatchev au sommet de Reykjavik à été écarté rapidement des négociations sur les armes stratégiques.

Les processus de maîtrise des armements et de désarmement ne se sont pas effectués au détriment des postures stratégiques des superpuissances. Ainsi l'ensemble des traités signés ont répondu aux impératifs stratégiques des signataires en permettant le *statu quo* ou en renforçant plutôt qu'en réduisant les capacités stratégiques des superpuissances. Le traité sur la limitation partielle des essais nucléaires, signé en 1963, s'effectue au moment où les tests atomiques et thermonucléaires de base sont complétés, tant pour l'URSS et les États-Unis. De même que le traité ABM de 1972 ne prive pas les superpuissances de leur capacité de

²³⁸ Pavel Podvig, «A desperate pursuit of parity» dans *Science and Global Security*, Vol. 10 (2002), p. 223.

²³⁹ Philippe Delmas, *op.cit.*, p. 42.

²⁴⁰ Charles Philippe David, *op.cit.*, p. 318.

développer un système anti-missile, puisque celui-ci est jugé technologiquement irréalisable. Toutefois, il permet de réorienter des sommes d'argent absolument nécessaires dans d'autres secteurs de développement stratégique, comme la mobilité des forces stratégiques ou encore la précision des vecteurs. Le traité START, quant à lui, accommodait les Soviétiques tout comme les Américains en leur permettant de s'éloigner du concept MAD, de renforcer leur confiance mutuelle et ce, sans pour autant réduire leur arsenal nucléaire sous le niveau jugé nécessaire à leur sécurité nationale.

À bien des égards, la maîtrise des armements joua un rôle capital dans la modernisation²⁴¹ des arsenaux nucléaires soviétiques et américains en permettant à l'une ou l'autre des superpuissances en question d'y orienter les ressources nécessaires. De même que les traités de réduction permirent aux superpuissances de se libérer d'une surcharge (*Overkill*)²⁴² des capacités de frappe dans un climat de réciprocité²⁴³ stratégiquement stabilisateur. En somme, si les superpuissances s'engagèrent dans l'évolution du processus de maîtrise des armements, puis de désarmement, c'est avec pour objectif «la recherche d'une stabilité stratégique à des coûts et des niveaux d'armements réduits»²⁴⁴.

Les doctrines nucléaires de l'URSS et des États-Unis ont évolué tout au long de la Guerre froide. Ces évolutions doctrinales, qui ont nécessité des ajustements importants des forces nucléaires des superpuissances, ont nécessairement influencé les positions de l'URSS et des États-Unis sur les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. À cet effet, la doctrine de représailles massives, qui plaçait l'arme nucléaire au cœur des relations américano-soviétique, explique bien l'absence de négociations limitatives sur l'arme nucléaire tout au long où elle domina la pensée stratégique américaine. Le concept de destruction mutuelle assurée, quant à lui, explique tout aussi bien les tentatives de limiter les capacités de première frappe (comme les systèmes ABM) tout en permettant le

²⁴¹ Steven J. Zaloga, *op.cit.*, p. 222.

²⁴² Patrick M.Morgan, *op.cit.*, p.29.

²⁴³ Albert Legault et Michel Fortmann, *Proliférations et non-prolifération nucléaires, stratégies et contrôles*, Centre québécois de relations internationales, Québec, 1993, p. 36.

²⁴⁴ *Ibidem*

développement de capacité de seconde frappe, tels les missiles intercontinentaux lancés à partir des sous-marins (SLBM).

En somme, l'URSS et les États-Unis ont navigué au sein du processus menant de la maîtrise des armements au désarmement nucléaire en tentant de limiter la probabilité de voir leur relation dissuasive échouer²⁴⁵ et ce, tout en suivant l'évolution de leur doctrine et de leur posture nucléaire. Le peu de discussions ayant porté, par exemple, sur les armes nucléaires tactiques, pourtant nombreuses, révèle toute l'importance que l'arme nucléaire occupe dans les stratégies militaires. Jamais, tout au long des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, les superpuissances n'ont eu l'idée de limiter ou de se départir de leur capacité nucléaire sous un seuil acceptable, conforme à leur doctrine ou posture nucléaire.

²⁴⁵ Guillaume Parmentier, *op.cit.*, p. 60.

5.2. Les motivations et les impératifs économiques

Les questions d'ordre économique ont toujours été au cœur des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Dans un premier temps, elles s'inscrivent dans un effort considérable de la part des États-Unis et de l'URSS afin de rationaliser les coûts de la course aux armements «en fuyant le surarmement»²⁴⁶, puis d'«épargner les coûts de la dynamique des armes»²⁴⁷ par le biais du désarmement. Dans un second temps, elles s'inscrivent au sein d'un effort de bonne gestion des dépenses militaires, ralentissant considérablement le désarmement nucléaire de plus en plus coûteux et ayant pour objectif de maintenir la capacité financière de moderniser et d'entretenir le reste de l'arsenal toujours considéré comme nécessaire.

La croissance et la décroissance des dépenses militaires ont durant la guerre froide «suivies des variations plus ou moins cycliques qui, pour une période de court ou moyen terme, traduit une adaptation à des conditions internationales transformées»²⁴⁸, en particulier la détente des relations américano-soviétiques et les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. En somme, les dépenses militaires, fortement influencées par le développement, la production, le déploiement et le maintien des armes nucléaires²⁴⁹, ont augmenté considérablement quelques années après la Deuxième Guerre mondiale pour se stabiliser et redescendre quelques peu après la signature du traité SALT²⁵⁰. Elles ont ensuite effectué une montée fulgurante dans la foulée de la crise des Euro missiles et de l'épisode de l'IDS, ce, jusqu'en 1987, pour finalement décroître à nouveau suite à la signature des traités INF, puis START²⁵¹.

La rationalisation de la course aux armements était absolument nécessaire pour les superpuissances. Les premières phases de cette course s'étant réalisées sans retenue et de

²⁴⁶ *Ibidem.*

²⁴⁷ Charles Philippe David, *op.cit.*, p. 312.

²⁴⁸ Jean-Paul Hébert, « Militarisation ou démilitarisation du monde ? », *Recherches internationales*, no. 63, (1-2001), p. 36.

²⁴⁹ Stephen I. Schwartz, *op.cit.*, p. 105-111.

²⁵⁰ Jean-Paul Hébert, *op.cit.*, p. 32.

²⁵¹ *Ibidem*

façon exponentielle, des tentatives limitatives devenaient ainsi essentielles afin d'assurer la pérennité de l'arsenal déployé tout en maintenant à des niveaux jugés respectables l'investissement dans la recherche et le développement des générations ultérieures d'armes. En somme, aux États-Unis seulement,

[...] de 1940 à 1996, le coût total des dépenses nucléaire militaire dépassa les dépenses réunies, pour ces mêmes années, de l'éducation, de l'emploi, des services sociaux, de l'agriculture, des ressources naturelles, de l'environnement, de la recherche en science générale et spatiale, du développement communautaire et régional (incluant les secours humanitaires en cas de catastrophe), de la sécurité publique et de la production énergétique²⁵².

D'autant plus que l'escalade fort dispendieuse de ciblage nucléaire qui caractérise les premières phases de la course aux armements était fondée en grande partie sur un manque de capacités réelles à analyser les forces de l'opposant. En fait, «il n'y eut jamais de consensus sur le nombre d'ogives nécessaires à la dissuasion, ce, même si les estimés des politiciens évaluaient la plupart du temps ce nombre comme étant inférieur aux nombres d'armes déployées»²⁵³. Ainsi, une variété de facteur influant la course aux armements, tel le manque d'information, les rivalités entre divers département des ministères ou secrétariats à la défense ou encore les pressions de compagnies lucratives d'armements (plus particulièrement aux États-Unis)²⁵⁴, conduisent progressivement les États-Unis et l'URSS vers la fin des années 1960, à chercher à mieux planifier l'avenir de leur force nucléaire tout en modernisant leurs forces conventionnelles.

Malgré l'effort de rationalisation de la course aux armements dans les années 1970, l'arsenal nucléaire d'un côté comme de l'autre du rideau de fer avoisine les 25 000 ogives. Pendant ces années (entre 1972 et 1979) où le nombre d'ogives reste sous les 25 000²⁵⁵, les superpuissances (l'URSS dans une moindre mesure) réorientent une part des sommes reliées à la production de matériel fissile et subséquemment celle des ogives elles-mêmes, vers d'autres secteurs militaires et d'autres activités essentielles à l'État. Toutefois, la

²⁵² Richard Butler, *Fatal Choice, Nuclear Weapons Survival or Sentence*, Westview Press, Cambridge, 2003, p. 32.

²⁵³ Stephen I. Schwartz, *op.cit.*, p. 22.

²⁵⁴ *Ibidem*

²⁵⁵ Le nombre d'ogives reste approximativement fixe pour les États-unis mais augmente pour l'Union Soviétique qui profite de cette période pour rattraper les américains.

recrudescence de la confrontation nucléaire, qui suit le réchauffement des relations américano-soviétiques en 1979, propulse le nombre d'ogives comprises dans les arsenaux de l'URSS et des États-unis au-dessus des 63 000²⁵⁶ (voir tableau 2). L'augmentation des dépenses durant cette période est également liée à la modernisation des forces stratégiques²⁵⁷, au déploiement de nouveaux missiles (principalement les SS-20, Pershing 2 et MX) et à la recherche sur la défense anti-missile et l'armement spatial (l'IDS pour les Américains, le système de défense au laser et la navette spatiale Buran pour les Soviétiques). En sommes, en 1987, les coûts astronomiques reliés à l'armement nucléaire (soit à peu près 29% de toutes les dépenses militaires²⁵⁸) vont, malgré les efforts de maîtrise des armements et les négociations sur le désarmement entamé en 1982, amener les budgets de la défense de l'URSS et des États-Unis vers des sommets jusqu'alors inégalés. Or, cette période d'augmentation des dépenses nucléaires militaires coïncide avec l'émergence de fortes pressions politiques d'un des secteurs du secrétariat à la défense et d'une partie de l'industrie de l'armement aux États-Unis pour que le gouvernement effectue une modernisation de ses effectifs conventionnels. De même qu'elle coïncide avec l'évidence que l'économie soviétique, en proie à plusieurs carences depuis le début des années 1970, n'est pas sur la voie d'un redressement.

Dès lors, nous comprenons qu'il existe une dimension économique derrière la volonté de l'URSS et des États-unis de s'engager plus sérieusement dans le processus de désarmement nucléaire à partir de 1986. La signature des traités START et INF, conjugué à la décision américaine de considérablement réduire ses dépenses dans le projet de l'IDS (décision prise dans la foulée de la fin de la Guerre froide et le démembrement de l'URSS) permet effectivement de considérablement diminuer les dépenses militaires dans la décennie 1990. Aux États-Unis, le budget de la défense consacrée aux armes nucléaires passe de 58.9 milliards de dollars en 1990, à 35.3 milliards de dollars en 2000²⁵⁹. Cette réduction de 40 %²⁶⁰ des coûts reliés à l'armement nucléaire et qui inclus les nouvelles dépenses liées au

²⁵⁶ L'URSS est particulièrement tributaire de ce nombre puisque durant cette période, elle augmente ses réserves stratégiques à approximativement 40 000 ogives.

²⁵⁷ La modernisation est plus apparente pour les États-Unis, à cette période, notamment avec les programmes d'amélioration du ciblage des ICBM.

²⁵⁸ Stephen I. Schwartz, *op.cit.*, p. 3.

²⁵⁹ Cindy Williams, *op.cit.*, p. 120.

²⁶⁰ *Ibid*, p. 119.

nettoyage des sites fermés de production de matériel fissile²⁶¹, l'entreposage des ogives démantelées²⁶², et les mesures coopératives de réduction des menaces²⁶³ (*Cooperative Reduction Threat*) à l'endroit de la Russie, dépasse d'une fois et demie la réduction générale du budget de la défense qui, lui, ne chute que de 25%²⁶⁴ pour cette même période. En Russie, la chute des dépenses militaires est beaucoup plus radicale. Ces dernières passent de 203 milliards de 1990 (URSS) à près de 48 milliards de dollars en 1992 (Russie)²⁶⁵.

La contribution du processus de désarmement nucléaire à ce mouvement de contraction des dépenses militaires, bien que constante durant la décennie 1990-2000, s'estompe rapidement au début du nouveau millénaire alors que que «de futures traités de désarmement pourraient même, dépendamment de la façon dont ils se mettent en œuvre, augmenter le coût des dépenses militaires»²⁶⁶. Par exemple, les pourparlers concernant le traité START III entre Boris Yelstin et Bill Clinton, prévoyaient un nouveau système de vérification, potentiellement coûteux, du démantèlement des ogives²⁶⁷. Également, le démantèlement puis la destruction des ogives (contrairement à l'entreposage des ogives sous le traité START I) tel que prévus lors des travaux sur l'éventuel traité START III nécessiterait de nouvelles infrastructures dispendieuses dont la Russie n'a pas les moyens²⁶⁸. Dès lors, les mêmes motivations économiques ayant favorisé le processus de maîtrise des armements puis de

²⁶¹ Stephen I. Schwartz, *op. cit.*, p. 374.

²⁶² *Ibid*, p. 329.

²⁶³ Mesures prises conjointement par les États-Unis et la Russie et d'autres pays (bien que principalement payées par les États-Unis) visant à contribuer à l'effort du gouvernement de Russie dans le démantèlement sécuritaire de ses ogives nucléaires, dans l'entreposage de façon sécuritaire de ces mêmes ogives et dans le but de dissuader l'exode de cerveaux russes ayant contribué au complexe militaro-nucléaire par des moyens positifs tel la création d'emplois. À ce sujet voir Chinchilla A. et Michel Fortmann, *Une défense par d'autres moyens, La coopération russo-américaine en vue de réduire les risques de prolifération nucléaire*, Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale, Direction générale de la sécurité internationale, DFAIT-MAECI, 2001.

²⁶⁴ Cindy Williams ed., *op. cit.*, p. 119.

²⁶⁵ Notons que, pour cette période l'URSS, qui disposait d'une armée de 4 millions d'hommes, réduit ses effectifs à près d'un million sous le drapeau russe. Voir Jean-Paul Hébert, *op. cit.*, p. 22-23.

²⁶⁶ Cindy Williams ed., *op. cit.*, p. 121.

²⁶⁷ *Ibidem*

²⁶⁸ T. Allison Graham, Owen R. Coté Jr., Richard A. Falkenrath, Steven E. Miller, *Avoiding Nuclear Anarchy, Containing the Threat of Loose Russian Nuclear Weapons and Fissile Material*, Center for Science and International Affairs, Cambridge, 1996, p. 43.

désarmement nucléaire, deviennent l'une des causes de son ralentissement, puis de son éventuel blocage.

En 2004, les États-Unis et la Russie sont confrontés à des choix économiques et stratégiques ambivalents. D'une part, les États-Unis doivent faire le choix ou non de s'aventurer plus profondément dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, au risque de ne pas y tirer les dividendes économiques nécessaires à leur précieux projet de NMD. D'autre part, la Russie est confrontée à des intérêts militaro-économiques qui la poussent à effectuer des réductions plus drastiques de ses forces nucléaires stratégiques, au risque de perdre sa capacité de projection compte tenu de l'état de désarroi dans lequel ses moyens conventionnels se trouvent. En définitive, on constate que l'économie influe grandement les États à s'engager de façon positive ou négative dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

5.3. Les motivations et les impératifs sécuritaires

La quête sécuritaire de chaque État a grandement influé (et continuera probablement encore longtemps de le faire) les processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaires. Analysé au niveau international, régional ou intérieur, le niveau de sécurité de chacun de ces environnements façonne le regard que les dirigeants jettent sur leurs armes nucléaires. Le climat dans lequel se planifie et s'opère les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire est capital pour l'État. La détente, les sorties de crises et la stabilité des relations entre les participants sont à cet égard fort propices au démarrage de ces processus. La relation inverse est également observable. D'ordinaire, les États susceptibles de sortir de crise ou de renforcer leur sécurité par le biais d'un processus de maîtrise des armements ou d'un désarmement nucléaire, trouvent généralement un puissant incitatif à participer à ces processus. En revanche, le manque de mesures de confiance, d'ordre dans la structure sécuritaire régionale ou internationale et de capacités à gérer de façon sécuritaire le désarmement, sont autant de facteurs risquant de freiner voir même d'inverser les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire.

Des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire sont susceptibles d'apporter aux participants une meilleure connaissance de leurs ennemis. Il assure un dialogue entre les belligérants par lequel il devient possible de connaître les motivations de ceux avec qui s'entretient la relation dissuasive. La connaissance politique de l'opposant transforme ainsi la maîtrise et les réductions d'armements nucléaire en dividendes sécuritaires. C'est le cas entre les États-Unis et l'URSS particulièrement après la crise des fusées en 1962 et la tension du début des années 1980.

Ces processus permettent également à l'État possédant un arsenal nucléaire de conserver le contrôle sur la dynamique des armes ou encore de ne pas succomber à son emprise qui, ultimement, peut mener à un échec de la dissuasion. Dans le cadre d'une relation dissuasive bilatérale, les États participant à ces processus se sécurisent alors en réduisant l'importance de l'arme nucléaire dans leur relation, en maintenant un contrôle sur la dissuasion nucléaire et en réduisant les risques de conflit nucléaire par inadvertance. Pour les cas de désarmement nucléaire unilatéral comme celui de l'Afrique du Sud, la réduction de la valeur de l'arme nucléaire dans la politique de défense de ce pays, au moment de la stabilisation de sa relation avec ses voisins, assure dans une certaine mesure, qu'il ne se développera pas, au niveau régional, des tentations à développer pareil armement. Parallèlement, le désarmement permet à l'Afrique du Sud de faciliter sa réintroduction dans le concert des nations²⁶⁹. De même que le désarmement assure au pouvoir en place en 1991 que les armes nucléaires sud-africaines ne seront pas vendues à des intérêts en conflits avec l'establishment sud-africain d'Apartheid, une fois le pouvoir dans les mains de l'ANC²⁷⁰. Dans les cas unilatéraux comme bilatéraux, une relative sécurité est obtenue en accordant à l'arme nucléaire une valeur moindre.

S'il est vrai que des motivations sécuritaires incitent les États à s'engager dans, ou à poursuivre, des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, ces mêmes motivations peuvent également les encourager à abandonner ces processus. C'est le cas par exemple lorsqu'une combinaison de facteurs convainc un État que la poursuite du désarmement nucléaire peut, à terme, menacer sa sécurité nationale.

²⁶⁹ T.V. Paul, *Power versus Prudence, Why Countries Forgo Nuclear Weapons*, McGill-Queens University Press, Montréal, 2000, p. 116.

²⁷⁰ Mitchell Reiss, *op.cit.*, p. 7.

Le désarmement nucléaire et la maîtrise des armements supposent d'intenses négociations qui amènent les belligérants à se décrire mutuellement leur posture stratégique. Or, il n'existe à ce jour aucun moyen de vérifier les informations fournies, lors des négociations, par chacun des participants au processus en question²⁷¹. Par exemple, «si la Russie décidait de cacher une partie de son arsenal et de déclarer un nombre moindre, il n'y aurait aucun moyen de détecter la fraude»²⁷². Ainsi, un éventuel traité de désarmement l'avantagerait dangereusement par rapport aux États-Unis. L'incertitude quant aux quantités réelles de matières fissiles entreposées par chaque belligérant provoque une situation similaire. Dans le cas de la Russie dont on estime qu'elle possède 145 tonnes de matières fissiles, une erreur d'estimation de 20% reviendrait à dire qu'il est possible qu'elle possède 25 tonnes de plus. Or, 25 tonnes d'uranium enrichi ou de plutonium correspondent à un peu plus de 5 000 ogives nucléaires²⁷³.

Le désarmement nucléaire implique un démantèlement des vecteurs balistiques, un entreposage sécuritaire des ogives et un nettoyage des infrastructures abandonnées. Naturellement, la rigueur est de mise dans l'accomplissement de ces tâches. Autrement, les risques sont grands que surviennent des vols de matière fissiles ou encore des catastrophes environnementales. Or, c'est précisément le cas en Russie, qui visiblement n'a ni les moyens de son arsenal nucléaire, ni ceux de son démantèlement. Pire, qu'en est-il de l'arsenal nucléaire tactique de l'ex-URSS ? La Russie a-t-elle vraiment rapatrié tous les obus nucléaires entreposés dans les autres républiques soviétiques ? Sait-elle seulement, avec exactitude, combien de ces obus facilement transportables, elle possède ? Voilà autant de questionnements qui n'ont rien pour rassurer les États-Unis et qui, malheureusement, attirent l'attention de plusieurs individus et organisations mal intentionnés. Bien qu'il soit reconnu que le risque de vol nucléaire soit surévalué, à elle seule, «la police fédérale criminelle allemande (la Bundeskriminalamt), a enregistré 84 saisis de matériel nucléaire radioactif et

²⁷¹ C. Paul Robinson et Kathleen C. Bailey, «To Zero or Not to Zero : A US Perspective on Nuclear Disarmament», dans *Security Dialogue*, 1997, Vol. 28(2), p. 149.

²⁷² *Ibid*, p. 154.

²⁷³ *Ibid*, p. 155.

pas moins de 576 offres pour la vente de ce type de matériel pour les années 1992 à 1996»²⁷⁴. Cette situation, pour le moins déconcertante, est d'ailleurs à la base des projets et mesures coopératives de réduction des menaces des sénateurs américains Sam Nunn et Richard Lugar²⁷⁵.

Ces risques conjugués, au climat international post 11 septembre, provoquent une véritable paranoïa de l'attentat nucléaire. D'ailleurs, plusieurs auteurs s'entendent pour dire que malgré la diminution du risque de guerre nucléaire depuis la fin de la Guerre froide, «celui d'une détonation nucléaire sur le sol américain a augmenté»²⁷⁶. Certains vont même jusqu'à décrire l'utilisation d'une arme nucléaire par un groupe terroriste comme «le seul scénario vraisemblable d'utilisation d'une arme nucléaire»²⁷⁷. En considérant le contexte international, beaucoup moins structuré qu'au temps de la Guerre froide, la dissuasion semble alors procurer aux États-Unis et à la Russie plus de stabilité et de sécurité que les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Dès lors,

[...] le sentiment de confiance qui résulte de la possession d'un arsenal nucléaire ne peut qu'être amoindri par la fragilité des traités de réduction nucléaire qui ne font, au mieux, qu'améliorer les relations entre États et au pire, ne servent absolument à rien. Allez vers le zéro nucléaire ou faire de subséquentes réductions dans les arsenaux nucléaires n'est pas dans l'intérêt national des États-Unis²⁷⁸.

5.4. Conclusion

Les superpuissances (et, dans une moindre mesure, d'autres États nucléaires) se sont engagées dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaires pour des raisons stratégiques, économiques et sécuritaires. Leurs motivations à s'impliquer dans ces processus étaient essentiellement dictées par leurs soit disant intérêts nationaux. Cette implication, bien qu'elle concorde historiquement avec les requêtes de la société civile pour

²⁷⁴ W. Lee III Rensselear, *Smuggling Amargeddon, The Nuclear Black Market in the Former Soviet Union and Europe*, St. Martin's Griffin, New York, p. 3.

²⁷⁵ Martin Schram, *Avoiding Armageddon, Our Future, Our Choice*, Basic Books, New York, 2003, p. 86.

²⁷⁶ T. Allison Graham, Owen R. Coté Jr., Richard A. Falkenrath, Steven E. Miller, *op. cit.*, p. 3.

²⁷⁷ Richard A. Falkenrath, Robert D. Newman et Bradley A. Thayer, *America's Achilles' Heel, Nuclear, Biological, and Chemical Terrorism and Covert Attack*, Center for Science and International Affairs, Cambridge, 1998, p. 4.

²⁷⁸ C. Paul Robinson, et Kathleen C. Bailey, *op.cit.*, p.156.

un désarmement nucléaire, ne partage toutefois pas les mêmes fondements que ces dernières. Ainsi, mises à part les arguments en faveur de la paix et contre les armes nucléaires en général, défendus par les dirigeants des superpuissances lors des sommets et devant les médias, rien dans l'approche partagée par les États à l'égard de la maîtrise des armements ou du désarmement nucléaire, ne laisse présager une quelconque motivation d'ordre humanitaire.

Parallèlement, il semble évident que les motivations étatiques ayant servi de tremplin aux processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire ont été à la base du renoncement des États à l'égard de ces mêmes processus. Force est de constater qu'en ce qui concerne les armes nucléaires, la *Raison d'État*, les notions d'intérêt national et celle de sécurité nationale, qui n'ont de sens qu'au sein des visions réalistes des relations internationales, sont prioritaires.

CHAPITRE VI

LE REALISME ET LES PROCESSUS DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS ET DE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Après avoir exposé comment se sont articulés les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, nous exposerons, dans ce dernier chapitre, les liens qu'entretiennent ces processus avec le concept de sécurité traditionnelle, clé de voûte du réalisme en relations internationales. Ce chapitre, qui conclut l'analyse comparative des fondements du concept de désarmement nucléaire et des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, démontre que la mise en œuvre de ces processus, s'est opérationnalisée à l'intérieur des limites «des prémisses réalistes et rationalistes qui font de la sécurité un enjeu essentiellement politico-militaire»²⁷⁹ relevant de l'État. Ainsi, c'est en ayant en tête la «préservation de leur souveraineté et la maximisation de leurs intérêts propres»²⁸⁰ que les États se sont engagés dans la maîtrise des armements, puis dans la réduction de leur force stratégique. L'attitude adoptée par les États à l'endroit de ces processus se révèle donc essentiellement stato-centrique, militariste et *survivaliste*.

C'est également pour ces mêmes raisons qu'ils ont, au tournant du dernier millénaire, abandonné ces processus essentiellement multilatéraux au profit d'une approche plus unilatérale, axée sur la conservation et la modernisation de leur capacité stratégique, ainsi que sur le développement de nouveaux moyens de défense anti-missile.

Selon la pensée réaliste, le caractère anarchique du système international fait que «l'État doit assurer lui-même sa survie et sa sécurité contre la menace virtuelle que représente tout autre

²⁷⁹ Isabelle Masson, *op.cit.*, p. 163.

²⁸⁰ *ibidem*

État»²⁸¹. Poussé à se protéger dans ce climat de perpétuelle méfiance, ses capacités militaires sont, en quelques sortes, «le baromètre»²⁸² de sa puissance étatique. Ces capacités militaires incluent naturellement toutes les dimensions essentielles à la capacité qu'a l'État de se défendre, telle la démographie, les technologies, l'économie, la diplomatie ou encore le territoire²⁸³. Possédant le monopole de la violence légitime, l'État ne compte pas sur d'autres acteurs du système international pour l'aider à se sécuriser.

6.1 L'État et ses soit disant «intérêts nationaux».

Les premiers indices d'un lien entre la vision de la sécurité des théories réalistes et néo-réalistes en relations internationales et la façon dont les États se sont engagés dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire apparaît lorsque nous analysons l'approche stato-centrique axée sur la projection des intérêts nationaux au cœur de ces processus. Les États-Unis, l'URSS puis la Russie se sont engagés pratiquement seuls dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Hormis le *Partial Test Ban Treaty*, dans lequel la Grande-Bretagne s'est impliquée et le TNP, au sein duquel tous les États, y compris ceux non nucléaires ont joué un rôle, la maîtrise des armements et subséquemment le désarmement nucléaire a été l'affaire des deux superpuissances. Par conséquent, ces processus ont largement été façonnés en fonction des impératifs de ces seuls États.

De même, à l'inverse de la construction du concept de désarmement nucléaire, où l'apport provenait de toutes les sphères de la société, les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire n'ont pas réellement impliqué la société civile (sauf dans le cas de l'extension du TNP en 1995). Les mouvements pacifistes des années 1980, réclamant un gel nucléaire puis un désarmement pour des raisons essentiellement humanitaires, n'ont jamais été consultés ni n'ont pris part à une quelconque activité relevant de ces processus.

²⁸¹ Hélène Viau, *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : Quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*, CÉPES-UQAM, Montréal, 2000, p. 32.

²⁸² *ibidem*

²⁸³ *ibidem*

L'exclusivité sur ces processus permet donc aux États participants de n'avoir qu'à se préoccuper de leurs prétendus intérêts nationaux, qui sont par extension, ceux de sa propre population puisque l'État, dans la vision réaliste, est le seul «représentant légitime de la volonté collective»²⁸⁴.

En fonction de l'approche réaliste, il est dans l'intérêt national d'un État de mettre en œuvre des moyens politiques, économiques, technologiques et militaires afin d'assurer «le maintien de la nation et la souveraineté de celle-ci»²⁸⁵. Dans le cadre de la guerre froide, la course aux armements illustre l'accumulation de moyens militaires et technologiques pour assurer la survie de l'État, plus particulièrement celle des superpuissances. De même que la codification de la course aux armements exprimait la mise en œuvre, par ces mêmes États, de moyens politiques afin de contrer les risques de guerre occasionnés par la perte de contrôle de cette course aux armements. D'autant plus que cette perte de contrôle, à terme, risquait de priver inutilement l'État, d'un nombre de moyens économiques nécessaires à l'accumulation de biens matériels, tout autant dans le soit disant intérêt national de l'État.

Le processus de désarmement nucléaire devint chancelant vers la fin des 1990 parce qu'il devenait moins évident que celui-ci servait les intérêts nationaux de la Russie et des États-Unis. Reconnaisant la dissuasion «comme pouvant être extrêmement avantageuse»²⁸⁶, ces États vont tranquillement se désengager du processus de désarmement nucléaire avant qu'il ne les brime dans leur capacité de projeter leur puissance, qu'ils estiment toujours dans leur intérêt national mythique. De même que pour le projet américain de NMD, qui est mis en œuvre parce qu'il revêt une importance particulière, dans l'optique où l'incertitude règne quant aux capacités réelles d'États nucléaires émergents et qui ne sont pas nécessairement alignés politiquement et stratégiquement sur les États-Unis²⁸⁷.

²⁸⁴ John Baylis et Steve Smith, *The Globalization of World Politics, an Introduction to International Relations 2nd edition*, Oxford University Press, Oxford, 2001, p. 143.

²⁸⁵ Chantal Robichaud, «L'intérêt national» dans Macleod, Alex, Evelyne Dufaut et Frédéric Guillaume Dufour, *op.cit.*, p. 85.

²⁸⁶ Keith B Payne, *Deterrence in the Second Nuclear Age*, The University Press of Kentucky, Lexington, 1996, p. 156.

²⁸⁷ *Ibid*, p. 143.

6.2 L'État et ses capacités militaires

Dans une perspective réaliste, la puissance est considérée comme une fin en soi ou comme un moyen d'atteindre la sécurité²⁸⁸. Dans les deux cas, elle s'exprime avant tout en des termes militaires. «Vient ensuite toutes capacités soutenant indirectement l'effort militaire»²⁸⁹, ce qui par conséquent ne laisse pas grand place à d'autres facteurs, tels l'émancipation de l'être humain ou encore la protection environnementale.

Or, dans les processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaire, il ne fut question que de posture stratégique, de quantité d'armes nucléaires dans les arsenaux et de type d'armements. L'être humain s'y trouve complètement évacué. Sa sécurité, intégralement aux mains de l'État, semble dépendre, plus qu'elle n'est menacée, par ces types d'armements auxquels les États s'accrochent. Cette détermination des États, principalement les superpuissances, à opérer la maîtrise des armements et le désarmement nucléaire exclusivement en fonction d'une rhétorique stratégique, éloigne considérablement ces processus des fondements sur lesquels repose le concept de désarmement nucléaire. Si bien, qu'à cet égard, il ne serait pas audacieux de mettre en perspective le terme utilisé de «processus de désarmement nucléaire» au profit d'un autre terme, plus approprié tel le «processus de réduction des forces nucléaires».

Bien que la Guerre froide soit terminée, l'arme nucléaire semble tout aussi pertinente qu'elle l'était alors. Sa délégitimation annoncée²⁹⁰ est une réalité lointaine. Bien que les politiciens et les experts aient longtemps affirmé que l'arme nucléaire ne servait qu'à dissuader l'arme nucléaire, les États-Unis tout comme la Russie conçoivent aujourd'hui son utilisation dans un éventail moins restreint de possibilités incluant, entre autres, celle de l'utiliser pour répondre à d'autres types d'armes de destruction massive ou même à une offensive conventionnelle²⁹¹.

²⁸⁸ Sean M. Lynn Jones, «Realism and Security Studies», dans Snyder, Craig A., *Contemporary Security and Strategy*, Routledge, New York, 1999, p. 55.

²⁸⁹ Terry Terriff, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan, *op.cit.*, p.39.

²⁹⁰ Xavier De Villepin, «Dissuasion et désarmement nucléaires : compatibilité et complémentarité», dans *La Revue Internationale et Stratégique*, no. 30 été 1998, p. 29.

²⁹¹ Josef Goldblat, «How Safe Are States without Nuclear Weapons ?», dans *Security Dialogue*, 1995, Vol. 26(3), p. 263.

L'attachement des États-Unis et de la Russie à continuellement chercher de nouveaux rôles à l'armement nucléaire témoigne de l'inhabilité de ces États à imaginer la sécurité en termes autres que militaires. De même, il renforce les doutes que «durant la guerre froide, les puissances nucléaires aient envisagés sérieusement, à un moment ou à un autre, la possibilité de renoncer aux armes nucléaires»²⁹², ce malgré la révolution des affaires militaires qui a grandement rehaussé le potentiel des armes classiques.

«Pendant la Guerre froide, le nombre d'armes nucléaires manufacturées par les États-Unis et l'URSS dépassa largement le nombre requis pour que la dissuasion soit plausible»²⁹³. En fait, la dynamique des armes a probablement dominé tout le long de la guerre froide et ce même lors des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, comme en témoigne le flot ininterrompu de vagues de modernisation des arsenaux dans lesquels les États-Unis, l'URSS puis la Russie se sont lancés. Le déploiement de nouveaux vecteurs balistiques, tel le missile russe TOPOL-M en 2004, démontre que pour les États, bien que

[...] toute entreprise de désarmement a pour justification de renforcer la sécurité collective [...] il va de soi qu'un désarmement nucléaire complet ou même excessif ferait en réalité disparaître- ou en tout cas, affaiblirait – les bénéfices de la dissuasion, réduisant ainsi la stabilité internationale.²⁹⁴

Dès lors, nul doute ne peut exister sur l'approche militariste avec laquelle les États ont abordée les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. Pour l'heure, les États nucléaires considèrent que «les armes classiques, quelle que puisse être leur précision, ne pourront avoir une puissance - et donc une valeur dissuasive - comparable²⁹⁵» à l'arme nucléaire. Fondamentalement ancrés dans une perspective relevant du concept de sécurité traditionnelle, les États nucléaires démontrent également que pour eux, «les concepts de dissuasion et de suffisance gardent, après l'effondrement soviétique, leur pertinence contre tout agresseur potentiel»²⁹⁶.

²⁹² *ibidem*

²⁹³ John D. Steinbruner, *Principles of Global Security*, Brookings institution, Washington, 2000, p. 38.

²⁹⁴ Xavier De Villepin, *op.cit.*, p. 28.

²⁹⁵ *Ibid*, p. 32.

²⁹⁶ *Ibid*, p. 30

6.3 La méfiance des États et la notion de «*saave qui peut*»

La course aux armements, le processus de maîtrise des armements et le processus de désarmement nucléaire ont tous la caractéristique particulière de s'être déroulés au sein d'un climat de méfiance. Pour les superpuissances, la maîtrise des armements et le désarmement nucléaire étaient l'une des seules façons relativement fiables de communiquer entre eux. Du moins, par le biais de ces processus, chacun sentait son adversaire, naturellement aucunement obligé à une quelconque bonne volonté, plus enclin au dialogue véritable. Vue l'absence d'autorité supranationale, rien, habituellement, ne peut limiter la compétition de tous contre tous. Ce qui par conséquent tend à mener tout État vers une quête de puissance garante de sécurité et donc de survie, propice au secret d'État, à la désinformation et à la suspicion.

Considérant d'une part, l'absence d'éthique et de morale en relations internationales et, d'autre part, que «la paix n'est qu'une particularité temporaire du système international basé sur un équilibre approximatif de la puissance étatique»²⁹⁷, les participants aux processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire s'y engagèrent avec une extrême prudence. L'ignorance des capacités de l'adversaire, essentiellement la source de la course aux armements puis, dans une certaine mesure, du développement du concept de MAD, incitait non seulement à la prudence, mais également à une attitude foncièrement trompeuse. Ainsi, de traité en traité, bien que les participants s'affichent de bonne foi, ils mènent néanmoins les négociations en tentant de gagner l'avantage sur l'autre. En somme, «le processus de réduction des armes stratégiques, supposé suivre et amplifier les SALT, s'est principalement déroulé selon une logique de guerre froide»²⁹⁸.

L'analyse des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire peut être éloquent lorsque l'on omet de considérer l'attitude avec laquelle les grandes puissances ont géré ces processus. Toutefois, plus de scepticisme dans cette analyse mène rapidement à constater, dans le cadre du traité START par exemple, que

²⁹⁷ Scott Burchill et Al, *op.cit.*, p. 81.

²⁹⁸ François Géré, *La sortie de guerre*, Les États-Unis et la France face à l'après-Guerre froide, Institut de stratégie comparée, Paris, 2002, p. 152.

Le traité de 1991 reste un pur produit de la confrontation. Asymétrie de la nature des systèmes d'armements, parité des forces. L'ensemble est dominé par le concept-clé de stabilité stratégique, auquel les militaires soviétiques se montrent très attachés. Derrière ce vocable, chacun se garde de mettre la même réalité. De plus, les nombres ne sont qu'apparences, masquant de très complexes règles de décompte (*discounting rules*). Le chiffre affiché de 6000 charges s'en trouve biaisé. La réalité se situe aux alentours de 9000/9500 charges²⁹⁹.

En fait, d'un traité à l'autre, les superpuissances éliminent des systèmes désuets, sachant qu'ils seront remplacés par d'autres déjà testés ; ils faussent les données ou les interprètent différemment ; ils acceptent les conditions tout en demandant des révisions sur celles auxquelles ils ont déjà souscrites. Ceci d'autant plus qu'aucun des traités signés jusqu'ici, n'a encore introduit, en bonne et due forme, le principe de non réversibilité du désarmement par lequel une ogive ne se verrait pas simplement démantelée et entreposée, mais bien détruite, la matière fissile recyclée afin de ne plus jamais pouvoir servir à une arme nucléaire

Les traités souscrits dans le cadre des processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaire ne sont pas éternels. Au contraire, les États y restent engagés tant qu'ils en tirent un quelconque bénéfice. Lorsque ces derniers disparaissent, ou que l'État participant sent qu'en se dégageant des contraintes de ces traités, il y trouve une opportunité de s'échapper avec avantage de l'équilibre des forces, rien ne peut formellement l'en empêcher. C'est d'ailleurs le cas en 2002 lorsque les États-Unis se retirent du traité ABM afin de mettre sur pied, légalement, leur projet de NMD. Dès lors, la Russie annonce qu'elle ne se sent plus liée à ses obligations souscrites sous START II, renvoyant de même coup plusieurs années de négociation aux oubliettes.

Chacun des traités issus de ces processus traduit autant une volonté d'échapper victorieusement à l'équilibre des forces qu'une volonté à sécuriser celle-ci. Dès lors la méfiance avec laquelle les superpuissances ont abordé ces processus devient toute évidente, résultat du *self-help* dont les États se considèrent les victimes. Abandonnés au profit de mesures unilatérales témoignant toujours plus de cette implication de mauvaise foi, les

²⁹⁹ Ibid, p. 153.

processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire sont aujourd'hui laissés à la discrétion des États nucléaires.

6.4 Conclusion

L'état des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire est, en 2005, largement tributaire de la façon dont les États, en particulier les superpuissances, ont géré ces processus. «Le futur nucléaire est de loin moins bénin qu'il ne le semble»³⁰⁰, conséquence de l'attitude stato-centrique, militariste et suspicieuse relevant d'une vision traditionnelle de la sécurité par laquelle les États-Unis, l'URSS puis la Russie ont planifié leur participation puis leur abandon de ces processus.

En regardant en avant dans les vingt prochaines années et ce en se concentrant sur les tendances actuelles, nous devons conclure que les possibilités d'un contrôle des armements nucléaires se sont détériorées dans les dernière années de la décennie 1990 sans pour autant laisser de signe annonçant une amélioration prochaine de ces tendances. La perception répandue que les armes nucléaires sont d'un intérêt moindre est fondamentalement erronée – le danger – d'une attaque nucléaire globale entre les deux superpuissances a diminué, mais la possibilité que nous soyons sur la route d'un monde sans armes nucléaires ou d'un monde où les armes nucléaires sont effectivement maîtrisées, reste minime³⁰¹.

Force est de constater qu'en définitive, les processus que sont la maîtrise des armements et le désarmement nucléaire ont de par leur mise en œuvre, contribué à la reproduction d'un *statu quo* propre à l'équilibre des forces si chère au paradigme rationaliste en relations internationales. Dans cette optique, la vision critique d'un désarmement nucléaire est inexistante. Aux yeux des études critiques de la sécurité, la Guerre froide, au sein de laquelle ces processus s'intègrent historiquement et philosophiquement, s'illustre par le biais «d'un extraordinaire gaspillage de ressources humaines et économiques»³⁰², largement imputable à l'approche réaliste des relations internationales.

³⁰⁰ Paul Rodgers, *op.cit.*, p. 56.

³⁰¹ Paul Rodgers, *op.cit.*, p.57.

³⁰² *Ibid*, p. 38.

CONCLUSION

Force est de constater que les acteurs participant au processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, partageaient une vision traditionnelle de la sécurité relevant de la théorie réaliste en relations internationales. La construction abusive des arsenaux, un processus de maîtrise des armements qui ne limite que superficiellement ces mêmes arsenaux et un désarmement nucléaire pour le moins évasif, témoignent de la volonté affichée par les États nucléaires, de continuellement chercher à maximiser leur puissance dans un environnement international considéré comme anarchique.

Les impératifs d'ordre stratégique, économique et sécuritaire qui motivèrent l'implication, puis le désengagement, des États nucléaires de ces processus, révèlent leurs ambitions à mieux préparer la guerre afin d'obtenir la paix. De même qu'ils trahissent les préoccupations *survivalistes* des États, plaçant la sécurité, surtout militaire, au cœur de leur raison d'être.

En d'autres termes, la course aux armements et les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire semblent s'inscrire au cœur d'une rhétorique sécuritaire traditionnelle. Celle-ci est conditionnée par une incontrôlable compétition d'accumulation de moyens militaires issue du dilemme de sécurité qui préconise l'usage de la force en l'absence d'autorité supranationale et de morale en relations internationales³⁰³.

Il semble également que cette approche réaliste des États à l'égard des processus de maîtrise des armements et de désarmements nucléaire diffère grandement de celle qui fut utilisée par l'ensemble des acteurs ayant contribué au concept de désarmement nucléaire. Alors que l'approche des États nucléaires dans ces processus incline en faveur du *statu quo*, les idées et

³⁰³ Terry Terriff, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan, *op. cit.*, p. 54

fondements sur lesquels repose le concept de désarmement nucléaire appellent, quant à eux, à une refonte de la pratique politique mondiale.

Ni les visées humanistes, ni celles pacifistes, pourtant au cœur de l'idée du concept de désarmement nucléaire, ne se reflètent dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire. De même, la dimension inclusive observée dans l'édification du concept de désarmement nucléaire et par lequel toutes les sphères de la société civile participent à l'élaboration du concept, est totalement évacuée de la mise en œuvre de la maîtrise des armements et du désarmement nucléaire. Ces derniers processus restèrent, tout au long de leur déroulement, sous l'emprise exclusive des États.

Bien que la société civile ait continué jusqu'à tout récemment à proposer des alternatives crédibles dans le déroulement des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, celles-ci restent dans l'ensemble ignorées par les États nucléaires, maîtres d'une sécurité qui ne conçoit pas l'émancipation de l'être humain comme un objectif à atteindre. Mêmes les propositions les plus «réalistes» émanant de la société civile et appelant à un renoncement des postures actuelles d'alerte des forces nucléaires, à une limitation du rôle politique accordé à l'arme nucléaire ou encore au rejet des politiques de premier emploi ou des menaces de frappes préemptives³⁰⁴, sont ignorées par les États nucléaires.

Dès lors, la dichotomie entre la façon dont le désarmement nucléaire fut pensé et celle par laquelle il se mit en œuvre est révélatrice. Comment imaginer que le désarmement nucléaire se réalise avec succès lorsque les motivations de sa mise en œuvre vont à l'encontre de celles fondant son idée ? Comment peut-on penser que les processus que sont la maîtrise des armements et le désarmement nucléaire auront un avenir reluisant, alors que la vision de la sécurité que partagent ses participants appelle à un ralentissement, voire à un abandon de ces processus. Dans cette perspective sécuritaire traditionnelle, où «les armes nucléaires restaurent la clarté et la simplicité perdues à la fin de la bipolarité»³⁰⁵ et où l'arme nucléaire

³⁰⁴ À cet égard voir le processus de désarmement nucléaire proposé dans Harold A. Feiveson, ed., *The Nuclear Turning point, A blue print for Deep Cuts and De-Alerting of Nuclear Weapons*, Brooking institutions, Washington, 1999.

³⁰⁵ Scott D. Sagan et Kenneth N. Waltz, *op.cit.*, p. 15.

apparaît comme garante de la paix, il semble souhaitable de considérer sa prolifération horizontale³⁰⁶ plutôt que son abolition.

Ainsi, la vision traditionnelle de la sécurité, que partagent les acteurs impliqués dans les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, limite leurs capacités tout comme leur volonté à abolir ce type d'armement. La vision critique de la sécurité sur laquelle se fonde le concept de désarmement nucléaire n'est pas partagée par les puissances nucléaires. L'opérationnalisation des processus de maîtrise des armements et désarmement nucléaire, sous la tutelle des puissances nucléaires, s'apparente davantage à une forme de réduction opportuniste qui instrumentalise l'intérêt national de l'État participant, qu'à une réelle volonté de se défaire de ce type d'armement.

C'est précisément pour cette raison, que plus de trente-cinq ans après la signature du TNP, les États ne se sont toujours pas soumis à leurs obligations souscrites au sein de l'article VI et qui stipulent que les pays nucléaires ont l'obligation de s'engager de bonne foi dans le processus irréversible devant conduire au désarmement général et complet des armes nucléaires. À l'image de la participation toujours plus active de la société civile dans les relations internationales, cette dernière pourrait ainsi se révéler une excellente source d'inspiration afin de remettre les processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire sur la bonne voie. Leurs implications, quelles qu'en soient les formes, revigoreront ces processus chancelants et rapprocheraient, sans aucun doute, la mise en œuvre de ces processus des fondements originels sur lesquels repose le concept de désarmement nucléaire. La société civile n'a-t-elle pas, d'ailleurs, contribué positivement aux processus de prolongation du TNP et à la convention d'Ottawa portant sur l'élimination des mines anti-personnelles ? Aucune raison ne saurait justifier sa mise à l'écart des processus de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire, si ce n'est une volonté que ces processus ne mènent pas au désarmement nucléaire général et complet.

³⁰⁶ *Ibid*, p. 45

Tableau 1 : Comparaison des vecteurs nucléaires stratégiques américains et soviétiques entre 1945 et 1999³⁰⁷.

Année	États-unis			URSS		
	ICBM	SLBM	Bombardiers	ICBM	SLBM	Bombardiers
1945	-	-	15	-	-	-
1946	-	-	125	-	-	-
1947	-	-	270	-	-	-
1948	-	-	473	-	-	-
1949	-	-	447	-	-	-
1950	-	-	462	-	-	-
1951	-	-	569	-	-	-
1952	-	-	660	-	-	-
1953	-	-	720	-	-	-
1954	-	-	1,035	-	-	-
1955	-	-	1,260	-	-	-
1956	-	-	1,470	-	-	40
1957	-	-	1,605	-	-	53
1958	-	-	1,620	-	6	85
1959	6	-	1,545	-	33	105
1960	12	32	1,515	2	30	121
1961	57	80	1,395	10	57	133
1962	203	144	1,306	36	72	138
1963	597	160	1,055	99	72	150
1964	907	320	785	191	72	173
1965	854	384	650	281	75	163
1966	1,004	560	575	416	78	159
1967	1,054	656	558	818	87	159
1968	1,054	656	481	1,017	138	159
1969	1,054	656	399	1,274	221	157
1970	1,054	656	390	1,472	317	157
1971	1,054	656	377	1,519	407	157
1972	1,054	656	457	1,504	503	157
1973	1,054	656	423	1,462	595	157
1974	1,054	656	396	1,367	679	157
1975	1,054	656	396	1,469	771	157
1976	1,054	656	382	1,483	849	157
1977	1,054	656	382	1,333	972	157
1978	1,054	656	376	1,251	1,002	157
1979	1,054	656	376	1,395	993	157
1980	1,054	592	376	1,338	990	157
1981	1,054	512	376	1,368	1,038	157
1982	1,049	520	328	1,398	990	157
1983	1,040	544	297	1,368	978	167
1984	1,030	592	297	1,353	982	160
1985	1,020	600	297	1,371	980	160
1986	1,005	616	312	1,370	948	160
1987	1,000	640	361	1,418	962	155
1988	1,000	608	318	1,393	963	170
1989	1,000	592	311	1,379	949	160
1990	1,000	608	267	1,297	908	127
1991	550	480	209	934	832	102
1992	550	488	158	905	628	104
1993	550	336	159	859	520	107
1994	580	360	157	782	456	110
1995	575	384	122	753	440	113

³⁰⁷ Construit à partir des données provenant du site du *Natural Resource Defense Council* (NRDC), voir : <http://www.nrdc.org/nuclear/nudb/datab1.asp>

Tableau 2 : Évolution historique du nombre d'ogives nucléaires au sein des arsenaux des cinq puissances nucléaires de 1947 à 2002³⁰⁸.

Année/Traité	États-Unis	URSS	GB	France	Chine	Total
1947	32	--	--	--	--	32
1948	110	--	--	--	--	110
1949	235	1	--	--	--	236
1950	369	5	--	--	--	374
1951	640	25	--	--	--	665
1952	1,005	50	--	--	--	1,055
1953	1,436	120	1	--	--	1,557
1954	2,063	150	5	--	--	2,218
1955	3,057	200	10	--	--	3,267
1956	4,618	426	15	--	--	5,059
1957	6,444	660	20	--	--	7,124
1958	9,822	869	22	--	--	10,713
1959	20,434	1,605	30	--	--	22,069
1961	24,111	2,471	50	--	--	26,632
1962	27,297	3,322	205	--	--	30,823
1963	29,249	4,238	280	--	--	33,767
1964	30,751	5,221	310	4	1	36,287
1965	31,642	6,129	310	32	5	38,118
1966	31,700	7,089	270	36	20	39,105
1967	30,893	8,339	270	36	25	39,563
1968	28,884	9,399	280	36	35	38,633
1969	26,910	10,538	308	36	50	37,841
1970	26,119	11,643	280	36	75	38,153
1971	26,365	13,092	220	45	100	39,822
1972 SALT	27,296	14,478	220	70	130	42,193
1973	28,335	15,915	275	116	150	44,791
1974	28,170	17,385	325	145	170	46,195
1975	27,052	19,055	350	188	185	46,830
1976	25,956	21,205	350	212	190	47,913
1977	25,099	23,044	350	228	200	48,920
1978	24,243	25,393	350	235	220	50,441
1979 SALT II	24,107	27,935	350	235	235	52,862
1980	23,764	30,062	350	250	280	54,706
1981	23,031	32,049	350	275	330	56,035
1982	22,937	33,952	335	275	360	57,859
1983	23,154	35,804	320	280	380	59,938
1984	23,228	37,431	270	280	415	61,623
1985	23,135	39,197	300	360	425	63,416
1986	23,254	40,723	300	355	425	65,056
1987 INF	23,490	38,859	300	420	415	63,484
1988	23,077	37,333	300	410	430	61,549
1989	22,174	35,805	300	410	435	59,124
1990	21,211	33,417	300	505	430	55,863
1991 START	18,306	28,595	300	540	435	48,176
1992	13,731	25,155	300	540	435	40,161
1993 START II	11,536	21,101	300	525	435	33,897
1994	11,012	18,399	250	510	450	30,621
1995	10,953	14,978	300	500	400	27,131
1996	10,886	12,085	300	450	400	24,121
1997	10,829	11,264	260	450	400	23,203
1998	10,763	10,764	260	450	400	22,637
1999	10,698	10,451	185	450	400	22,184
2000	10,615	10,201	185	450	400	21,851
2001	10,491	9,126	200	350	400	20,567
2002 SORT	10,640	8,600	200	350	400	20,190

³⁰⁸ Données provenant du site Internet *Nuclear files* : <http://www.nuclearfiles.org>, SALT = Strategic Limitation Talks, INF = Intermediate Range Nuclear Forces Treaty, START = Strategic Reduction Treaty, SORT = Strategic Offensive Reduction Treaty.

Tableau 3 : Évolution des traités de maîtrises et de réductions des armements nucléaires³⁰⁹ :

Traité de Maîtrises et de réductions des armements nucléaires							
	SALT I	ABM	SALT II	START I	START II	START III Projeté	SORT
Limite de têtes nucléaires déployées	Limite les missiles pas les têtes nucléaires	Limite les systèmes ABM à 1 site par pays	Limite les missiles et les bombardiers, pas les têtes nucléaires	6,000	3,000-3,500	2,000-2,500	1,700-2,200
Limite de vecteur à têtes nucléaires déployés	U.S.A.: 1,710 ICBM & SLBM; URSS: 2,347 ICBM & SLBM	N/A	2250	1,600	N/A	N/A	N/A
État du traité	Expiré	Expiré, retrait des Etats-Unis le 31 décembre 2002	Non valide car non ratifié par les Etats-Unis	Toujours en application	Non valide car non ratifié par la Russie	Négociations interrompues	Signé mais non ratifié
Date signé	26 mai 1972	26 mai 1972	18 juin 1979	31 juillet 1991	3 janvier 1993	N/A	24 mai 2002
Date d'entrée en vigueur	3 octobre 1972	3 octobre 1972	N/A	5 décembre 1994	N/A	N/A	??? Aucune
Date limite pour s'être conformé	N/A	N/A	31 décembre 1981	5 décembre 2001	31 décembre 2007	31 décembre 2007	31 décembre 2012
Date d'expiration	3 octobre 1977	Aucune, reconduit tous les 5 ans	31 décembre 1985	5 décembre 2009	5 décembre 2009	N/A	31 décembre 2012

³⁰⁹ Données provenant du site Internet de l'Arms Control Association :
http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02.asp

BIBLIOGRAPHIE

Armand, Dominique, *Le nucléaire, progrès ou danger*, Paris, Les essentiels Milan, 1996.

Badie, Bertrand, «Les grands débats théoriques de la décennie». *La revue internationale et stratégique*, no. 41. Printemps 2001. pp. 47-54.

Baylis, John et Steve Smith, *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, Oxford University Press, Oxford, 2001 2nd edition, p. 143.

Biad, Abdelwahad, *Droit international humanitaire*, Paris, Éditions, Ellipses, 1999.

Bidwai, Praful et Achin Vanaik, *New Nukes, India, Pakistan and Global Nuclear Disarmament*, Interlink Publishing Group, Inc., New York, 2000.

Blackbaby, Frank et Tom Milne, *A Nuclear-Weapon-Free World, Steps along the way*, Macmillan Press LTD, New York, 2000.

Bleek, Philipp C., «Russia Ready to Reduce to 1,500 Warheads, Addressing Dispute Over Strategic Forces' Fate», *Arms Control Today*, septembre 2000.

_____, «Nuclear Posture Review Released, Stresses Flexible Force Planning», *Arms Control Today*, janvier-février 2002.

Boniface, Pascal, *Repenser la dissuasion nucléaire*, Éditions de l'Aube, Paris, 1997.

Booth, Ken, «Security in Anarchy : Utopian Realism in Theory and Practice» *International Affairs*, Vol. 67, no. 3, juillet 1991, pp. 527-545.

_____, «Security and Emancipation» dans *Review of International Studies*, 1991. 17, pp. 313-326.

Boyle, Francis A., *The Criminality of Nuclear Deterrence*, Clarity Press, Atlanta, 2002.

Burchill Scott *et al.*, *Theories of International Relations*, New York, Palgrave, 1996.

Buzan, Barry, Ole Waever et Jaap de Wilde, *Security, A New Framework For Analysis*, London, Lynne Rienner Publishers Inc., 1998.

Caldicott, Helen, *The New Nuclear Danger*, New York, The New Press, 2002.

Chinchilla André. et Michel Fortmann, *Une défense par d'autres moyens, La coopération russo-américaine en vue de réduire les risques de prolifération nucléaire*, Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale, Direction générale de la sécurité internationale, DFAIT-MAECI, 2001.

David, Charles-Philippe, *La Guerre et la paix, Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de sciences Po, 2000.

Delmas, Philippe, *Le bel avenir de la guerre*, Gallimard, Paris, 1995.

De Senarclens, Pierre, *La politique internationale* 4^e éditions, Armand Colin, Paris, 2002.

De Villepin, Xavier, «Dissuasion et désarmement nucléaires : compatibilité et complémentarité», *La Revue internationale et stratégique*, no. 30 été 1998, pp. 28-35.

Duret, Alain, *La nouvelle menace nucléaire*, Le monde éditions, Paris 1996.

Dyer, Gwynne, *War*, Random House, Toronto, 2004.

Falkenrath, Richard A, Robert D. Newman et Bradley A. Thayer, *America's Achilles' Heel, Nuclear, Biological, and Chemical Terrorism and Covert Attack*, Center for Science and International Affairs, Cambridge, 1998, p. 4.

Feiveson, Harold A., dir., *The Nuclear Turning point, A blue print for Deep Cuts and De-Alerting of Nuclear Weapons*, Brooking institutions, Washington, 1999.

Fitzgerald, Frances, *Way out there in the blue, Reagan, Star Wars and The End of The Cold War*, New York, Simon and Schuster, 2000

Florini, Ann M., *The Third Force, The Rise of Transnational Civil Society*, Carnage Endowment for International Peace, Washington D.C., 2000.

Fontanel, Jacques, *Disarmament for Development in Favour of the Developing Countries*, 1998.

Fortmann, Michel, «Peut-on se passer des armes nucléaires ?», *Le maintien de la paix* no. 39 (mars 1999), Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval.

Fukuyama, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Macmillan Inc, New York, 1992.

Gaddis, John Lewis, «International Relations Theory and the End of the Cold War», *International Security*, Vol 17, No. 3 (hiver 1992/93), pp. 5-58.

Gaddis. John Lewis, *We Now Know. Rethinking Cold War History*, Oxford University Press, 1997.

Goldblat, Josef, «How Safe Are States without Nuclear Weapons ?», *Security Dialogue*, 1995, Vol. 26 No. 3, pp. 257-263.

- Goldblat, Jozef *et al.*, *Nuclear Disarmament*, New York, I.B. Tauris, 2000.
- Graham, Thomas Jr., *Common Sense on Weapon of Mass Destruction*, Washington D.C., University of Washington Press, 2004.
- Allison, Graham T., Owen R. Coté Jr., Richard A. Falkenrath, Steven E. Miller, *Avoiding Nuclear Anarchy, Containing the Threat of Loose Russian Nuclear Weapons and Fissile Material*, Center for Science and International Affairs, Cambridge, 1996, p. 3.
- Hassan-Yari, Houchang, «Une relecture des relations internationales de post-guerre froide», *Études Internationales*, Vol. XXXIV, no.2, juin 2003, pp. 281-291.
- Hébert, Jean-Paul, Militarisation ou démilitarisation du monde ?, *Recherches internationales*, no. 63, (1-2001), pp. 19-36.
- Jackson, Robert H., *The global Covenant : Human conduct in a world of states*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- Labbé, Marie-Hélène, *La grande peur du nucléaire*, Presses de sciences po, Paris, 2000.
- Laz, Karim et David Morin, « Strategic Offensive Reduction Treaty : une rupture dans le processus du désarmement nucléaire », *Points de mire*, Vol. 3 no. 11, CEPES, UQAM, 2002.
- Legault, Albert et Michel Fortmann, *Proliférations et non-prolifération nucléaires, stratégies et contrôles*, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1993.
- Le Guelte, Georges, *Histoire de la menace nucléaire*, Paris Hachette, 1997.
- _____, «Faut-il éliminer les armes nucléaires ?», *La Revue Internationale et Stratégique*, no. 30, été 1998, pp. 70-78.
- Lennon, Alexandre T. J., *Contemporary Nuclear Debates, Missile Defense, Arms Control, and Arms Races in the Twenty-First Century*, Cambridge, MIT Press, 2002
- Lévesque, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Éditions Armand Colin, 1987.
- Macleod, Alex, Evelyne Dufaut et Frédéric Guillaume Dufour, *Relations Internationales, théories et concepts*, Montréal, Co-édition Athéna et CEPES, 2002.
- Matlock, JR., Jack F., *Reagan and Gorbatchev, How The Cold War Ended*, New York, Random House, 2004.
- Mearsheimer, John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton, 2001, p.30.

- Miller, David, *The Cold War, A Military History*, New York, St.Martin's Press, 1998.
- Morgan, M. Patrick, *Deterrence Now*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- Paul, T.V., *Power versus Prudence, Why Countries Forgo Nuclear Weapons*, McGill-Queens University Press, Montréal, 2000
- Paul, T.V., Richard J. Harknett et James J. Wirtz, *The Absolute Weapon Revisited, Nuclear Arms and the Emerging International Order*, University of Michigan Press, 1998.
- Parmentier, Guillaume, *Le retour de l'histoire, Stratégie et relations internationales pendant et après la guerre froide*, Éditions Complexes, Paris, 1993.
- Paret, Peter, *Makers of Modern Strategy, from Machivelli to the Nuclear Age*, Princeton, Princeton University Press, 1986.
- Payne, Keith B., *Deterrence in the Second Nuclear Age*, The University Press of Kentucky, Lexington, 1996.
- Podvig, Pavel, *Russian Strategic Nuclear Forces*, Cambridge, The MIT Press, 2001.
- _____, «A desperate pursuit of parity» dans *Science and Global Security*, Vol. 10 (2002), p. 223-225.
- Reiss, Mitchell, *Bridled Ambitions, Why Countries Constrain Their Nuclear Capabilities*, The Woodrow Wilson Center Press, Washington D.C., 1995.
- Rensselear, W. Lee III, *Smuggling Amargeddon, The Nuclear Black Market in the Former Soviet Union and Europe*, St. Martin's Griffin, New York.
- Rhodes, Richard, *The Making of The Atomic Bomb*, Touchstone, New York, 1986.
- Robinson, C. Paul et Kathleen C. Bailey, «To Zero or Not to Zero : A US Perspective on Nuclear Disarmament», *Security Dialogue*, 1997, Vol. 28(2), p. 149.
- Roche, Douglas, *The Ultimate Evil*, James Lorimier & Company Ltd., Toronto, 1997.
- _____, *Bread Not Bombs*, The University of Alberta Press, Edmonton, 1999.
- Rodgers, Paul, *Losing Control, Global Security in the Twenty-first Century*, Pluto Press, London, 2002.
- Rotblat, Joseph, «Éliminer les armes nucléaires, Est-ce souhaitable ? Est-ce réalisable ?» *Conférence Pugwash sur la science et les affaires mondiales*, Éditions Transitions, Paris, 1997.

- Roy, Arundhati, *L'écrivain militant*, Gallimard, Paris, 2003.
- Sagan, Scott D. et Kenneth N. Waltz, *The Spread of Nuclear Weapons, A Debate Renewed*, W.W. Norton & Company, New York, 2003.
- Schram, Martin, *Avoiding Armageddon, Our Future, Our Choice*, Basic Books, New York, 2003.
- Schwartz, Stephen I., *Atomic Audit*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 1998.
- Snyder, Craig A., *Contemporary Security and Strategy*, Routledge, New York, 1999,
- Soutou, Georges-Henri, *La guerre de cinquante Ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.
- Steinbruner, John D., *Principles of Global Security*, Brookings Institution, Washington, 2000.
- Terriff, Terry, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan, *Security Studies Today*, Polity Press, Cambridge, 1999.
- Tertrais, Bruno, «Etats-Unis : Une nouvelle conception de la dissuasion ?» dans *l'Annuaire stratégique et militaire 2002* de la Fondation pour la Recherche Stratégique, Éditions Odile Jacob, Paris, 2002.
- Viau, Hélène, *La théorie critique et le concept de sécurité en relations internationales*, Montréal, UQAM- CEPES, 1998.
- Viau, Hélène, *La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : Quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale*, Montréal, CÉPES-UQAM, 2000.
- Weart, Spencer R., *Nuclear Fear, A History of Images*, Boston, Harvard University Press, 1998.
- Williams, Cindy dir., *Holding the Line, U.S. Defense Alternatives for the Early 21st Century*, The MIT Press, Cambridge, 2001.
- Wyn Jones, Richard, *Security, Strategy and Critical Theory*, London, Lynne Rienner Publishers Inc., 1999.
- Yost, David S., «Russia Non Strategic Nuclear Forces», *International Affairs*, vol. 77, juillet 2001, pp. 531-551.
- Zaloga, Steven J., *The Kremlin Nuclear Sword*, Washington, Smithsonian Institute Press, 2002.

RÉFÉRENCE INTERNET
(ordre d'apparition dans le texte)

Concernant le concept d'hiver nucléaire
www.atomicarchive.com
<http://www.atomicarchive.com/Movies/Movie6.shtml>

Concernant les missile Pershing 2
www.globalsecurity.org
<http://www.globalsecurity.org/wmd/systems/pershing2.htm>

Concernant la NPR américaine
www.globalsecurity.org
<http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm>

Données sur l'IDH provenant du site Internet du Programme des Nations Unies pour le Développement
www.undp.org
<http://www.undp.org/hdro/hdrs/1998/english/98hdi.htm>

Publication de Jacques Fontanel sur le désarmement nucléaire dans le site de l'Université Pierre Mendès France.
www.upmf-grenoble.fr
http://www.upmf-grenoble.fr/espace-europe/publication/cah_e_e/2/fontanel2.pdf

discours de Pascal Boniface effectué le 7 février 2003 à New York devant le Advisory Board on Disarmament Matters :
http://www.delegfrance-cd-geneve.org/libre_opinion/discours_boniface_advisory_board_disarmament_nyc.pdf

Information sur la doctrine soviétique en matière d'armement nucléaire sur le site de la Federation of American scientists
www.fas.org
<http://www.fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/intro.htm>

Tableau sur l'état actuel des anciennes forces nucléaires soviétiques sur le site de l'Arms control
www.armscontrol.org
<http://www.armscontrol.org/factsheets/sovforces.asp>

Site Internet de l'observatoire des armes nucléaires françaises à la rubrique explicative du traité START 2
www.osarm.org
<http://www.osarm.org/nucannex/desarmement/traite-start-2.htm>

Tableau sur le traité SORT dans le site de l'Arms control

www.armscontrol.org
<http://www.armscontrol.org/documents/sort.asp>

Site du National Ressource Defence Concil
www.nrdc.org
<http://www.nrdc.org/nuclear/nudb/datab1.asp>

Données provenant du site Internet Nuclear files
www.nuclearfiles.org
<http://www.nuclearfiles.org>

Tableau sur les traités de maîtrise des armements et de désarmement nucléaire
www.armscontrol.org
http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02.asp

RÉFÉRENCES CINÉMATOGRAPHIQUES

Jackson, Mick, 1984, *Threads*. Film 16mm, coul, 110 min, BBC World.

Meyer, Nicholas, 1983, *The Day After*. Film 35mm, coul., 127 min, ABC & MGM.